



En difficulté, Trump s'en prend à l'Allemagne

- ▶ A six mois des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, le président connaît des revers qui cassent la dynamique observée depuis son retour au pouvoir
- ▶ Trump a déclaré que les hostilités en Iran étaient « terminées ». Les conséquences de la guerre sur le prix de l'essence déstabilisent les Américains
- ▶ Le républicain a aussi essuyé plusieurs déconvenues judiciaires, en particulier sur les droits de douane, pilier de sa politique économique
- ▶ Il a néanmoins agité la menace d'une nouvelle guerre commerciale avec l'Europe, en visant les importations de véhicules, secteur capital pour Berlin
- ▶ Particulièrement ciblée par le courroux de Donald Trump, l'Allemagne va aussi voir 5 000 militaires américains quitter le pays

PAGES 2, 4 ET 15

CONCURRENCE CHINOISE : L'EUROPE DÉMUNIE

- ▶ Les Vingt-Sept peinent à trouver une réponse à la menace qui pèse sur leur industrie
- ▶ Paris appelle l'UE à jouer du rapport de force, une position que ne partage pas Berlin

LA FIN DE NOTRE SÉRIE « COMMENT LA CHINE DÉVORE L'EUROPE » PAGE 16



Dans l'usine automobile de la centreprise sino-allemande FAW-Volkswagen, à Tianjin (Chine), le 7 juillet 2025. ZHAO ZISHUO/XINHUA-REA

Israël Channel 14, une chaîne accusée de discours génocidaires

C'EST UNE CHAÎNE qui revendique de dire tout haut ce que pense une large partie des Israéliens de droite et d'extrême droite. Portant un discours patriotique, nationaliste et colonialiste, Channel 14, lancée en 2014, rencontre une audience croissante depuis les attaques terroristes du Hamas, le 7 octobre 2023. Journalistes et intervenants, jugeant fréquemment qu'« il n'y a pas d'innocents à Gaza », y enchaînent les appels à « anéantir » l'enclave palestinienne, sans épargner les civils. Trois ONG israéliennes ont répertorié plus de 500 extraits ou citations problématiques, dont quantité relevant selon elles d'incitation au génocide, et déposé un recours devant la Cour suprême afin de dénoncer ce qu'elles qualifient d'inaction de la police. La chaîne réfute ces accusations, tout en assumant les propos tenus à l'antenne.

PAGES 6-7

Géopolitique La dérive vers l'extrême droite de l'Amérique latine

Du Honduras au Chili, une nouvelle vague de dirigeants de droite radicale a émergé depuis 2018 et l'accession au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil

PAGES 18-19

Moyen-Orient Barrot prend le pouls d'un Golfe divisé

Le chef de la diplomatie française a effectué une visite auprès de monarchies aux positions opposées sur la guerre entre l'Iran et les Etats-Unis

PAGE 4

Politique A Mâcon, Bardella et Le Pen, comme si de rien n'était

Le RN organisait, le 1^{er} mai, un dernier meeting avant l'arrêt de la cour d'appel, le 7 juillet, qui scellera le sort judiciaire et politique de Marine Le Pen. Les deux dirigeants ne sont pas revenus sur les divergences apparues entre eux

PAGE 9

Disparition Georg Baselitz, géant de l'art contemporain



Dans son atelier, à Ammersee (Allemagne), le 24 juin 2025.

LAETTITA WANGCON/WTF-REDDUX-REA

LE PEINTRE et sculpteur allemand Georg Baselitz, mort jeudi 30 avril, était le représentant le plus puissant de l'expressionnisme. A partir de 1969, il retourne les motifs sur ses toiles, inversant le haut et le bas - décision

sur laquelle il ne reviendra ensuite que rarement. Son œuvre est marquée par son travail sur l'histoire allemande, et ses réticences au nazisme ont déclenché à plusieurs reprises des scandales.

PAGE 21

Immobilier Dans la Manche, le marché sous la menace de l'érosion côtière

PAGE 12

Climat Les pistes de 57 pays pour sortir des énergies fossiles

PAGE 8

Nucléaire Comment les guerres ont signé le retour en grâce de l'atome

CHRONIQUE PAGE 28

Culture Les concerts et ateliers de rap en prison mis à l'arrêt

PAGE 22

LES FILLES vous
COUP DE CŒUR DE LA PRESSE ET DU PUBLIC
★★★★★
EXTRAORDINAIRE POSITIF ÉBLOUSSANT LE NOUVEL OBS
PRODIGIEUX TÉLERAMA VIRTUOSE PREMIÈRE
NOUS L'ORCHESTRE
UN FILM DE PHILIPPE BEZIAT
L'ORCHESTRE DE PARIS
NOUSLORCHESTRE.LEFILM.COM
ACTUELLEMENT AU CINÉMA
LE FIGARO Télérama



Donald Trump, peu avant une prise de parole à la Maison Blanche, à la suite de la tentative d'attentat lors du dîner annuel des correspondants de presse, à Washington, le 25 avril.

Donald Trump rattrapé par la réalité

À six mois des élections de mi-mandat, le président américain paie l'absence de cap clair sur la guerre en Iran

WASHINGTON - correspondant

La tentative d'attentat lors du gala de la presse à Washington, le 25 avril, a provoqué à la Maison Blanche une réponse en deux temps : un appel cosmétique à la réconciliation nationale de Donald Trump, aussi vite suivi d'attaques outrancières contre l'opposition et la presse. « Personne au cours des années récentes n'a eu à subir plus de balles et de violences que le président Trump, expliquait le 27 avril la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt. Cette violence politique découle de sa diabolisation systématique et de celle de ses supporters par les commentateurs, par des élus du Parti démocrate et même certains dans les médias. »

Avec Donald Trump, la faute est toujours celle des autres. Mais le diviseur en chef des États-Unis est d'abord victime de sa pratique du pouvoir, de son hubris impériale. Son obsession à construire une somptueuse salle de bal à la Maison Blanche, pour 400 millions de dollars (340 millions d'euros), a été renforcée par l'attaque dans l'hôtel Hilton. Elle accentue son décalage avec l'opinion publique. Sa façon de parler de la guerre en Iran est téméraire aussi. Combien de temps les Américains doivent-ils s'attendre à ce que ce conflit se poursuive ? Une journaliste posait cette question à Donald Trump, le 23 avril. Le magnat s'est agité dans son siège : « Vous êtes une telle honte. Vous savez ce que je viens de dire ? Le Vietnam ! Cela a duré combien de temps, le Vietnam ? »

Choix étonnant. Pour nier toute errance stratégique de la Maison Blanche et relativiser la crise énergétique mondiale, Donald Trump invoque le plus fort repoussoir possible, vieux de plus d'un demi-siècle. Selon le Pentagone, la guerre contre l'Iran aurait déjà coûté 25 milliards de dollars, une estimation minorée, selon les élus

démocrates. Le président américain fait mine de balayer tout cela, comme s'il s'agissait de désagréments passagers dans sa marche triomphale. « Un petit détour », selon son expression prisée. Le 1^{er} mai, il a déclaré les « hostilités » avec l'Iran « terminées », dans une lettre adressée au Congrès, afin de contourner l'obligation d'autorisation du pouvoir législatif au-delà de soixante jours d'engagement des troupes américaines.

Républicains domestiques
Pourtant, les murs se resserrent autour de Donald Trump. Pendant la première année de son mandat, rien ne semblait résister à l'avancée autoritaire du milliardaire, en dehors de quelques juges fédéraux. Républicains domestiques, démocrates éparpillés, presse sonnée, institutions brutalisées. La Maison Blanche remodelait le commerce international avec sa politique de tarifs douaniers, lançait des frappes contre trois sites nucléaires iraniens en juin 2025, avec Israël. Seule l'affaire Epstein semblait la hanter. Était-ce l'Amérique d'abord, comme le promettait le slogan de campagne ? L'Amérique seule, surtout, se mettant à dos ses alliés et ses voisins, ivre de sa puissance militaire, allant jusqu'à capturer Nicolas Maduro, le président vénézuélien. Avec le recul, ce 3 janvier fut le pic de la première phase de mandat.

Depuis, le premier tiers de 2026 a renversé cette dynamique. Les États-Unis sont enkystés dans la guerre en Iran. Sa suspension actuelle ne résout en rien le chaos provoqué par quarante jours de bombardements, et notamment l'étranglement du détroit d'Ormuz. Depuis l'annonce, cette guerre a semblé mal pensée et peu justifiée aux yeux d'une majorité d'Américains. Mais c'est l'augmentation spectaculaire du prix de l'essence – près de 40 % en deux mois – qui provoque la colère. Selon un sondage AP-NORC,

publié le 22 avril, l'approbation de Donald Trump est tombée à 23 % chez les électeurs dits « indépendants », si courtisés. Elle n'est plus que de 68 % parmi les républicains. Autre indice : selon une étude pour Fox News, les démocrates arrivent en tête sur les questions économiques, une première depuis dix-sept ans.

En février, la Cour suprême a renversé un pilier de la politique économique de Donald Trump, les tarifs douaniers réciproques mondiaux. Elle a considéré que le président avait outrepassé ses prérogatives. Et l'administration a dû mettre en place un portail où les entreprises réclament le remboursement des tarifs acquittés. Le montant pourrait atteindre 175 milliards de dollars. Une mauvaise nouvelle de plus pour la dette des États-Unis (93000 milliards de dollars).

L'enquête judiciaire visant le patron de la Fed (la Réserve fédérale), Jerome Powell, a dû être abandonnée pour permettre la confirmation de son successeur, Kevin Warsh, au Congrès. Donald Trump a pris Jerome Powell pour cible en raison de son peu d'entrain à baisser les taux d'intérêt. Le 1^{er} avril, la Cour suprême a montré un fort scepticisme sur le droit du sol, que l'administration prétend remettre en question pour les enfants de clandestins.

En janvier, la mort de deux civils à Minneapolis (Minnesota), tués par des agents fédéraux engagés

dans la traque des migrants illégaux, a provoqué une onde de choc. Alors que le président pouvait s'enorgueillir d'avoir rendu la frontière avec le Mexique hermétique, sa propre crédibilité sur cette question migratoire était soudain remise en cause par la brutalité des agents de l'ICE et des autres organes du département de la sécurité intérieure (DHS). Depuis, au grand désespoir des nationalistes au sein de la base MAGA (Make America Great Again), la campagne d'expulsions massives a été ralentie.

« Tout le monde dit que si j'étais dans les temps modernes n'ai fait autant pour porter atteinte au peuple américain et à notre sécurité nationale, tout en travaillant simultanément pour s'enrichir ainsi que ses donateurs et affaiblir nos droits fondamentaux et nos libertés », résumait le stratège démocrate Simon Rosenberg, le 23 avril, dans sa lettre quotidienne. Pour améliorer les chances de la droite, la Maison Blanche a décidé de modifier les paramètres du scrutin. D'un côté, en dénonçant la pratique du vote anticipé, pour-part légal et encadré dans la plupart des États ; de l'autre, en manipulant de façon partisane les cartes électorales dans plusieurs États républicains. La Cour suprême a donné un coup de fouet à cet effort, mercredi 30 avril, en rejetant le principe de circonscriptions taillées selon des considérations raciales, pour encourager la diversité. Potentiellement, cela pourrait représenter un gain important en sièges pour les conservateurs.

« Vers la fin de la coalition MAGA. Les années Biden donnent l'impression d'un intermède très vite oubliable, qu'on a tendance à négliger mentalement. On a le sentiment que Trump est président depuis très longtemps, ce qui est assez inhabituel », explique Andrew Day, rédacteur en chef adjoint de la revue *The American Conservative*. Or la façon dont se comporte cette administration et les problèmes graves révélés par la guerre en Iran renforcent l'idée que cette coalition MAGA est finie. Elle n'est plus qu'une sorte de culte de la personnalité. La droite américaine doit réfléchir à la suite. Il y aura probablement une période d'errance, de luttes intérieures et d'incohérence. »

Ces élections de mi-mandat sont encore loin. Mais la donne actuelle est tellement négative qu'un renversement semble difficile, estiment des experts républicains. Le meilleur espoir serait de limiter la

Les républicains sont gagnés par la fébrilité : et si Donald Trump les entraînerait vers le précipice aux midterms ?

casse et de conserver le Sénat d'un cheveu. « Aucun parti politique dans les temps modernes n'a fait autant pour porter atteinte au peuple américain et à notre sécurité nationale, tout en travaillant simultanément pour s'enrichir ainsi que ses donateurs et affaiblir nos droits fondamentaux et nos libertés », résumait le stratège démocrate Simon Rosenberg, le 23 avril, dans sa lettre quotidienne.

Pour améliorer les chances de la droite, la Maison Blanche a décidé de modifier les paramètres du scrutin. D'un côté, en dénonçant la pratique du vote anticipé, pour-part légal et encadré dans la plupart des États ; de l'autre, en manipulant de façon partisane les cartes électorales dans plusieurs États républicains. La Cour suprême a donné un coup de fouet à cet effort, mercredi 30 avril, en rejetant le principe de circonscriptions taillées selon des considérations raciales, pour encourager la diversité. Potentiellement, cela pourrait représenter un gain important en sièges pour les conservateurs.

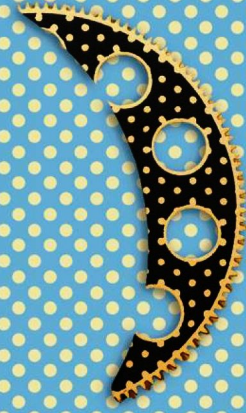
Ce projet a provoqué, pour une fois, une réponse du même acabit de la part des démocrates. Pour l'heure, le bilan de cette entreprise – catastrophique pour la démocratie américaine, dont les deux parts portent la responsabilité – reste confus. Les démocrates attendent la validation définitive d'une nouvelle carte en Virginie. La Floride vient de voter son propre redécoupage, au profit des républicains.

Donald Trump encourage cet effort. Mais les commentateurs s'interrogent : est-il encore préoccupé par les midterms, lui qui méprise la voie parlementaire ? S'apprêtant en juin à fêter ses 80 ans, camelot infatigable de sa propre gloire, il prétend changer son pays et le monde. Le magnat veut rebaptiser des bâtiments à son nom, ériger un arc de triomphe à Washington et impose son visage sur des passeports en édition limitée pour le 250^e anniversaire de l'indépendance. « Je ne pense pas que Trump soit indifférent aux midterms, explique Henry Olsen, expert au cercle de réflexion Ethics and Public Policy Center. Je ne crois pas non plus que l'histoire de la salle de bal soit importante politiquement. Trump a décidé que la guerre contre l'Iran est dans l'intérêt des États-Unis à long terme, malgré le coût à court terme. Je m'attendrais à ce qu'il en fasse plus sur l'inflation une fois la guerre finie. » Les indicateurs économiques, qui montrent un dynamisme grâce à l'intelligence artificielle, jouent en sa faveur.

Donald Trump a effectué plusieurs déplacements dans des États américains ces dernières semaines pour montrer qu'il ne néglige pas le front intérieur. Mais cela ressemblait à un exercice contraint. Il s'agit de se focaliser sur les effets positifs des réductions d'impôts figurant dans la loi de l'été 2025, appelée One Big Beautiful Bill. Donald Trump refuse d'envisager sa propre finitude, physique ou politique, lui qui deviendra au soir des midterms un « canard boiteux », ne pouvant se représenter. Une défaite républicaine en novembre pourrait le conforter dans sa pratique d'un pouvoir exécutif sans concertation, agissant à sa guise en politique étrangère. En janvier, le *New York Times* l'interrogeait sur les limites de son pouvoir. « Ma propre morale. Mon propre esprit. C'est la seule chose qui puisse m'arrêter. » ■

PIOTR SZMOLAR

L'augmentation spectaculaire du prix de l'essence – près de 40 % en deux mois – provoque la colère des Américains



May 16th

Jean-Noël Barrot prend le pouls d'un Golfe divisé

Le chef de la diplomatie française a effectué une visite auprès de monarchies inquiètes d'une reprise du conflit

ABOU DHABI, MASQATE, RIYAD -
envoyé spécial

Avant l'orage, le ministre français des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, prend le pouls des monarchies du Golfe : une visite sur les rives du détroit d'Ormuz censée préparer l'après-guerre. Elle s'est achevée vendredi 1^{er} mai sous la menace d'une reprise du conflit. L'Arabie saoudite s'attend à des semaines, quarante-huit heures, à de nouvelles frappes américaines contre les infrastructures civiles de son voisin iranien. De tels bombardements, des crimes de guerres que le président Trump avait menacé de commettre dès la fin mars, susciteraient - Téhéran a de nouveau prévenu - une riposte de même nature contre les pays du Golfe.

La France cherchait à influencer sur les négociations qui s'enlèvent entre les États-Unis et l'Iran, durant le cessez-le-feu fragile qui s'étire depuis près de trente jours. Mais il apparaît difficile de coordonner une réponse entre les Européens, inquiets du coût économique colossal du blocage du détroit d'Ormuz sur leurs économies, et ces États du Golfe qui en subissent directement les effets, tout en refusant encore d'engager un dialogue avec l'Iran.

Les monarchies du Golfe semblent profondément divisées face à la menace. Riyad, jusqu'ici relativement épargné par les frappes iraniennes, ne souhaite pas l'escalade. Les Émirats arabes unis, qui ont subi l'essentiel des tirs de Téhéran durant trente jours, encouragent pour leur part Washington et Israël à poursuivre la guerre. « Long terme cependant », Paris devine une possible cause commune entre alliés affaiblis par l'administration Trump, qui sape les fondements de leur sécurité, mais trop dépendants du parapluie sécuritaire américain pour que leur voix porte à Washington. « Comme les Européens, les pays du Golfe entendent renforcer leur résilience et leur souveraineté, en matière de défense comme de sécurité économique. C'est une opportunité pour nos deux régions d'y travailler ensemble », estimait vendredi le ministre Barrot.

Faible explore de nouveaux partenariats militaires avec les États qui lui sont reconnaissants de les

avoir aidés, dès les premiers jours, à intercepter les drones et les missiles iraniens qui visaient leur territoire. La France constate que les monarchies passent en revue leur architecture de défense : leurs capacités de brouillage, leur défense sol-air, leur flotte d'hélicoptères. Elle souligne que les avions de chasse américains de la flotte saoudienne sont bridés, inférieurs à ceux dont dispose Israël, dans la région, contrairement aux Rafale français. Elle s'intéresse enfin aux vastes projets d'infrastructures de transports dont la région redessine les tracés à long terme, et qui la rendraient moins dépendante du détroit d'Ormuz.

Depuis plusieurs années, des États du Golfe ont cherché à diversifier leurs partenariats internationaux, afin de réduire leur dépendance à un allié américain capricieux, dont ils ont constaté amèrement les limites. Paris y fait valoir son offre. « Cependant, cette crise altère rapidement leur calcul stratégique, avertissait récemment Amr Hamzawy, analyste au centre de réflexion américain Carnegie, dans la revue *Foreign Affairs*. Les États du Golfe deviennent encore plus dépendants des capacités militaires américaines - notamment pour leurs systèmes de défense aérienne avancés, le partage de renseignements - et des forces américaines basées dans la région. »

Division entre États

Pour l'heure, Téhéran peut se satisfaire d'avoir semé la division parmi ses voisins. Les frappes iraniennes étaient apparues erratiques durant les premières semaines du conflit, touchant jusqu'à la Turquie et l'Azerbaïdjan. Cependant, Téhéran a bien maîtrisé son escalade. En dépit de la destruction d'une bonne part de ses centres de commandement et de contrôle, qui ont relégué la responsabilité des tirs à des officiers de provinces autonomes, les directives établies de longue date ont manifestement fonctionné.

Elles ont contribué à diviser les États du Golfe, entre des voisins jugés conciliants, relativement épargnés (Arabie saoudite, Qatar et Oman, où le ministre Jean-Noël Barrot a également fait halte), et ceux qui ont subi l'essentiel des ses frappes. Les Émirats arabes unis et Bahreïn ont eu à avoir normalisé leurs relations avec Israël,



Jean-Noël Barrot accueille le premier ministre et ministre des affaires étrangères du Qatar, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, au Quai d'Orsay, à Paris, le 9 octobre 2025. CHRISTOPHE PETTISON/VA RUITERS

en 2020. « Le Qatar, qui a interrompu sa production de gaz naturel liquéfié dès le début du conflit, a récolté le fruit de cette capitulation en recevant moins de frappes que ses voisins », relève l'analyste émirati Mohammed Baharoun, à Dubaï. Quand bien même les attaques contre ses installations gazières ont heurté durablement l'émirat.

Pour les Émirats, cette guerre a produit un choc existentiel. Abou Dhabi ne croit pas à un accord de paix avec l'Iran. Son arôme a ainsi attaqué deux installations pétrolières iraniennes après le cessez-le-feu du 8 avril. Les Émirats ont poussé avec Israël en faveur du blocus d'Ormuz par l'armée américaine et paraissent aujourd'hui résignés à la reprise de la guerre, souhaitant à terme l'écroulement du régime iranien.

« Selon les Émirats, seuls trois pays leur sont venus en aide durant la guerre : les États-Unis, Israël et la France », indique une source diplomatique. Le site *Axios*

et le *Financial Times* ont révélé ces derniers jours que l'État hébreu avait déployé aux Émirats des systèmes de défense sophistiqués - dont le Dôme de fer (Iron Dome) et le système laser Faisceau de fer (Iron Beam) - ainsi que les soldats capables de les diriger.

Forme de rage

Abou Dhabi déplore un manque de leadership régional, et a relancé brutalement sa querelle avec la puissance tutélaire de la région, l'Arabie saoudite, en quittant vendredi 1^{er} mai l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), pour mettre son pétrole à la disposition de la Maison Blanche, sans quotas de production. Cette rivalité entre alliés arabes a tout pour ravir Téhéran.

En coulisses, des sources en Arabie saoudite expriment un monde une forme de rage contre cet allié indiscipliné. Riyad envisage des mesures de rétorsion, à l'heure où la fermeture d'Ormuz rend les Émirats dépendants du trafic ter-

Pour les Émirats, cette guerre a produit un choc existentiel. Ils ne croient pas à un accord de paix avec l'Iran

restre et de leur voisin saoudien. Pour sa part, l'Arabie saoudite cherche à animer un forum de conciliation régionale, afin de se donner de l'air contre la logique d'agression américaine et israélienne. Elle se rapproche de la Turquie, de l'Égypte et du Pakistan, puissance nucléaire avec laquelle elle a signé un accord de défense en 2025. Cette démarche nouvelle a déjà ouvert un espace de médiation pour les pourparlers de paix, à Islamabad. Elle pourrait fournir la base d'un accord de non-agression avec Téhéran, estiment les

spécialistes de la région Maria Fantappiè et Vali Nasr, dans la même revue *Foreign Affairs*. A condition que Riyad parvienne à y impliquer l'ensemble du Golfe, et reçoive en retour des garanties collectives de non-agression.

La France observe avec circonspection ce forum en gestation, qui n'implique aucune puissance occidentale. Le chef de la diplomatie Jean-Noël Barrot se félicite cependant que des alliés arabes cherchent aujourd'hui un cadre, pour peser sur les négociations dans lesquelles les États-Unis s'enlèvent, en tête à tête avec l'Iran.

« Les pays du Golfe comptent sur les États-Unis pour traiter la question du nucléaire iranien », relève-t-il, après avoir tenté de coordonner les exigences et les moyens de pression dont les Européens et les États du Golfe disposent. Cependant, « ils envisagent les négociations sur le programme balistique de l'Iran dans un cadre régional, dont le format reste à définir. »

LOUIS IMBERT

Washington annonce le retrait partiel de ses troupes en Allemagne

La décision a choqué outre-Rhin, où la présence américaine revêt un caractère stratégique et symbolique depuis l'après-guerre

BERLIN - correspondante

Le président américain, Donald Trump, a ordonné, vendredi 1^{er} mai, le retrait, dans les six à douze prochains mois, de 5000 soldats américains stationnés outre-Rhin, sur les quelque 40 000 qui y sont stationnés de façon permanente.

L'annonce, bien que précédée de menaces répétées de Washington, a fait l'effet d'un coup de tonnerre en Allemagne, où la présence américaine revêt un caractère stratégique et symbolique depuis l'après-guerre. Surtout, elle vient illustrer la dégradation continue des relations entre les deux pays depuis le début de l'offensive américano-israélienne en Iran.

Ce retrait partiel des troupes américaines est en effet présenté comme une réponse aux propos critiques à l'encontre de Washington récemment tenus par le chancelier. Lundi 27 avril, sortant de sa réserve habituelle, Friedrich Merz a rarement publiquement l'opération militaire en Iran, en marge d'une

visite dans une école. « Les Américains n'ont manifestement aucune stratégie », a-t-il affirmé. « C'est tout ce que nous pouvons attendre des dirigeants américains. »

Ces déclarations, probablement destinées à un public allemand majoritairement hostile à la guerre en Iran, à l'approche d'élections régionales à fort enjeu pour le chancelier, ont aussitôt suscité la colère du président américain. Celui-ci reproche aux Européens leur manque d'engagement dans le conflit au Moyen-Orient. « Le chancelier allemand devrait consacrer plus de temps à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine (où il s'est montré totalement inefficace), et à redresser son pays en ruine, notamment en matière d'immigration et d'énergie », a déclaré Donald Trump jeudi 30 avril, sur son réseau, Truth Social. Il a ajouté que le chancelier allemand devrait « passer moins de temps à interférer dans les efforts déployés pour éliminer la menace nucléaire iranienne, et contribuer à rendre le monde, et l'Allemagne, plus sûrs. »

L'Allemagne est l'un des pays européens les plus dépendants des États-Unis, sur les plans sécuritaire et économique

Sans répondre directement, Friedrich Merz a tenté de jouer l'apaisement, appelant à « un partenariat transatlantique fiable » au sein de l'OTAN, jeudi. Il a rappelé que l'armée allemande apportait sa pierre à l'édifice d'une « OTAN forte et unie », notamment sur « des sites stratégiques en Allemagne aux côtés des États-Unis ». Outre l'Allemagne, Donald Trump a dit envisager une réduction des forces américaines en Italie et en Espagne, où leur présence est beaucoup plus modeste.

C'est en effet l'Allemagne qui abrite le plus gros contingent de troupes américaines en Europe, avec notamment la base aérienne de Ramstein et l'hôpital militaire de Landstuhl (Rhénanie-Palatinat), voisin de celle-ci. Cette présence historique, qui s'est élevée à près de 500 000 soldats pendant la guerre froide, a été considérablement réduite depuis la réunification. Outre sa dimension sécuritaire et stratégique pour l'Allemagne, elle revêt également un fort enjeu économique pour les régions d'accueil, en particulier pour la Rhénanie-Palatinat.

Plusieurs bases américaines étaient mobilisées par l'armée américaine pour l'intervention en Iran, Berlin n'ayant pas pris au sérieux les récentes menaces de retrait. « Les États-Unis ont besoin de ces bases », rappelait ainsi le ministre des affaires étrangères allemand, Johann Wadepuhl, jeudi. Donald Trump avait déjà menacé de réduire le contingent de troupes en Allemagne lors de son premier mandat (2016-2020) jugeant alors

les dépenses militaires de l'Allemagne insuffisantes. Quelques mois avant son départ de la Maison Blanche, il avait annoncé vouloir retirer d'Allemagne 12 000 des quelque 35 000 soldats américains stationnés sur le territoire. Plusieurs milliers d'entre eux devaient être redéployés ailleurs en Europe, tandis que d'autres seraient rentrés aux États-Unis. Son successeur, Joe Biden, avait interrompu ces projets après son entrée en fonctions.

Un tournant

Bien qu'elle ne porte que sur 12 % des troupes américaines en Allemagne, l'annonce est un tournant dans la relation entre Berlin et Washington, présentée comme privilégiée depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier, le 6 mai 2025. Ce dernier avait suscité de grands espoirs en Europe, en déclarant, au soir de sa victoire, ne se faire « absolument aucune illusion sur ce qui se passait [alors] en Amérique » et vouloir « renforcer l'Europe le plus rapidement possible ».

Tout en investissant massivement dans le réarmement de l'Allemagne, Friedrich Merz s'est toutefois efforcé, depuis un an, de souligner la relation entre les deux pays, dans l'espoir de convaincre le président américain de maintenir sa présence militaire en Europe sur fond de guerre en Ukraine, et d'épargner le Vieux Continent en matière de sanctions commerciales. Son silence, le 4 mars, face aux critiques portées en sa présence par Donald Trump contre l'Espagne, « un allié éprouvante », lui a ainsi été épermeur reproché.

L'Allemagne est l'un des pays européens les plus dépendants des États-Unis, non seulement pour sa sécurité, mais aussi sur le plan économique, le pays représentant 10 % des exportations allemandes. Le 1^{er} mai, le président américain a d'ailleurs opportunément annoncé taxer les importations de voitures et camions européens à hauteur de 25 %, une mesure qui cible particulièrement les constructeurs allemands.

ESLA CONESA



May 16th



Débat sur le plateau de Channel 14, le 2 novembre 2023. CAPTURES D'ÉCRAN : CHANNEL 14/LE MONDE.

Channel 14, une chaîne de télévision israélienne accusée de discours génocidaires

JÉRUSALEM - correspondant

Deux hommes sont en direct sur l'antenne de Channel 14, le 2 novembre 2023, commentant la guerre en cours à Gaza :

« Alors, que devons-nous faire ? demande l'animateur, Yonon Magal. Vous voyez des civils... »

– Ouvrez le feu ! Ouvrez... répond Eldad Yaniv, son invité.

– Tirer sur des civils ?

– Bien sûr ! Bien sûr ! Ce ne sont pas des civils ! »

Le 10 février 2024, le journaliste Yaki Adamker commente en direct des images montrant la désolation dans l'enclave palestinienne : « Je ne pense pas que quiconque, dans l'État d'Israël ou en terre d'Israël, doive avoir de la pitié pour ces Gazaouis, ni pour les adultes, ni pour les personnes âgées, ni pour les jeunes, ni pour les enfants. (...) Les Gazaouis ? Pour ce que ça n'importe, qu'ils meurent de faim. Qu'est-ce que j'en ai à faire d'eux ? »

Le 20 février 2025, Gabi Siboni, un ancien officier, est invité dans une émission de débat : « Tous les Gazaouis sont les méchants parmi les nations du monde. (...) C'est ce groupe barbare, cette foule, et ils n'ont pas le moindre droit d'exister. (...) La plus grande justice sera faite lorsque Gaza sera débarrassée des Gazaouis », assure le colonel de réserve.

UN MONDE VIOLENT, BRUTAL, SIMPLISTE

Trois scènes parmi des centaines. Bienvenue sur Channel 14, la chaîne de télévision qui revendique de dire tout haut, dans un mélange de patriotisme exacerbé, de polémique sulfureuse et d'humour raciste, ce que pensent une large partie des Israéliens de droite et d'extrême droite. Sur Gaza, qu'il faudrait détruire totalement. Sur l'Iran. Sur le Liban. Sur les électeurs de gauche. Sur les juges. Sur les autres médias. Sur l'État de droit.

L'immersion dans les émissions diffusées par la chaîne 14 est une plongée dans un monde violent, brutal, simpliste, où la comédie humaine des talk-shows, entre convivialité et insultes, s'empare de religion, de poli-

tique intérieure, de guerre, en y appliquant une vision profondément déshumanisante de l'ennemi palestinien.

Le média raconte Israël d'après le 7-October, pas toute la société, mais une partie significative qui compose l'électorat de Benjamin Netanyahu et de ses alliés suprémacistes juifs, ouvertement racistes pour certains d'entre eux.

Channel 14 est longtemps restée marginale, cantonnée à une audience limitée. « Lancée à l'origine en 2014 comme une chaîne de niche consacrée au patrimoine juif, elle a connu une transformation radicale après son rebranding en 2021. Soutenue par le milliardaire russo-israélien Yitzhak Mirlashvili, elle s'est orientée vers la politique, s'alliant sur le premier ministre, Benjamin Netanyahu, et l'extrême droite », rappelle le journaliste David Lerner, dans une étude publiée début 2025 par le Reuters Institute. Profitant d'une réglementation favorable, elle n'a cessé de progresser depuis quatre ans, atteignant 7 % à 8 % d'audience, ce qui la place régulièrement à la deuxième place derrière la chaîne 12, le leader historique.

Son impact s'est accentué depuis le choc du 7 octobre 2023 lorsque le Hamas a attaqué, tué 1200 personnes et enlevé 251 otages, ravivant le traumatisme des pogroms et de la Shoah au-delà du constat de la défaillance sécuritaire de l'État hébreu. Ce jour-là, un samedi, jour de shabbat, la chaîne 14 ne diffusait pas de programme, respectant l'interdit religieux jusqu'à la tombée de la nuit. Ses animateurs se sont rapidement rattrapés, exprimant leur volonté de détruire l'enclave palestinienne.

Avec des mots qui annonçaient explicitement – même si cela paraissait alors inconcevable – l'ampleur de la guerre d'anéantissement menée durant deux années. « Ne leur donnez pas d'eau. Ne leur donnez pas d'électricité. Qu'ils meurent lâbas, amen ! », déclare le présentateur Shimon Riklin le soir du 7 octobre 2023.

« Alors je vous le dis : il ne faut pas seulement tuer le Hamas. Tous les cannibales doivent mourir », affirme deux jours plus tard Erel Segal, un panliste de l'émission phare du soir « Les Patriotes ». Le même jour, un invité, Eliyahu Yossian, déclare : « Il n'y a pas d'innocents. En fait, quand on parle de "population", il n'y a pas de population. Il y a deux millions et demi de terroristes. »

« BOMBARDER SANS DISTINCTION »

Les exemples sont très nombreux depuis cette date, prononcés par des journalistes comme par des invités, applaudis par le public des studios. « Nous allons à Gaza. Nous allons au Liban. Nous irons en Iran. Nous irons partout (...) Nous anéantirons l'ennemi. Nous anéantirons l'ennemi ! Nous ramènerons le Moyen-Orient à une situation où les Arabes auront une peur bleue des juifs », souligne le journaliste Shay Golden le 17 octobre 2023. « Nous devons bombarder sans distinction. Nous faisons une distinction, et je pense que ce n'est pas une bonne chose. Je l'ai dit hier, et je le répète : peut-être que l'armée de l'air devrait redoubler d'efforts et ne pas faire de distinction entre ceux qui sont impliqués et ceux qui ne le sont pas », affirme l'animateur Yaakov Bardugo le 2 novembre 2023.

Un déferlement d'appels à la vengeance, documenté scrupuleusement par trois organisations non gouvernementales (ONG) israéliennes (le Bloc démocratique, Zulat et le Mouvement pour une réglementation équitable), qui ont recensé plus de 500 extraits ou citations problématiques, à l'antenne, sur le site ou sur les réseaux sociaux, entre octobre 2023 et mai 2025, dans une base de données à laquelle *Le Monde* a eu accès. Cette documentation a servi, pour partie, au dépôt d'un recours devant la Cour suprême afin de dénoncer ce qu'elles qualifient d'inaction de la police. « Dès la terrible nuit du samedi 7 octobre 2023, la chaîne Channel 14 a commencé à diffuser des déclarations qui constituent une incitation flagrante et grave au génocide, aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre à l'encontre des habitants de Gaza et, parfois, des Arabes de Cisjordanie également. De surcroît, des déclarations fréquentes ont été faites qui constituent une incitation à la violence et une incitation au racisme », argumentent les ONG dans leur requête.

Au nom des trois organisations, l'avocat Michael Sfar insiste sur l'impact des mots prononcés, notamment en direction de la jeunesse partie combattre après le 7-October. « L'affirmation "Il n'y a pas d'innocents à Gaza", sans doute le message le plus récurrent dans les émissions de Channel 14, répété jour et nuit, prend une connotation particulièrement meurtrière dans le contexte de cette guerre acharnée et compte tenu du fait que des milliers de soldats combattant dans la bande de Gaza regardent cette chaîne. Elle est également pernicieuse car elle est répétée en conjonction avec des appels à "l'anéantissement total" en réponse au massacre du 7-October, ainsi qu'avec des appels à "détruire, tuer et rayer de la carte", "à exterminer les rats", et ainsi de suite », note le juriste.

Des dizaines d'extraites relèvent, pour les trois ONG, de l'incitation au génocide, une incrimination sanctionnée dans le droit pénal israélien, à propos desquels la police aurait dû enquêter immédiatement. « Israël

« NE LEUR DONNEZ PAS D'EAU. NE LEUR DONNEZ PAS D'ÉLECTRICITÉ. QU'ILS MEURENT LÂBAS, AMEN ! », DÉCLARE LE PRÉSENTATEUR SHIMON RIKLIN À PROPOS DES GAZAOUIS, LE 7 OCTOBRE 2023



Le journaliste israélien Yaki Adami, sur le plateau de Channel 14, le 10 février 2024.



Gabi Siboni, ancien officier de l'armée israélienne, invité de Channel 14 le 20 février 2025.

doit anéantir Gaza ! Il ne doit en rester aucune trace », assure à l'antenne le maire d'une ville voisine de l'enclave, le 11 octobre 2023. « La justice doit être rendue ainsi : il faut tout raser (...) je vais raser Gaza, je n'ai aucun scrupule », explique une députée, Kathrin Shitrit, le 1^{er} novembre 2023. « Détruisez, tuez et rasez tout. Brûlez les maisons, détruisez les infrastructures. J'espère que toute cette zone de Khan Younés, si l'armée s'y trouve déjà, sera détruite, pour qu'il n'en reste plus des centres », indique le journaliste Itamar Fleischmann, le 19 février 2024, après la diffusion d'une vidéo montrant trois membres de la famille Bibas, dont deux très jeunes enfants, otages à Gaza, une des histoires les plus douloureuses du 7-October.

« Au cours des deux premiers jours, nous aurions dû tuer 100000 Gazaouis (...) Il y a sans doute très peu d'êtres humains parmi eux. Près de 90 % sont des terroristes et sont impliqués », lance Danny Neumann, un invité, le 6 mai 2024. Sur la 14, un des présupposés de la *hasbara* – la propagande officielle – est tombé depuis longtemps : l'armée n'a pas à être « la plus morale du monde » et à s'embarasser de principes humanitaires ou juridiques, répètent les intervenants. « L'armée israélienne doit anéantir l'ennemi, peu importe qui en pâtira ! Il n'y a pas de morale », déclare Shay Golden le 9 octobre 2023.

UNE « VÉRITÉ » DISSIMULÉE PAR LES ÉLITES

écrit un public pour une chaîne comme celle-ci. Ces partisans de droite aiment suivre une émission télévisée, une chaîne de télévision, qui font office de caisse de résonance pour leurs opinions, explique Gabriel Weimann, professeur de communication à l'université Reichman. Ils ont suivi la ligne que voulait Benjamin Nétanyahou. Et cette ligne consiste à être militant et à rejeter la faute sur les autres. Tout le monde est mis en cause, y compris le Mossad, le ministre de la défense, l'armée et les services de renseignement.

La chaîne participe activement à la brutalisation de la vie politique en s'en prenant à des journalistes concurrents, à des hauts fonctionnaires ou à des élus du centre ou de gauche. Elle a également été critiquée à plusieurs reprises pour avoir propagé des théories complottistes, en particulier sur le 7 octobre 2023 – ce qu'elle refuse.

Comme Fox News aux États-Unis, ou CNews en France, mais sur une tonalité plus virulente encore, Channel 14 affirme être porteuse d'une « vérité » dissimulée par les élites. « Ma voix a été réduite au silence. On dit que la voix de la majorité a été réduite au silence », affirme ainsi au Monde Shimon Riklin, un des stars de la chaîne. « Depuis le 7-October, j'ai l'impression qu'un tremblement de terre secoue notre pays. Nous ne voyons pas tout. Mais les choses changent, les choses doivent changer », relève l'animateur en évoquant la revanche du « peuple » des Mizrahim face aux anciennes élites ashkénazes, une des fractures anciennes de la société israélienne.

Les journalistes réfutent les accusations portées par les ONG. Mais ils assument un discours patriotique, nationaliste et colonialiste. « Après deux ans, ils [le Hamas] continuent de se battre. Ils ne brandissent pas le drapeau blanc. Ma conclusion : ils ne souffrent pas assez », dit, par exemple, Shimon Riklin en émettant le vœu que les habitants de l'enclave palestinienne émigrent ailleurs. « J'espère que nous construirons une nouvelle colonie dans le nord de Gaza », ajoute-t-il.

La chaîne soutient ouvertement l'actuel premier ministre, Benjamin Nétanyahou, à la tête depuis fin 2022 d'une coalition de droite et d'extrême droite nationaliste et religieuse. « Nous sommes aux côtés des soldats, nous sommes aux côtés d'Israël, nous voulons la victoire, la victoire totale, nous soutenons le gouvernement, nous soutenons "Bibi" Nétanyahou », souligne une autre figure de l'antenne, Yinon Magal, en répondant longuement aux questions du Monde pour expliquer ses succès d'audience. Il défend aussi une vision nationaliste-religieuse : « Je ne crois pas à la paix avec les Arabes ici. Ils ne nous accepteront pas – ce n'est que si nous nous montrons fermes et forts qu'ils comprendront que nous sommes attachés à notre identité et que c'est notre terre, que nous sommes revenus après deux mille ans parce que Dieu nous a promis cette terre. »

Contacté, un des avocats de Channel 14, Frédéric Belot, a transmis au Monde une réponse destinée à apporter des « informations de fond à titre officieux ». Dans ce texte, l'argumentaire de la chaîne, qui se présente comme la seule chaîne d'information télévisée influente du pays défendant une ligne conservatrice et de droite, tient en plusieurs points. D'abord sur la plainte qui constitue, de leur point de vue, une opération de musèlement, qualifiée de radicale et antidémocratique. Ensuite sur les ONG elles-mêmes, accusées de porter, depuis l'extrême gauche, une campagne contre les médias de droite. Enfin sur le fond de l'affaire : la démarche participative d'une campagne diffamatoire visant à nuire à la chaîne, plaide l'avocat, en affirmant que les allégations formulées par ces ONG sont sans fondement.

L'accusation contre Channel 14 est lourde. Les ONG font en effet référence à la jurisprudence de la Cour pénale pour le Rwanda à propos des médias rwandais et de leur rôle dans le génocide commis en 1994. « Dans son arrêt, la chambre d'appel a estimé que l'incitation au génocide ne nécessitait pas la preuve que l'incitation en question avait effectivement conduit à un génocide. En d'autres termes, cette incitation ne dépend pas de la survenue effective d'un génocide, mais est punissable en soi », écrit l'avocat Michael Sfar au nom des ONG. « A cet égard, le tribunal a estimé que les expressions faisant référence à l'extermination de "l'ennemi" ou de ses "complices", des "rebelles" ou des "cafards" en tant que terme péjoratif constituaient toute une incitation directe au génocide, car l'examen de

l'ensemble des publications a révélé que ces termes désignaient l'ensemble de la population tutsi », ajoute l'avocat en établissant un parallèle avec la chaîne 14.

Dans ce dossier sensible, l'Etat a cherché à gagner du temps. L'enjeu n'est pas seulement national. Pour récuser les accusations de génocide à Gaza, portées par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ) depuis fin 2023, les défenseurs de l'Etat hébreu avaient justement insisté sur la pénalisation de tout appel au génocide en Israël. « Toute déclaration appelant à porter intentionnellement atteinte à des civils est contraire à la politique de l'Etat d'Israël et peut constituer une infraction pénale, notamment le délit d'incitation », avait plaidé, devant la Cour, l'avocat de l'Etat hébreu, Gilad Noam, le 12 janvier 2024. Sans toutefois convaincre. Dans son ordonnance de mesures conservatoires, le 26 janvier 2024, la CIJ avait enjoint à

Israël de « prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre des membres du groupe des Palestiniens de la bande de Gaza ».

Le dossier Channel 14, enlisé, contredit la défense d'Israël devant la CIJ. Face à l'inaction de la police et de la justice, les ONG ont relancé la Cour suprême à plusieurs reprises. Réponse du procureur, représentant le ministère de la Justice, en décembre 2025 : « Compte tenu de l'ampleur du travail nécessaire pour examiner un nombre aussi important de déclarations, l'évaluation de la police est qu'environ huit mois supplémentaires seront nécessaires pour achever l'examen des déclarations restantes qui n'ont pas encore été étudiées ». A ce moment-là, seulement, la police décidera si elle ouvre une enquête. Aux yeux de la justice, il est donc urgent d'attendre. ■

LUCK BRONNER

10/11/12 JUILLET 2026
Penser. Débattre. Cultiver. Partager.

FESTIVAL international DE JOURNALISME
10^e ÉDITION COUTHURES-SUR-GARONNE

Le Monde, NouvelObs, Télérrama, Courrier International, IHUFFPOSTI, AANA, France 24, France 3, France 5, France 6, France 7, France 8, France 9, France 10, France 11, France 12, France 13, France 14, France 15, France 16, France 17, France 18, France 19, France 20, France 21, France 24, France 25, France 26, France 27, France 28, France 29, France 30, France 31, France 32, France 33, France 34, France 35, France 36, France 37, France 38, France 39, France 40, France 41, France 42, France 43, France 44, France 45, France 46, France 47, France 48, France 49, France 50, France 51, France 52, France 53, France 54, France 55, France 56, France 57, France 58, France 59, France 60, France 61, France 62, France 63, France 64, France 65, France 66, France 67, France 68, France 69, France 70, France 71, France 72, France 73, France 74, France 75, France 76, France 77, France 78, France 79, France 80, France 81, France 82, France 83, France 84, France 85, France 86, France 87, France 88, France 89, France 90, France 91, France 92, France 93, France 94, France 95, France 96, France 97, France 98, France 99, France 100.

« L’AFFIRMATION “IL N’Y A PAS D’INNOCENTS À GAZA”, (...) PREND UNE CONNOTATION PARTICULIÈREMENT MEURTRIÈRE DANS LE CONTEXTE DE CETTE GUERRE ACHARNÉE »

MICHAEL SFARD
avocat

Fin des énergies fossiles : les pistes de 57 pays

La première conférence internationale sur la sortie du charbon, du pétrole et du gaz a eu lieu en Colombie

Le cadre était symbolique. Une ville portuaire des Caraïbes exportatrice de charbon avec, au large, des pétroliers chargés de ce polluant le plus polluant, accueillait la première conférence internationale consacrée à la sortie des énergies fossiles. A l'issue du sommet, mercredi 29 avril, les 57 pays réunis à Santa Marta (Colombie) ont esquissé des pistes pour tourner la page du charbon, du pétrole et du gaz. Un message politique fort, en pleine crise énergétique causée par la guerre au Moyen-Orient.

Cet événement, organisé par la Colombie et les Pays-Bas, visait à aborder sans tabou cet enjeu essentiel de la lutte contre la crise climatique. Car si les énergies fossiles sont responsables de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre, elles ne sont que peu abordées lors des conférences annuelles sur le climat, souvent paralysées par la règle du consensus et le lobbying industriel. En novembre 2025, la COP30 avait échoué à adopter une feuille de route en la matière.

A Santa Marta, les participants, dont des pays producteurs d'énergie fossile comme le Brésil, le Canada, la Norvège ou le Nigeria, mais aussi l'Union européenne ou Singapour, ont alors voulu tracer une autre voie. En pesant pour 30 % de la consommation mondiale de pétrole et 20 % du produit intérieur brut (PIB) planétaire, ces Etats représentent « une puissance collective indéniée », a estimé Irene Vélaz Torres, la ministre de l'environnement colombienne. Les principaux émetteurs – Chine, Etats-Unis, Inde ou Russie – n'avaient pas été invités.

«Prélude au fascisme»
«*Quand on nous regardera dans le futur, on se souviendra que nous étions ici, pour résoudre les défis de notre temps. Nous avons décidé de ne pas nous focaliser sur notre économie, qui débouche sur la destruction, mais de prioriser les vies, la solidarité, la souveraineté et la sécurité*», a affirmé Irene Vélaz Torres lors de la plénière de clôture, alors que la flambee des prix du pétrole rend de nombreux pays



Lors de la conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles, à Santa Marta, en Colombie, le 28 avril. (S.M. ARBOLEDA/APP)

Pour le président colombien, Gustavo Petro, le modèle «suicidaire» des énergies fossiles, pousse l'humanité vers la «barbarie»

vulnérables. La veille, le président colombien, Gustavo Petro, avait déclaré que le modèle capitaliste que «suicidaire», fondé sur les énergies fossiles, pousse l'humanité vers des guerres et la «barbarie», qui «avère le prélude, voire l'essence même, du fascisme».

Comme prévu, la conférence n'a pas débouché sur une décision négociée ou des engagements contraignants. Elle a donné lieu à une série de propositions visant à remplacer progressivement les énergies fossiles par d'autres plus propres. Il s'agit par exemple de mettre fin aux subventions au charbon, pétrole et gaz, d'accélérer l'électrification du système énergétique, de réduire la demande d'énergie, d'accroître la tarification du carbone ou de taxer davantage les profits de l'industrie des énergies fossiles. Mercredi, le premier ministre français, Sébastien Lecornu, a défendu TotalEnergies, critiquée à gauche pour ses bénéfices record depuis le début de la guerre au Moyen-Orient.

Les participants ont aussi souligné l'importance d'une transition énergétique juste et équitable, qui

protège les droits des travailleurs des secteurs dépendant des énergies fossiles, ainsi que d'une coopération et d'une aide financière entre pays. Certaines nations, comme le Nigeria ou le Sénégal, ont plaidé pour une réduction et non une sortie des énergies fossiles, afin de continuer à financer leur développement et la diversification de leur économie.

Plan en 12 mesures

Pour poursuivre le travail, un nouveau sommet sera organisé en 2027 dans l'archipel de Tuvalu, dans le Pacifique, coprésidé par l'Irlande. Les participants devront réfléchir aux manières de vendre le commerce mondial, de s'attaquer aux dépendances financières (comme celle de la dette qui grève le budget de nombreux pays du Sud) et à la publication de feuilles

de route nationales de sortie des énergies fossiles.

Lundi 27 avril, la France a été la première à présenter la sienne. Elle vise une sortie du charbon en 2030, du pétrole en 2045 et du gaz en 2050. Pour y parvenir, elle s'est fixé une centaine de mesures allant de l'électrification massive des transports au développement de modes de chauffage bas carbone comme les pompes à chaleur – des objectifs déjà contenus dans la stratégie nationale bas carbone et la programmation pluriannuelle de l'énergie. Paris rappelle également ses actions pour accompagner les pays du Sud à réaliser leur propre transition. Des engagements dont la «crédibilité dépendra des financements alloués et de l'accent mis, au-delà du plan d'électrification, sur les économies d'énergie», explique Anne

Dix-huit pays, dont Vanuatu et le Pakistan, poussent à un traité de non-prolifération des énergies fossiles

Bringing, directrice des programmes du Réseau Action Climat.

Pour guider les Etats, un panel scientifique international sur la transition énergétique rassemble plus de 500 experts, et un autre groupe de chercheurs a dévolé un plan en 12 mesures, parmi lesquelles interdire les nouveaux projets d'extraction, imposer des baisses juridiquement contraignantes des émissions de méthane, réduire les risques liés aux investissements dans les énergies propres par l'intervention des banques centrales.

Dix-huit pays, dont Vanuatu et le Pakistan, poussent par ailleurs pour travailler à un traité de non-prolifération des énergies fossiles, afin d'arrêter leur expansion puis de réduire leur production. Mais cette proposition ne fait pas l'unanimité, certains Etats, dont la France, estimant qu'un nouveau texte juridique, en plus de l'accord de Paris, serait long à négocier et pas utile. Ces échanges, comme l'ont martelé les pays, nourriront le processus formel des négociations climatiques, et en particulier la COP31, qui se tiendra en Turquie en novembre. «*Cela permettra de renforcer le multilatéralisme*», s'est félicité Stientje van Veldhoven, ministre de la politique climatique des Pays-Bas.

«*Il y avait une énergie très constructive et ouverte dans les salles*», approuve Catherine Abreu, de l'International Climate Politics Hub. «*Il y aura un avant et un après Santa Marta*, estime de son côté Fanny Petitbon, de l'ONG 350.org. *Le sommet a permis de relancer l'élan que l'on avait senti à la COP30. Il ouvre une fenêtre d'opportunité à un moment où l'on a un grand besoin.*» ■

AUDREY GARRIC

Des chercheurs recensent la pollution chimique du corps humain

Un réseau européen de laboratoires s'est donné pour objectif d'identifier l'ensemble des contaminants dans des échantillons biologiques

RENNES - envoyé spécial

Nous sommes partis du constat qu'on ne sait toujours pas combien de molécules chimiques d'origine exogène circulent réellement dans notre organisme», expose chercheur Arthur David en guidant le visiteur au sein de l'Institut de recherche en santé, environnement et travail (Irset) de Rennes. Afin d'y remédier, ses collègues et lui ont annoncé, le 18 mars, dans une contribution à la revue *Nature Medicine*, la constitution d'un réseau international de laboratoires spécialisés dans la détection de substances chimiques. «*Le principal déclencheur a été la nécessité de surmonter les limites méthodologiques actuelles, qui nous empêchent de caractériser l'ensemble des molécules auxquelles nous sommes exposés, ce qu'on appelle aussi l'exposome*», explique-t-il.

A chaque porte du laboratoire qui s'ouvre, de gros cubes gris ou noirs de 1 mètre de côté s'alignent sur les plans de travail. A leurs sommets, des bouteilles de solvants laissent échapper de fins tuyaux disparaissant dans les entrailles des machines. Initialement, ces instruments, des spec-

tromètres de masse, étaient destinés à analyser chimiquement des eaux de consommation ou de baignade. Aujourd'hui, ils traquent aussi les polluants dans des échantillons biologiques : sang, urine, tissus ou cheveux.

En France, l'initiative est portée par l'infrastructure de recherche France Exposome, créée en 2021, dont l'Irset est le siège. Son directeur, Michel Samson (Inserm), est aussi signataire de la contribution à *Nature Medicine*. La structure est en lien avec 19 autres laboratoires européens pour identifier des contaminants. «*Chaque laboratoire apporte son expertise analytique et sa technologie spécifique*», explique Arthur David, lui-même enseignant-chercheur à l'École des hautes études en santé publique. Certains sont spécialisés dans les métaux, d'autres dans les pesticides, les plastifiants, les PFAS (substances per- et polyfluorocyclées) ou les composés émergents.»

La principale difficulté vient du fait que beaucoup de molécules sont inconnues, modifiées par l'organisme ou difficilement identifiables dans des échantillons complexes comme les tissus biologiques. Selon des travaux antérieurs de laboratoires américains,

nos organismes pourraient être exposés à plus de 350 000 substances de synthèse, et de nouvelles sont développées en permanence par les industriels.

«*Même si les techniques actuelles permettent d'identifier les composés les plus préoccupants, il existe un fort décalage entre le nombre de nouvelles molécules mises sur le marché et leur détection par des agences indépendantes*», explique Rémy Slama, épidémiologiste environnemental (Inserm) à l'École normale supérieure de Paris, qui n'a pas contribué à l'article de *Nature Medicine*. Dans cette course de vitesse, les avancées technologiques permettent aux scientifiques de ne pas se laisser distancer.

Reprenant la visite du laboratoire, Arthur David présente un bloc massif, haut comme un homme et large comme deux. «*Cette nouvelle génération de spectromètres de masse à haute résolution permet d'identifier un très grand nombre de molécules différentes, au détriment d'une quantification précise*», nuance-t-il. Sur sa façade, une mince serpente, utilisée pour le calibrage de la machine, témoigne de la faible quantité d'échantillon nécessaire à son fonctionnement.

Avec cette méthode, les scientifiques sont en mesure de détecter la présence et la nature chimique des différents composés d'un échantillon. La comparaison de leurs résultats avec une base de données permet d'identifier les molécules du mélange, quand elles sont déjà répertoriées. Arthur David et son équipe alternent «*en contre une approche ciblée, qui consiste à chercher des contaminants bien déterminés, et une approche non ciblée dans laquelle on recherche l'ensemble des molécules chimiques d'un échantillon*».

«Des molécules inconnues»

Les premières analyses présentées par le réseau de laboratoires dans sa contribution à *Nature Medicine* confirment les résultats de précédentes études. Plus de 250 composés chimiques de différentes familles ont été trouvés chez 800 personnes représentatives de la population, avec des différences selon l'âge et le sexe. Les hommes présentent une plus grande concentration en molécules inorganiques comme les métaux lourds, les femmes connaissent des niveaux plus élevés de substances associées aux cosmétiques, et les enfants apparaissent davantage

exposés à des plastifiants comme les phtalates.

«*Cela peut être dû à beaucoup de facteurs, comme le métabolisme ou le mode de vie*», explique Robert Barouki, médecin biochimiste et directeur de l'Institut thématique santé publique de l'Inserm, également signataire de la contribution à *Nature Medicine*. D'autres études soulignent l'importance de l'alimentation, du lieu de vie et de son aération. «*Une constante dans les résultats : chez tous, les pesticides sont la famille la plus représentée (entre 25 % et 75 % des molécules)*». Mais l'intérêt du consortium scientifique réside surtout dans sa capacité à effectuer l'analyse non ciblée de molécules, c'est-à-dire à rechercher des produits qu'on ne cherche pas a priori et sur lesquels on sait encore peu de choses. «*En l'absence d'informations systématiques sur la détection et sur la toxicité des substances employées par les industriels, les collègues tentent d'identifier des molécules inconnues*», avance Rémy Slama.

D'après l'Irset, les premiers résultats de ces analyses sont attendus pour les prochains mois, une fois les étapes de validation terminées. «*Cette technique de haute résolution non ciblée permettra de*

détecter des substances métaboliques, transformées par l'organisme, qui sont potentiellement toxiques et qu'on ne cherche pas en première intention», abonde Robert Barouki.

Selon Arthur David, «*l'objectif est de mettre en place un premier état des lieux des expositions chimiques, pour renseigner de futures études cliniques toxicologiques ou écologiques*». Pour cela, les résultats des différents laboratoires seront partagés «*selon le principe de la science ouverte*» aux autres scientifiques qui travaillent sur l'exposition aux produits chimiques. Le chercheur envisage aussi d'élargir cette collaboration à des régions du monde pour lesquelles très peu de données existent, comme l'Afrique.

De leur côté, les épidémiologistes s'accordent pour dire que si la mise en place de ce réseau est un outil essentiel, il ne s'agit que d'une étape pour répondre à l'urgence sanitaire. Pour Rémy Slama, «*une fois les substances identifiées, il faudra pouvoir tester leurs effets chez l'humain dans des études de très grandes cohortes, avec un suivi à très long terme.*» ■

RÉMI DUCASSE



Lors du meeting de Marine Le Pen et de Jordan Bardella à Mâcon, vendredi 1^{er} mai. BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE POUR LE MONDE

nie du parti et la nature de sa future campagne présidentielle.

Marine Le Pen comptait profiter de son dernier meeting avant le couperet judiciaire pour clarifier leur vision économique et sociale. Elle voulait préciser sa « philosophie de l'économie ». Le public a eu droit à un périlleux jeu d'équilibre où la cheffe des députés RN a en-censé travailleurs et chefs d'entreprise, et glorifié un Etat « protecteur » et « stratège », à condition qu'il ne produise aucune norme susceptible d'entraver la liberté d'entreprendre. La confusion a ensuite laissé apparaître une évolution nette sur le volet social, quasiment une révolution dans le législatif de la fille de Jean-Marie Le Pen.

Trois fois la triple candidate à la présidentielle a tancé l'« assistanat » pour illustrer sa dénonciation de la « fraude ». « La nécessaire solidarité nationale à laquelle je crois profondément et que je défends avec la plus grande détermination, parce qu'elle est naturelle, n'a rien à voir avec l'adhésion malsaine à un assistanat endémique entretenu et encouragé », a-t-elle développé. Jamais Marine Le Pen n'avait accepté de faire sien un terme qu'elle considérait comme discriminant à l'égard des catégories populaires. « Si vous voulez trouver des différences entre Jordan [Bardella] et moi, libre à vous », glissait-elle avant ce meeting où elle a donc gommé cette différence, quitte à renier un discours défendu depuis deux décennies.

« Vision » et « déclinisme »

Jordan Bardella ne s'est pas risqué à la moindre clarification. Le député européen s'est contenté de paraser son discours de propositions traditionnelles du RN et de faire huer Emmanuel Macron et leurs principaux adversaires pour 2027 – Jean-Luc Mélenchon, Edouard Philippe, Gabriel Attal, Bruno Retailleau. Tant que la justice n'est pas passée, elle développe la « vision », lui se contente de sa « déclinisme ».

Faute d'offrir une parfaite communion en public, le RN travaille à limiter les frictions en coulisses. Mi-avril, les deux élus ont décidé que le directeur de campagne, le responsable de la communication, l'équipe chargée des meetings et le trésorier ne dépendraient pas de l'identité du candidat.

Le programme, lui, attendra. Tout juste sait-on que le « binôme » envisage, en cas de victoire à la présidentielle, un référendum contre l'immigration en même temps que le premier tour des législatives et que ce projet de loi constitutionnelle sera débarrassé de la mesure polémique et discriminante à l'égard des binationaux, présente dans la version du programme actuel. « N'importe qui ne veut être coincé dans un projet tranché », a justifié Marine Le Pen, soucieuse d'y prendre sa part. Qu'importe son sort. « Je ne risque pas la peine de mort, humainement j'existerai encore après le 7 juillet, et peut-être même politiquement, à-t-elle tenté de dramatiser. Je pourrai peut-être même faire encore quelques meetings. »

CORSTEN L'ESQUEUR

MÂCON - envoi spécial

Un 1^{er}-Mai tout ce qu'il y a de plus normal au Rassemblement national (RN), en apparence. Marine Le Pen a déposé, le matin, une gerbe au pied de la statue de Jeanne d'Arc, à Alaise-Sainte-Reine (Côte-d'Or). L'occasion de réhabiliter publiquement René Lioret, présent à ses côtés lors de l'hommage cette année. Le député de la circonscription avait été identifié parmi le troupeau de « brebis galeuses » investies par le parti d'extrême droite aux élections législatives de 2024 pour des publications sur Facebook à caractère raciste ou hostiles à la vaccination contre le Covid-19.

Comme tout 1^{er}-Mai, les deux témoins d'affiche du parti ont aussi tenu un meeting dans l'après-midi pour fêter « la nation » et « la France du travail ». Plusieurs milliers de convaincus ont garni cette année le Palais des sports de Mâcon, ville choisie pour montrer la capacité du RN à séduire en dehors de ses traditionnelles zones de force – le Nord-Est et le pourtour méditerranéen. Marine Le Pen a donc convoqué sur scène Jeanne d'Arc – « celle qui n'a pas renoncé » – joué l'« identité sociale et économique » de la France et réclamé que « la protection sociale [devienne] nationale et non mondiale », conformément à son programme discriminatoire.

Jordan Bardella a, comme partout où il s'exprime, décrit les alentours avec ces « paysages qui racontent la France des racines et des efforts ». L'eurodéputé a dépeint un pays en proie à « une rup-

A Mâcon, le dernier pas de deux de Le Pen et Bardella

Suspendue à la décision de la cour d'appel, le 7 juillet, la députée s'est efforcée de gommer ses différences avec le président du RN

ture démographique, un basculement inédit à l'échelle de l'histoire » et menacé par « un choc dangereux des communautés ». « La France n'est pas un hôtel, ni un gîte social, et elle n'a pas vocation à subventionner la natalité d'autres peuples sur son propre territoire », a lancé le président du RN. De quoi susciter un énième « On est chez nous » de la foule. Des classiques du répertoire frontiste, en somme.

« Du tac au tac »

Les dirigeants du RN auraient bien aimé que cette journée ne soit qu'un 1^{er}-Mai comme un autre. Elle restera cependant comme le dernier pas de deux forcé de son « binôme » en attendant l'échéance redoutée : l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 7 juillet, dans l'affaire des assistants parlementaires du Front national (FN, devenu RN en 2018) – couperet judiciaire et politique pour Marine Le Pen.

Dans les travées du Palais des sports de Mâcon, comme à chaque réunion publique depuis de

nombreux mois, des sympathisants n'ont pas attendu la justice pour trancher. Trois jeunes portent fièrement un maillot de l'équipe de France floqué « Bardella 27 ». Une dame n'a toujours pas digéré les trois défaites présidentielles de Marine Le Pen. Et quand Fabien Duc, 53 ans et électeur de toujours du FN puis du RN, réclame un « grand changement », il vise aussi son propre parti ; le cadre dans les transports ne sera même « pas déçu » que la députée du Pas-de-Calais soit condamnée

Marine Le Pen a encensé travailleurs et chefs d'entreprise, et glorifié un Etat « protecteur » et « stratège »

et empêchée. Au contraire, « ça voudrait dire que Jordan Bardella serait notre candidat. Il a plus de chances qu'elle de gagner et j'aime sa façon de parler, du tac au tac ».

Sur scène, les deux potentiels candidats ont fait comme si de rien n'était, comme si tout ne dépendait pas du 7 juillet. Et surtout, comme si rien ne les différencie véritablement. Une gageure. Depuis qu'il lui a succédé à la tête du mouvement, à l'automne 2022, Jordan Bardella s'est bien trop distingué de son aîné pour balayer désormais les doutes sur leur prétendue symbiose.

Plusieurs faits des derniers jours ont un peu plus décliné la « feuille de papier de cigarette » qui était censée les séparer sur le fond. TotalEnergies a dévoilé des bénéfices record, le 29 avril, après par la flambée des prix des hydrocarbures et la guerre au Moyen-Orient ? Marine Le Pen juge « normal » que la multinationale française soit soumise à une « taxation exceptionnelle sur les surprofits » ; Jordan

Bardella pense que ce n'est « pas la priorité ». La veille, elle avait aussi, dans un entretien à l'Agence France-Presse, déclaré préférer affronter un candidat du « bloc central » au deuxième tour de la présidentielle, citant l'ancien premier ministre Edouard Philippe, incarnant à ses yeux de « l'extinction du clivage droite-gauche ». Une manière de battre en brèche la stratégie de son dauphin, soucieux de se poser en représentant des électeurs de droite « sincères » face à la « gauche Gaza ».

Rien d'étonnant pour celui qui, sous prétexte d'élargir le socle électoral du RN, a moult fois pris ses distances avec le programme étatsiste et avec la stratégie du « ni gauche ni droite » de Marine Le Pen pour séduire les milieux économiques. Les nuances étaient assumées quand leurs ambitions pour 2027 étaient distinctes. A elle l'Elysée et à lui Matignon. Maintenant que les deux sont susceptibles de concourir à l'élection suprême, elles perturbent l'har-

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h

ALEXANDRA BENSARD



Marc Fesneau,
président du groupe
Les Démocrates
à l'Assemblée nationale



franceinfo
TV canal 16

Le Monde

avec Brigitte Boucher
et Françoise Fressoz



La dirigeante des Écologistes, Marine Tondelier, et le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, à Tours, le 24 janvier. ROMAIN FERROUCHEAU/AFIP

Gauche : l'horizon d'une primaire s'éloigne un peu plus

Les principaux responsables politiques cherchent à éviter ce mode de désignation d'un candidat à la présidentielle

N e lui parlez plus de la primaire. Le 21 avril, Marine Tondelier reçoit un groupe de journalistes dans la ruelle du 10^e arrondissement de Paris qui accueille depuis un an le siège des Écologistes. Le parterre de fleurs qu'on ne voit pas, les murs en matériaux recyclés, quelques reliques (« J'adot 2022 ») de la dernière élection présidentielle... la dirigeante des Verts veut bien parler de tout, sauf de tamboulleries stratégiques. « On est dans un contexte politique qui ne vit que de la petite politique, de la petite phrase ou du tweet de l'autre », se désole celle qui lance ce jour-là son conseil scientifique de campagne, présidé par le mathématicien et ancien macroniste Cédric Villani. L'instance a été chargée d'évaluer les propositions des candidats en matière d'écologie.

Marine Tondelier a la foi du charbonnier. « Il faut arrêter de dire que la primaire n'aura pas lieu. Elle aura lieu », insiste-t-elle. Des deux gros appareils politiques qui soutiennent ce processus, le sien et le Parti socialiste (PS), elle est la seule à y croire envers et contre tous. Est-ce parce que son salut de candidate à l'élection présidentielle s'y joue ? Les sondages ne plaident pas en faveur de l'écologie. Certains, comme Raphaël Glucksmann (Place publique), espèrent qu'ils trancheront le sujet de la candidature ayant la meilleure dynamique à gauche, hors La France insoumise.

« Différenciation mortifère » Les attermoissements du PS, divisé sur le sujet de la primaire, agacent autant la direction des Écologistes qu'ils la font douter. Une primaire sans les socialistes n'a guère de sens, fait ainsi comprendre Marine Tondelier, qui se rassure sur le simple fait que le parti d'Olivier Faure « n'a pas dit non » à un tel processus. L'autre doute chez les Écologistes s'appelle François Ruffin. Sans les socialistes, il fait figure de premier rival de Marine Tondelier, voire de favori, mais ses positions sur l'immigration... s'est déclaré, mardi 28 avril, « hostile à

l'immigration pour le travail », sur la chasse, sur la gestion par lui-même, à laquelle il n'est pas « personnellement » favorable, ou encore sa critique de l'Europe fort grinçante des dents chez les Verts. L'idée de faire campagne pour lui, s'il venait à remporter une hypothétique primaire, déplaît dans tous les courants du parti.

Au PS, la primaire menace l'unité. Depuis le lendemain des élections municipales, une majorité de cadres et d'élus sont opposés à un tel processus, tout en souhaitant une candidature commune de la gauche. François, le premier secrétaire, Olivier Faure, soutient encore l'idée, faute de mieux. « Je ne suis pas un fétichiste de la primaire. Il n'y a pas d'évidence à cet outil, mais encore faut-il faire exister autre chose », explique-t-il au Monde.

En veut-il vraiment, de cette primaire ? Son entourage, lui, commence à prendre ses distances avec le sujet. En mars, le président du conseil départemental de la Haute-Garonne et secrétaire national du PS, Sébastien Vincini, disait craindre une « course à la différenciation mortifère » face à la menace grandissante du Rassemblement national. Secrétaire général du PS et autre lieutenant d'Olivier Faure, l'eurodéputé Pierre Jouvet, qui n'a jamais repris la terminologie « primaire » à son compte, tergiversait à sa manière : « J'ai toujours affirmé que j'étais pour un candidat commun à la gauche. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut un chemin démocratique pour désigner quelqu'un. Convention citoyenne, conclave de représentants de chaque parti... Nous ne sommes pas arc-boutés sur la primaire ».

Marine Tondelier se rassure sur le simple fait que le parti d'Olivier Faure « n'a pas dit non » à un tel processus

La grande majorité des interlocuteurs d'Olivier Faure qui l'ont rencontré après les élections municipales en est persuadée : il cherche une porte de sortie à cette primaire, mais ne peut encore le dire. « Celui qui entere la primaire est aujourd'hui un mauvais stratège », considère Pierre Jouvet. Mais avant de tuer l'idée dans l'œuf, il veut s'assurer que les appareils de la gauche, bien qu'en désaccord sur la stratégie, partagent l'objectif d'une candidature unique de la gauche, sans La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon.

C'est tout l'objet de la série de rencontres qu'Olivier Faure a entamées depuis début avril. Les états-majors des partis alliés au PS, qu'ils soient favorables ou non à cette primaire, ont été conviés au siège du parti. Marine Tondelier, François Ruffin et les ex-« insoumis » de L'Après s'y sont présentés, tout à tour. Guillaume Lacroix, dirigeant du Parti radical de gauche, y était attendu cette semaine.

Multitude de candidatures

Lundi 27 avril, Raphaël Glucksmann, accompagné d'Aurélien Rousseau et d'Aurore Laleu, a poussé la porte du 45, boulevard Saint-Martin. Bien que Place publique soit le partenaire privilégié du PS, il y a longtemps que les deux hommes ne s'étaient pas assis à une même table. Une réunion de près de trois heures où l'eurodéputé a rappelé son opposition à la primaire mais a convenu de la nécessité d'un rassemblement de la gauche non-mélenchoniste pour contrer la dynamique du Rassemblement national.

La pression se fait de plus en plus forte sur Raphaël Glucksmann. Sa candidature sur le terrain social-démocrate n'en est plus qu'une parmi d'autres, maintenant que François Hollande et Bernard Cazeneuve paraissent, eux aussi, se préparer à la présidentielle. Au sein de Place publique, l'idée d'une désignation démocratique n'est plus évacuée aussi vertement qu'auparavant, voire envisagée si les sondages ne décantent pas la multitude de candidatures à gauche.

Outre Raphaël Glucksmann, François Hollande et Bernard Cazeneuve paraissent, eux aussi, se préparer à la présidentielle

« Le temps joue en réalité en faveur de la primaire, se rassure Lucie Casteis, candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon en 2024. La multiplication des petites initiatives solitaires et anti-primaire nuit à la lisibilité globale de notre démarche, mais force est de constater qu'elles ne prennent pas dans l'opinion à gauche, faute de proposition concrète alternative. » Elle non plus n'est pas « arc-boutée par principe » sur cette méthode et cherche à en éliminer les écueils en proposant de désigner une équipe gouvernementale représentant toutes les tendances de la gauche. Une idée également défendue par le socialiste Boris Vallaud et l'écologiste Yannick Jacot, opposés à la primaire.

Malgré ses contempteurs, la primaire continue de prendre forme juridiquement. L'association de loi 1901 du « Front populaire », la coalition née à Bagnoux (Hauts-de-Seine) en 2025, a récemment désigné son bureau, où chacun des partis est représenté. La structure de financement qui lui est liée doit prochainement recevoir l'agrément de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques afin d'être autorisée à collecter des dons ou de financer des rassemblements, comme celui du 5 mai à La Bellevilloise, à Paris. Un budget global a même été estimé, pour l'organisation de la primaire, entre 5 millions et 8 millions d'euros. La promesse d'autres débats et tensions à gauche.

OLIVIER PÉROU

Dans le cortège du 1^{er}-Mai, la colère contre les profits des grands patrons

Environ 158 000 personnes ont battu le pavé, vendredi, d'après le ministère de l'Intérieur, et plus de 300 000 selon la CGT

Depuis quelques années, Pascal (il n'a pas son nom, comme toutes les personnes citées par leur prénom) ne participait plus aux mobilisations du 1^{er}-Mai. Mais vendredi, il a décidé de se joindre à la foule qui défile, sous un soleil ardent, entre les places de la République et de la Nation, à Paris. « Je me suis dit qu'il fallait rappeler au gouvernement l'importance de ce jour pour les travailleurs », confie cet employé de banque âgé de 58 ans.

Une référence évidente au projet de loi très controversé qui a été présenté, deux jours plus tôt, en conseil des ministres : le texte entend permettre aux « boulangers-pâtisseries artisanaux » et aux « artisans fleuristes » de recourir à leurs employés le 1^{er}-Mai. Une dérogation supplémentaire car cet être chôme et payé de cette journée fériée. « Les politiques et le patronat ne trouvent rien d'autre que ça, franchement ?! C'est honteux », soupire Pascal. Même si la réforme défendue par l'exécutif prévoit que les salariés doivent être volontaires et payés double, « ce n'est pas vraiment le sujet, quand on voit tous les problèmes du pays ».

Son témoignage recoupe les positions affichées par les syndicats juste avant le départ de la manifestation parisienne – qui compte 240 000 personnes, selon les services du ministère de l'Intérieur (300 000 d'après la CGT). Un leitmotiv revient parmi les responsables des principales organisations de travailleurs, bras dessus bras dessous dans le carré de tête : l'exécutif doit soutenir le niveau de vie de la population au lieu d'assouplir le code du travail.

« Ça n'est pas le vol du 1^{er}-Mai qu'il faut mettre à l'ordre du jour, c'est un grand plan pour augmenter les salaires et bloquer les profits », martèle Sophie Binet face aux journalistes : la secrétaire générale de la CGT a rendu publique le matin même une lettre adressée au premier ministre, Sébastien Lecornu, dans laquelle elle l'exhorte à prendre des mesures d'urgence pour compenser l'accélération de l'inflation : une majoration immédiate du smic, l'indexation de toutes les fiches de paye sur les prix, la revalorisation des prestations sociales...

« Total, rends l'argent ! » C'est extrêmement cynique de vouloir faire croire que pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés, il faudrait qu'ils travaillent le 1^{er}-Mai pour gagner le double », enchaîne Margyrie Léon, secrétaire générale de la CFDT. Son homologues de l'UNSA, Laurent Escure, souligne, lui, qu'il y a un vrai sujet de répartition des richesses et de vie chère. « En filigrane se dessinent les bénéfices en très forte progression dégalés au premier trimestre par TotalEnergies, du fait – notamment – de l'envoie des cours des hydrocarbures qui

Un leitmotiv revient parmi les responsables syndicaux : l'exécutif doit soutenir le niveau de vie de la population

se répercute sur le prix des carburants à la pompe. « On te lance t-on ces superprofits ? », interpelle Murielle Guilbert, co-députée générale de Solidaires.

Au même moment, place de la République, le leader de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, exige du groupe pétrolier dirigé par Patrick Boyonnam qu'il « passe à la caisse ». « Vous en avez les moyens », assène-t-il. Quelques minutes plus tard, des militants de sa formation distribuent dans le cortège des affichettes, dont certaines portent une inscription qui cible l'énergéticien : « Total, rends l'argent ! »

Karim, 22 ans, ne peut que se retrouver dans ce slogan. « Des patrons s'en mettent plein les poches, certains profitent des guerres et on demande à des gens de venir bosser le 1^{er}-Mai ? C'est n'importe quoi ! », s'exclame le professeur en poste dans un collège. « La puissance publique doit faire en sorte qu'une énorme entreprise capitaliste comme Total ne tire pas parti de la situation pour élargir des bénéfices hors normes », considère, pour sa part, Pierre, 65 ans ; engagé à LFI, ce documentaliste plaide pour un blocage des prix pratiqués par le géant du CAC 40.

Sur l'ensemble de la France, environ 158 000 personnes ont battu le pavé, vendredi, d'après le ministère de l'Intérieur (plus de 300 000, selon la CGT). Alors que plusieurs des précédentes manifestations du 1^{er}-Mai avaient été émaillées de heurts à Lyon, celle de vendredi s'est déroulée globalement paisible. D'après l'Agence France-Presse (AFP), sept personnes ont été interpellées dans la capitale. Un groupe de militants de Reconstruction communiste a, par ailleurs, été retenu pendant quelques minutes dans un square par les forces de l'ordre, sans que cela donne lieu à un incident.

Dans le reste du territoire, il y a eu, selon un bilan de l'AFP diffusé vendredi soir, huit arrestations, dont quatre à Lyon. Dans le chef-lieu du Rhône, plusieurs organisations de travailleurs (CGT, CNT, CNT-SC, FSU, Solidaires, UNSA) font état, dans un communiqué commun, de « violences injustifiées » commises par des policiers contre « plus d'une dizaine de syndicalistes ». Un dépôt de plainte est envisagé. ■

BERTRAND BISSUEL
ET THIBAUD MÉTAS

LFI saisit la Cour de justice de la République contre Sébastien Lecornu

La France insoumise (LFI) a demandé, vendredi 1^{er} mai, une saisine de la Cour de justice de la République (CJR) contre le premier ministre, Sébastien Lecornu, qu'elle accuse de « tentative de faire échec à l'exécution de la loi » après qu'il a assuré à un boulangier, verbalisé pour avoir ouvert le 1^{er}-Mai, qu'il y avait un vrai sujet de répartition des richesses et de vie chère. Ce dernier a reçu un appel de Laurent Wauroz, président du groupe des députés Les Républicains, et s'est retrouvé en ligne avec le premier ministre, que Laurent Wauroz accueillait en Haute-Loire. Selon BFM-TV, Sébastien Lecornu « lui a assuré qu'il n'avait pas à craindre d'éventuelles sanctions et que toutes poursuites seraient gérées sur ses soins ». Après la publication de cette information, les députés LFI ont saisi le procureur général près la Cour de cassation, qui fait office de procureur pour la CJR.

Les universités en difficulté malgré leur trésorerie

La Cour des comptes souligne les problèmes de financement et une comptabilité en trompe-l'œil

En pléines discussions sur le projet de loi de finances 2026, la phrase avait fait bondir le monde universitaire, qui alerte sur l'insuffisance de ses financements publics. « La situation budgétaire des établissements, ce n'est pas Zola, non plus ! », avait lancé le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Philippe Baptiste, lors d'une audition au Sénat, le 29 octobre 2025.

Admettant que « certains établissements sont en difficulté » financière, il relativisait les tensions en soulignant le niveau de la trésorerie des universités : 5,6 milliards d'euros dont, affirmait le ministre, « plus de 1 milliard d'euros libres d'emploi, répartis sur 70 établissements, montant qui croît d'année en année ».

Six mois plus tard, la Cour des comptes a publié, jeudi 29 avril, un éclairage très différent au débat, alors que s'achèvent les assis-

ses du financement des universités, lancées en mars. Les magistrats financiers ont mené un audit sur 63 universités ainsi que huit établissements publics de recherche, comme le Centre national de la recherche scientifique. Il ressort de leur enquête que si les trésoreries des universités ont bien augmenté depuis 2020, la part de ces fonds « libres d'emploi » – et donc mobilisable pour faire face à l'accroissement des contrats de recherche – est loin du milliard d'euros évoqué en octobre par le ministre. Elle est en réalité très marginale, en plus d'être en nette baisse.

Ce paradoxe est dû aux avances et acomptes reçus par les universités et organismes de recherche dans le cadre de dispositifs de financements par appels à projets, auxquels ils recourent de manière croissante. Ces acomptes ont presque doublé depuis 2020 et expliquent à eux seuls le bond de 2,5 milliards d'euros des

trésoreries sur la période. Les 71 établissements étudiés par la Cour des comptes disposent ainsi d'une trésorerie de 6,8 milliards d'euros, dont 3,8 milliards pour les 63 universités. Leurs fonds ont progressé moins vite (+ 37,6 %) que ceux des huit établissements de recherche (+ 90 %).

Leurre « erronée »

« Le poids dans la trésorerie de ces recettes fléchées vient altérer la compréhension immédiate des équilibres financiers des établissements », note la Cour des comptes. Car ces moyens sont déjà engagés sur des projets précis. « Une part plus ou moins importante de la trésorerie des établissements ne reflète pas nécessairement leur capacité réelle à financer des projets sur fonds propres ou à faire face à des dépenses imprévues », résument les magistrats.

Or, dans le même temps, les établissements ont fait face à une pression budgétaire crois-

sante. Les universités, qui ont accueilli 20 % d'étudiants supplémentaires depuis 2012, doivent absorber depuis 2022 la hausse des coûts de l'énergie, les revalorisations indiciaires des fonctionnaires, la prise en charge de la complémentaire santé des agents ou encore la hausse du taux de contribution au régime de retraite des fonctionnaires. Autant de mesures décidées par le gouvernement, mais que l'Etat n'a que très partiellement compensées pour les universités.

Les magistrats relèvent d'ailleurs que le niveau des trésoreries est sans lien avec la subvention pour charges de service public (SCSP), versée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche pour couvrir les dépenses de personnels et de fonctionnement. Cette subvention a augmenté de 10 % entre 2020 et 2024, soit 1 milliard d'euros pour les universités, mais moins vite que les dépenses de

Le paradoxe est dû aux avances et acomptes reçus dans le cadre d'appels à projet

personnels. « La part des dépenses de fonctionnement couverte par la [subvention] a régressé, une partie d'entre elles étant financée par des ressources propres », observe la Cour des comptes. Dans sa réponse, le secrétaire général des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur avoue d'ailleurs que la SCSP « ne couvre plus intégralement certaines charges structurelles des établissements », et que la lecture qui conduirait à considérer la trésorerie accumulée comme le résultat d'un « excès de financement » est « erronée ».

Bilan : sur les 71 établissements étudiés par la Cour des comptes, la trésorerie potentiellement libre d'emploi a diminué entre 2020 et 2024, tandis que le niveau des ressources déjà fléchées augmentait. Seulement 4 % de la trésorerie globale des universités sont désormais libres d'emploi, contre 30 % en 2020. Entre 2022 et 2024, ce montant est passé de 937 millions d'euros à 165 millions sur les 63 universités de l'audit.

Sollicité en réaction à cette publication, le ministre répond au Monde que « cela fait des années que tout le monde débat de dizaines de chiffres sur l'université, sans jamais se mettre d'accord. C'est notamment pour avoir enfin un constat partagé que le ministre a lancé des assises du financement des universités ». Les conclusions de la Cour des comptes ont déjà irrigué les discussions de ces assises, selon plusieurs organisations syndicales. ■

ÉLÉA POMMIERS

L'allocation sociale unifiée rejetée par les acteurs du logement

Le dispositif, visant à assurer un « gain au travail », est accusé de fragiliser des ménages

Le rejet est massif. Le Conseil national de l'habitat a signifié, le 30 avril, son opposition au projet de loi créant l'allocation de solidarité unifiée (ASU) et garantissant un gain au travail, par 31 voix contre, 2 voix pour (celles de l'administration) et 12 abstentions. Ce projet avait déjà suscité d'importantes réserves, notamment de la part du collectif Alerite, qui regroupe de nombreuses associations de lutte contre la pauvreté. Il est prévu de créer un revenu social de référence, permettant de calculer à la fois le revenu de solidarité active (RSA), la prime d'activité et l'aide personnalisée au logement (APL), avec l'objectif de donner de la lisibilité et de réduire le non-recours aux aides.

Le gouvernement souhaite aussi inscrire dans la loi « le principe du gain au travail » : ce gain est déjà effectif, puisqu'il est toujours plus rentable de travailler que de percevoir des prestations sociales. Mais le projet de loi entend faire en sorte que l'écart soit « toujours significatif ».

« Très inhabituel »

Le Conseil national de l'habitat avait été convoqué le 12 mars. Ses membres n'avaient reçu que le texte du projet de loi, « ce qui est très inhabituel », regrette Didier Poussou, président de la Fédération des entreprises sociales pour l'habitat, qui regroupe de nombreux organismes HLM. La réunion a finalement été repoussée, afin de communiquer aux membres l'étude d'impact qui avait été réalisée. Or celle-ci, que Le Monde a pu consulter, contient une simulation de la réforme, à enveloppe budgétaire constante : elle ferait 3,77 millions de foyers gagnants, et ferait baisser de 0,5 point le taux de pauvreté monétaire, qui a atteint un niveau historique, touchant 15,4 % de la population en 2025. Mais cette réforme ferait aussi 3,97 millions de perdants, dont 1,35 million parmi les 20 % de ménages les plus pauvres, qui perdraient en moyenne une cinquantaine d'euros par mois.

Lors de la réunion du Conseil national de l'habitat reconvoqué le 7 avril, des chiffres complémentaires ont été présentés. Plutôt que

d'émettre un avis, les membres ont adopté à l'unanimité un vœu de report du texte. Le gouvernement n'en a pas tenu compte : le texte de loi, inchangé, a été soumis à leur vote le 30 avril, et largement rejeté. La présidente du conseil, la députée Renaissance du Finistère Annaïg Le Meur, a précisé dans l'avis que « ce vote confirme le vœu émis par le Conseil national de l'habitat le 7 avril, demandant à minima un report du texte, au regard à la fois du manque de concertation et d'informations sur son impact pour les ménages modestes, dans un contexte économique et social dégradé ».

« Ce projet est inopportun : on ne peut pas demander aux ménages qui souffrent un tel effort, alors que la conjoncture est épouvantable. Ce pourrait être l'étincelle d'une implosion sociale », commente Henry Buzy-Cazaux, président de l'Institut du management des services immobiliers, qui siège au conseil. D'autres, comme Didier Poussou, appellent à « sortir les APL de l'allocation sociale unique, tout comme l'allocation adulte handicapé n'en fait pas partie ».

Les acteurs du logement font valoir que l'APL doit être distinguée des autres prestations sociales, car elle ne constitue pas un revenu. L'Union sociale pour l'habitat, qui fédère les organismes HLM, critique le fait que « toutes les prestations constitutives de l'ASU se verraient appliquer les droits et obligations des allocataires du RSA, ce qui signifie que les APL perdraient leur caractère inconditionnel ».

Sollicité, le ministre du travail et des solidarités, qui pilote la réforme, répond par écrit qu'il « regrette que les éléments présentés au conseil, démontrant que la réforme serait bénéfique aux locataires (...) et montrant que toutes les garanties s'attachent aux APL et aux bailleurs sociaux aujourd'hui seraient préservées, n'ont pas été entendus ». Il ajoute que « la concertation se poursuit, en tenant compte de ces positions de principe exprimées majoritairement par le conseil ». Il table sur une présentation en conseil des ministres en juin, soit trois mois plus tard qu'escompté au départ. ■

CLAIRE ANÉ

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

3 mai 2026

unesco

Le journalisme façonne la paix

Dans la Manche, l'érosion déstabilise l'immobilier

Le recul de la côte fait plonger les prix et flamber le coût des assurances, dans une région qui reste attractive

REPORTAGE

AGON-COUTAINVILLE (MANCHE) -
enquête spéciale

Sur la placette face à la mer du centre d'Agon-Coutainville (Manche), fin mars, la vitrine de l'agence immobilière Pozzo affiche une maison en pierre, au plafond orné de massives poutres en bois, pour 749 000 euros, et une autre, à colombaries, à 894 000 euros. La petite station balnéaire est attractive, des milliers de touristes s'y pressent chaque été, « dont quelques célébrités », confie Béatrice Brokken, conseillère immobilière de l'agence. Pour un front de mer, on peut aller jusqu'à 7 000 à 8 000 euros du mètre carré, voire parfois 10 000 euros. Des prix extrêmement élevés dans ce territoire fragile que menace une montée des eaux accélérée par le changement climatique.

À Coutainville, l'ininterminable plage de sable fin est bordée d'une digue et d'un cordon d'enrochement constitué de gros blocs de pierre. À son extrémité nord, sur la plage de la Poulette, des centaines de pieux ont été plantés en 2017 pour ralentir l'action des vagues et retenir le sable. Depuis, les travaux s'enchaînent, avec la pose de deux rangées de ganivelles, un rechargement en sable, et désormais l'installation de fascines en tissage végétal. Des riverains redoutent que la digue finisse par se déchâusser et s'écrouler. « Dunes fragiles, écosystèmes précieux », met en garde une grande pancarte.

« La montée de la mer, le recul du trait de côte, c'est dans toutes les têtes, reconnaît Béatrice Brokken, surtout depuis que le couperez est tombé, le 15 juillet 2024 : le nouveau plan de prévention des risques littoraux indique que de la cale du Passous d'Agon-Coutainville à Bretteville-sur-Ay [soit sur une trentaine de kilomètres], on ne peut plus construire en front de mer. On ne peut même pas mettre une cabane dans le jardin, c'est fou. »

Face au risque, « certains me disent : "Oh là, la non, moi je veux être en retrait, sur les hauteurs, parce que j'ai trop peur, dans cinquante ans la maison ne sera plus là." C'est quelques personnes, par exemple, on voit ça pour aller plus haut, ça commence », témoigne la conseillère immobilière. Les inconditionnels du front de mer n'ont toutefois pas disparu. « Encore ce matin, j'avais un monsieur parisien, dont le frère habitait ici : il veut du front. Et il a 1 million d'euros. Il connaît la situation et, de toute façon, on parle des risques dans la première visite. Mais ça ne lui fait pas peur, poursuit-elle. Ceux qui veulent acheter disent qu'ils verront bien et que la digue est solide. »

Elle-même s'interroge. En 1954, son grand-père a construit ici, dans le quartier du Passous, une maison face à la mer, où vit aujourd'hui sa mère. Comme son frère et les petits-enfants, Béatrice Brokken y vient « comme à la bricole de [ses] yeux ». « On n'a pas envie de vendre, parce que cette maison était pour nous et pour les prochains générations. C'est



WASMINE GATEAU

toute notre enfance, les odeurs, les embruns, dit-elle. Mes enfants y ont fait des châteaux de sable, moi aussi, ma mère aussi... mais en même temps, on se pose des questions. » Beaucoup de travaux sont à prévoir, « donc avec la montée des eaux dans les années à venir, on se demande si l'investissement en vaut la peine. »

« Si la dune est éventrée... »

À quelques pas de l'agence Pozzo se dresse le petit hôtel Les Coutainvillaises. Chloé Lacombe a racheté le fonds de commerce en 2024 en s'associant à sa belle-mère, sans trop penser au recul du trait de côte, rassurée par l'enrochement artificiel. « Après, ça fait quand même un peu peur quand les gens nous en parlent, déclare la jeune femme. Même moi, alors que je n'ai que 23 ans, je me rends compte de l'avancée de la mer. » Il y a quelques années, « il y avait plus de dune, se souvient-elle, maintenant, elle est littéralement coupée. On ne voit de la pointe d'Agon, à Gouville, où des campings risquent d'être relocalisés. » Quand elle a racheté l'hôtel, son objectif était de racheter les murs. « Peut-être que ce n'est pas plus mal de ne pas l'avoir fait, au vu de la montée des eaux. En tout cas, aujourd'hui, ça fait partie de ma réflexion. »

Sur ces côtes soumises aux tempêtes, à l'érosion et à la submersion, des associations syndicales autorisées (ASA), sous tutelle du préfet, assurent une mission de défense contre la mer. Elles regroupent des propriétaires, tenus de payer une taxe pour financer les travaux et l'entretien des ouvrages de protection. Président de l'ASA de la digue centre et nord d'Agon-Coutainville, Jacques Saint-Cricq juge l'état du marché immobilier « complètement anachronique ». L'association est aux premières loges pour constater la rotation continue des propriétaires. Les maisons exposées n'ont aucun mal à trouver preneur. « L'érosion, ça n'intéresse pas grand monde : à notre assemblée générale annuelle, sur nos 960 propriétaires, seuls 150 à 200 viennent ou se font représenter, déplore-t-il. Or, si la dune de la Poulette est éventrée, ce sera la catastrophe : 150 maisons, un collège, la station d'épuration, le golf et l'hippo-

drome seront sous l'eau. » Il garde en tête qu'en 2008 à Blainville-sur-Mer, à quelques kilomètres, la dune a disparu en une nuit de tempête. « Tout est question de perception du risque, dépendant selon qu'on est un habitant permanent ou le propriétaire d'une résidence secondaire, souligne Denis Lefebvre, président de l'Association de défense du trait de côte ouest Cotentin, qui fédère une quinzaine d'associations de propriétaires. Ce sont les tempêtes qui nous nous avoient, or elles frappent entre la mi-octobre et la mi-avril, quand les estivants ne sont pas là. »

Les assureurs, eux, commentent à faire leurs calculs. La compagnie qui assurait l'ASA du centre de Coutainville n'a « pas souhaité continuer ». « Là, nous sommes en train de négocier avec la Lloyd's, en Angleterre, et je ne sais même pas si nous sommes encore assurés en cas d'accident sur la digue », affirme Jacques Saint-Cricq. Avant d'ajouter : « Les maisons les plus exposées ont aussi du mal à s'assurer, ou bien leurs tarifs ont été revus à la hausse. » Rien d'étonnant pour le courtier en assurances Bessé. Son responsable des activités immobilières, Bruno Leroux, constate « une accélération des refus de couverture », notamment depuis que des « outils de cartographie des risques plus précis permettent aux assureurs de mieux évaluer leurs expositions côtières. »

C'est d'ailleurs en réponse à cette crise émergente de l'assurance, que les députés ont approuvée en première lecture, le 8 avril, une proposition de loi ouvrant la porte à une hausse des primes d'assurance, notamment pour les résidences secondaires, afin de garantir la pérennité financière du régime « Cat Nat » (catastrophe naturelle). Face à cette montée des risques, Le Conseil supérieur du notariat a indiqué au Monde avoir lancé une étude sur les conséquences du recul du trait de côte sur le marché immobilier. Car la photographie n'est pas nette. Dans son étude d'Agon-Coutainville, la notaire Sophie Douin-Pacary estime qu'on est « au tout début de la prise de conscience ». Les habitants commencent seulement à découvrir les limites d'urbanisme qui s'imposent désormais à eux. A une cliente de

A Saint-Pair-sur-Mer, sur toute une zone du front de mer, il n'est plus possible de construire ni d'agrandir

l'étude, qui souhaitait installer l'eau dans son garage, le service de l'urbanisme d'Agon vient par exemple d'opposer un refus, sauf à ce que soit créé un étage pour faire office de refuge.

À Saint-Pair-sur-Mer, commune située à une trentaine de kilomètres au sud dont elle est adjointe à l'urbanisme durable, la notaire note que sur toute une zone du front de mer, il n'est plus possible de construire, ni d'agrandir. Contraintes et surveillances se multiplient. « Or, quand vous investissez, vous vous demandez : "A combien je vais revendre ?" Et "il y a un risque, vous savez que la maison va perdre de la valeur. C'est pris en compte. Il ne se passe pas rien sur le marché immobilier, souligne Sophie Douin-Pacary. Nous sommes dans une transition. »

Si des acquéreurs très fortunés continuent de s'arracher, sans hésiter, des maisons d'exception avec vue sur mer, le marché commence en effet à prendre en compte les risques littoraux. Patrick Royer, à la tête de plusieurs agences Century 21 sur cette côte normande, peut en témoigner. Il a vendu début 2026, à Saint-Pair-sur-Mer, un pavillon classique de 100 mètres carrés, en bon état, « en retrait de 150 mètres par rap-

port à la mer, mais situé dans une zone rose, soumise à un risque inondation ». Son prix, à 3170 euros du mètre carré, a intégré une décote, « entre 10 % et 20 % de moins que si la maison avait été en zone blanche, explique-t-il. Si vous êtes dans une zone à risque, automatiquement, le prix en tient compte. »

À 5 kilomètres de là, sur la plage de Jullouville, l'agent immobilier a enfilé sa casquette de promoteur pour nous présenter son chantier de construction d'une résidence de 27 logements sur trois niveaux, avec accès direct à la mer. Pour ce projet, il a racheté une demeure ancienne en front de mer, la Villa Jacqueline, et a bâti son nouvel immeuble dans le parc situé à l'arrière. « Nous étions en attente du permis de construire. Les cartes [des aléas littoraux] ont en vigueur évoqué à cet endroit un risque derrière le cordon duaire. Mais quand les nouvelles cartes sont sorties, à l'été 2024, nous avons eu une bonne surprise : nous n'étions plus concernés. Vous voyez, nous sommes en zone blanche », indique Patrick Royer en faisant courir son doigt sur la carte.

« Il y aura un impact »

En revanche, son autre projet de construction « d'un immeuble de grand standing » de 24 appartements à Coutainville, à une rue du front de mer, a dû être abandonné. Le promoteur s'apprêtait à signer la vente du terrain quand les cartes des aléas littoraux arrêtées par le préfet de la Manche ont été rendues publiques. « Là, nous étions tout d'un coup concernés, car les fossés de nos acquéreurs risquent de se retrouver dans l'eau, explique Patrick Royer. Ces cartes

ont le pouvoir de faire monter ou baisser la valeur du foncier et de l'immobilier. »

Toutes les cartes des différents risques littoraux n'ont toutefois pas été publiées. Dans le cadre de la loi Climat et résilience de 2021, un tiers des communes littorales françaises se sont en effet lancées dans une démarche volontaire d'adaptation face au risque d'érosion, dont 48 dans la Manche. Ce faisant, ces communes se sont engagées à publier des cartes de projection du trait de côte à horizons de trente ans et de cent ans. La contrainte est puissante : ces cartes définiront, dans leurs documents d'urbanisme, des zones non constructibles où n'autorisent que des constructions temporaires démontables.

À ce jour, quasiment aucune des 371 communes littorales engagées dans cette démarche n'a publié sa carte. « Ce qui peut s'expliquer par la tenue récente des élections municipales, estime Olivier Lozachmeur, juriste responsable du pôle planification et gestion du littoral au sein du cabinet d'avocats IGL. Si l'on montre à des habitants qu'ils sont du mauvais côté du trait, que leur maison va disparaître ou qu'elle va perdre de la valeur parce qu'aucuns travaux ne seront autorisés, les gens ne sont pas contents. » Lorsque, dans deux ou trois ans, ces 371 communes auront intégré les cartes de projection du trait de côte dans leur plan local d'urbanisme, « il y aura un impact sur le prix de l'immobilier, prévoit le juriste. Il y aura toujours des gens riches pour acheter, mais pas au même prix. »

Agon-Coutainville s'est inscrite dès 2024 sur la liste des communes volontaires pour s'adapter à l'érosion de ses côtes. Pourtant, au lendemain de l'élection municipale, on rencontre l'ancien édile (sans étiquette) Christian Duterte, qui ne s'était pas représenté, très serein sur le sujet. « Il n'y a pas d'inquiétude. Il y a des tempêtes, mais nous sommes protégés par des rechargements en sable, on prend des précautions, affirme l'ancien maire. Les logements de la côte, ils sont là, ils seront encore là l'année prochaine. » Mais dans son quartier, « Oh là, mais on sera où, dans cinquante ans ? »

ÉRIQUANNE CHOCRON



Infographie Le Monde

Un « cold case » rebondit près de Lyon

Des messages anonymes dans des livres ont rouvert le dossier d'un meurtrier clos en 2015

LYON - correspondant

Désormais entre les mains du pôle national dédié au traitement des crimes sériels ou non élucidés, dit pôle « cold cases », du parquet de Nanterre, l'une des énigmes criminelles les plus insolubles de ces vingt dernières années dans la région lyonnaise fait l'objet de nouvelles investigations, après de récents rebondissements.

L'automne 2025, deux jeunes femmes, locataires d'une résidence située près de Voiron (Isère), ont été destinataires de missives anonymes faisant allusion au meurtre de Christiane Commeau, 54 ans, subitement disparue de son domicile de Chassieu (Métropole de Lyon), le 22 octobre 2004. Son corps avait été découvert le 18 février 2005, enterré dans un bois à quelques kilomètres de distance, à Niévroz (Ain). Selon les médecins légistes, la quinquagénaire à l'existence lisse et modeste a été tuée de deux balles de calibre 22LR, tirées dans la nuque. Vingt ans après ce crime aux motifs incompréhensibles, les proches de la victime espèrent une piste sérieuse, avec ces curieux messages, déposés par un inconnu dans les boîtes aux lettres des jeunes femmes, à 70 kilomètres des lieux du drame.

Ces messages ont été écrits en marge des pages de plusieurs livres aux thématiques sexuelles ou sentimentales. Sur des pages de *Bravo*, docteur Béru, de la série

de polars San-Antonio, le correspondant anonyme a porté plusieurs indications de dates et de circonstances qui peuvent correspondre à Christiane Commeau. « *Que fais-tu en ce lundi 30 septembre ?* », écrit ce mystérieux personnage à propos de « *Chris* », qu'il appelle aussi « *Chris mon ex* ». En soulignant des passages du livre de Frédéric Dard, il cite plusieurs fois son prénom, donne des détails intimes, et ajoute des remarques vulgaires. Il évoque « *la tour pénitentielle de Clermont* », lieu non identifié où il aurait séjourné avec elle. A la page 263 d'un exemplaire de *L'Amour, roman*, de Camille Laurens, le même individu a noté : « *Chris. Dimanche 12/09/2004. Alors tu ne veux plus me voir ?* ». La date se situe quarante jours avant le meurtre. Inquiète de recevoir ces missives, parfois accompagnées de sous-vêtements féminins, une des destinataires a prévenu la gendarmerie locale et a fait ses propres recherches sur Internet. C'est ainsi qu'elle a compris que ces messages pouvaient concerner l'affaire.

Des dizaines d'auditions

La jeune femme a contacté via Facebook Kathleen Letendre, petite-fille de Christiane Commeau, qui se bat depuis des années pour que l'affaire ne sombre pas dans l'oubli, en organisant régulièrement marches blanches et appels à témoins. « *Quand j'étais petite, je demandais au père Noël qu'il me ramène ma grand-mère. J'ai vécu avec l'ombre de sa disparition.*

Moi-même, je n'osais plus sortir de peur qu'il m'arrive la même chose. Avec ces nouveaux éléments, j'espère que les investigations vont reprendre et aboutir », confie-t-elle au Monde.

Le drame a frappé comme la foudre, au 8, rue des Charpenets, à Chassieu, un secteur résidentiel de la banlieue lyonnaise. Le 22 octobre 2004, à 14 heures, les adhérents du club bouliste s'inquiètent de l'absence de Christiane Commeau. En quatre ans de service, elle n'est jamais arrivée en retard pour prendre son poste de serveuse à la buvette. Mère de deux grands enfants, divorcée, elle vit seule dans son appartement. A son domicile, les premiers intervenants découvrent son téléphone abandonné, ses courses laissées sur le congélateur et son vélo dans le hall. Le lit est encore défait et le bol du petit-déjeuner toujours sur la table. Comme si elle s'était littéralement volatilisée, entre 10 heures et 14 heures.

Auparavant, elle avait rempli son cabas auprès d'une association caritative. L'ancienne ouvrière de l'usine de voitures miniatures Majorette, à Rillieux-la-Pape, dans la métropole lyonnaise, connaissait des fins de mois difficiles. Ses voisins l'ont vue revenir, transporter ses courses, et se diriger vers le parking souterrain pour y garer sa Twingo. Après, plus rien. Jusqu'à ce qu'un élaqueur découvre son corps abîmé, quatre mois plus tard, entre un étang et le camp

Christiane Commeau a disparu le 22 octobre 2004. Son corps a été découvert le 18 février 2005

ping désaffecté de Niévroz, à 9 kilomètres de chez elle.

Les gendarmes de la section de recherches de Lyon ont mené des dizaines d'auditions, voisins, proches, propriétaires de carabine 22LR. Ils ont placé plusieurs suspects en garde à vue. Puis remonté le temps, en auditionnant son ancien mari, ses quelques amants successifs, lesquels ont décrit une personnalité discrète, rangée, à la sociabilité facile et en même temps maniaque de propreté, inquiète pour sa santé.

Ils ont cru tenir un client sérieux lorsqu'ils ont su que Patrick Gateau, meurtrier de la joggeuse Nelly Cremel, tuée d'une balle dans la tête en 2005 en région parisienne, avait rendu visite à son frère dans une autre ville de la Métropole de Lyon, à Neuville-sur-Saône, quelques mois auparavant. La téléphonie l'a disculpé. Après dix ans d'enquête infructueuse, le juge d'instruction de Bourg-en-Bresse a signé l'ordonnance de non-lieu, le 31 juillet 2015. « *Nous avons sauvé ce dossier de la prescription, et sa petite fille n'a jamais*

voulu laisser tomber. Kathleen a toujours entretenu l'espoir avec courage et détermination, pour pousser la justice à ne pas baisser les bras. Nous espérons susciter de nouveaux témoignages », relève M^e Sylvain Cormier, avocat de la famille de Christiane Commeau.

En décembre 2022, le pôle « cold cases » s'est saisi de l'affaire. Les gendarmes de la section de recherches ont tout repris à zéro, sans épargner leurs anciens collègues, qui avaient omis des prélèvements ADN et certaines vérifications. Notamment celles sur un ancien voisin au caractère sombre, divorcé et alcoolique, doté d'une arme, qui avait consulté un site pornographique le matin du crime, selon l'analyse de son ordinateur. Pour les enquêteurs, la thèse d'une morbide pulsion sexuelle pouvait correspondre à la scène de crime, avec une victime aux vêtements retroussés. Ce suspect, « *présentant le plus d'éléments laissant supposer une possible participation aux faits* », selon le rapport de synthèse des gendarmes, est mort en 2020. Après cette hypothèse, une autre piste s'ouvre désormais. Celle d'un lecteur de San-Antonio, proche de « *Chris* », dont les annotations à caractère sexuel revêtaient acrimonie et obsession, compatibles avec le mobile d'un meurtrier en puissance, selon les enquêteurs. Quelques semaines avant sa disparition, Christiane Commeau avait confié à ses proches qu'elle se sentait suivie, sans en comprendre la raison. »

RICHARD SCHILLY

DISCRIMINATIONS

Tournage à Roissy : SOS Racisme alerte le Défenseur des droits

SOS Racisme a indiqué vendredi 1^{er} mai avoir saisi le Défenseur des droits pour des soupçons de discriminations à l'égard de salariés noirs au sein de l'entreprise de sécurité Watch Over à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle, ce que dément Aéroports de Paris (ADP). L'association relate que des membres du comité social et économique de Watch Over, sous-traitant d'ADP, l'ont alertée en septembre 2025 de « faits susceptibles de constituer une discrimination raciale (...) préoccupante : des salariés noirs auraient été volontairement écartés par cette entreprise à l'occasion d'un tournage [de TF1] à l'aéroport Roissy - Charles-de-Gaulle » en août. — (AFP)

CHEZ

Des milliers de personnes sur un champ de tir militaire pour une free party

Une free party rassemblant environ 20 000 fêtards a débuté vendredi 1^{er} mai sur un terrain militaire près de Bourg-les-Bains, présente comme « très dangereuse » par les autorités, dans un contexte de durcissement législatif contre ces rassemblements. « *Malgré son caractère illégal, l'état s'est mobilisé pour assurer la sécurité de cette manifestation et en limiter les nuisances* », souligne la préfecture. Les participants sont installés sur un terrain « *très dangereux en raison des munitions non explosées qu'il peut contenir* », a assuré le préfet du Cher, Philippe Le Moing Surtuz. — (AFP)

Bonnes adresses

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/26

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

ÉPIQUE ou ÉPICURIEN

Murale ou sur pied, notre bibliothèque ou vinothèque existe en différentes tailles et coloris. Design et fabrication italiens.

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

63 rue de la Convention Paris 15 • 7J/7
01 45 77 80 40 • M^e Charles Michels • www.topper.fr
Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Kartell...
retrouvez les plus grandes marques italiennes
145 rue Saint-Charles Paris 15 • 7J/7 • 01 45 75 02 81

Encombrement MINI Couchage MAXI

Surprenant, c'est un canapé-lit

CONVERTIBLE TOPPER MINI
L. 161 x P. 87 cm, couchage 140 x 196, matelas 17 cm.
Ouverture express, range-oreillers, déhoussable, tissu Bull col.17 (100% polyester), nombreux coloris, fabriqué en Italie.
Livraison Paris-PP sous 48 h suivant les stocks disponibles. Ecart part. Prix hors livraison

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

LE PLUS GRAND ESPACE CANAPÉS-LITS À PARIS
Paris 15 • 7J/7 • M^e Charles Michels : 147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81 et 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Paris 12 • 7J/7 • M^e Nation : 54 cours de Vincennes, 01 40 21 87 53

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHETE

La maison recherche également bien d'autres produits

Des objets de collection et pratiques dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde // RUBRIQUE BONNES ADRESSES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

Professionnels ou particuliers,
Le Monde devient votre vitrine
stephane.pesque@mpublicite.fr



Gaz, budget : ce qui a changé au 1^{er} mai

Plusieurs évolutions sur les prix des repas pour les étudiants ou des titres de séjour sont entrées en vigueur

Comme chaque premier jour du mois, un lot de changements affectant le budget et le quotidien des ménages est entré en vigueur vendredi 1^{er} mai. Voici les principales évolutions.

Le prix repère du gaz a bondi de 15,4 % Conséquence de la guerre au Moyen-Orient, déclenchée le 28 février par les bombardements américano-israéliens sur l'Iran, le tarif dit « repère » du gaz monte de 21,42 euros au mois de mai, pour s'établir à 160,54 euros, toutes taxes comprises par mégawatt-heure. Il s'agit de son plus haut niveau depuis la suppression des tarifs réglementés du gaz, en juillet 2023.

Ce bond de 15,4 % – comparé au mois d'avril – concerne les clients dont l'offre est indexée à ce prix indicatif : environ 41 % des consommateurs français, à fin décembre 2024, selon la Commission de régulation de l'énergie. Le 8 avril, l'autorité administrative indépendante estimait que cette hausse, répercutée au printemps, « période à laquelle il est moins nécessaire de recourir au chauffage », allait se traduire par une augmentation moyenne de 6,19 euros (toutes taxes comprises) pour les ménages, sur leur facture de consommation du mois de mai.

Les fleuristes et boulangers peuvent faire travailler leurs salariés le 1^{er} Mai Le ministre du travail, Jean-Pierre Farandou, a présenté, mercredi 29 avril, en conseil des ministres, un projet de loi permettant aux boulangers et aux fleuristes indépendants et artisans de faire travailler leurs salariés le 1^{er} Mai. Journée internationale des travailleurs, à condition que ce soit « sur la base du volontariat et en payant le double ».

Compte tenu des délais réglementaires, le texte n'a pas pu s'appliquer cette année. En théorie, un

boulangier ou un fleuriste, en activité ce jour-là avec l'aide de ses salariés, pouvait donc être verbalisé par l'inspection du travail.

Jean-Pierre Farandou avait toutefois appelé à « l'intelligence collective » dans l'application des règles cette année, sans avoir donné d'instructions aux inspecteurs du travail. Pour montrer leur soutien aux boulangers qui veulent faire travailler leurs salariés, le premier ministre, Sébastien Lecornu, s'est rendu dans une boulangerie en Haute-Loire, et le secrétaire général du parti Renaissance, Gabriel Attal, dans une boulangerie de Vanves (Hauts-de-Seine).

Le repas à 1 euro élargi à tous les étudiants dans les restaurants universitaires Dès lundi 4 mai, tous les étudiants pourront se nourrir pour 1 euro dans la totalité des restaurants universitaires, « sans exception », gérés par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires. Cette mesure, inscrite dans le budget de l'État pour 2026, doit aussi s'appliquer aux cafétérias du réseau, « lorsque cela est possible », comme précisé par l'administration, dans un communiqué du 14 avril.

Auparavant, seuls les étudiants boursiers et ceux en situation de grande précarité pouvaient bénéficier de cette tarification sociale. Pour les autres, le montant du repas était facturé 3,30 euros. Seront donc désormais éligibles tous les titulaires d'une carte d'étudiant, les apprentis, les étudiants en alternance, les doctorants, mais aussi les personnes employées en service civique. Seule condition à remplir : présenter un compte Izy – l'application de paiement pour les restaurants universitaires – actif, afin de justifier son statut.

Sollicité par *Le Monde*, le centre national des œuvres universitaires et scolaires assure que la géné-

ralisation de cette mesure « se poursuivra dès la rentrée prochaine ». En 2025, plus de 44 millions de repas avaient été servis dans les établissements et structures gérés par l'administration.

L'accord de libre-échange entre l'UE et le Mercosur appliqué provisoirement Malgré les réticences en Europe, le traité de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et les quatre pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay) est entré en vigueur vendredi 1^{er} mai, sans attendre qu'il ait terminé son parcours législatif. Vingt-six ans après le début des négociations, les échanges seront donc largement libéralisés entre ces deux espaces économiques.

La Commission européenne, à qui les États membres ont délégué leur compétence en matière de commerce, a annoncé le 23 mars cette entrée en application provisoire avant sa ratification par le Parlement européen. Les eurodéputés ont, en effet, décidé, lors d'un vote très serré en janvier, de saisir la Cour de justice de l'UE pour vérifier la légalité de ce traité et d'attendre la décision des juges pour se prononcer.

Le coût des demandes de titres de séjour et de naturalisation augmente Le projet de loi de finances pour 2026, définitivement adopté le 2 février par un recours du gouvernement à l'article 49.3 de la Constitution, a l'issue de plusieurs mois de débats parlementaires tendus, rehausse plusieurs taxes concernant les demandes de titres de séjour et de naturalisation. Ainsi, la taxe due lors de la première délivrance d'une carte de séjour ou de résident passe à 300 euros, contre 200 jusque-là, tandis que le tarif dit « mineur », qui s'applique notamment aux étudiants, aux travailleurs saisonniers ou aux bénéficiaires du re-

groupement familial, passe de 50 à 100 euros. Le droit de timbre, dû à chaque délivrance, renouvellement ou changement d'un titre de séjour, est aussi majoré à 50 euros (contre 25 auparavant).

Concernant les demandes de naturalisation, le droit de timbre augmente de plus de 300 %, passant de 55 à 255 euros. Deux nouvelles taxes sont également créées : une taxe de 100 euros pour la délivrance et le renouvellement d'une autorisation provisoire de séjour, et une taxe de 40 euros pour l'échange d'un permis de conduire étranger contre un permis de conduire français. Ces nouvelles taxes sont applicables depuis vendredi 1^{er} mai, selon le site Service public.

Si le gouvernement défend ces hausses par un impératif d'« harmonisation européenne », soulignant les tarifs supérieurs pratiqués dans la plupart des pays voisins, l'explication est loin de satisfaire tout le monde, notamment les associations d'aide aux migrants, qui dénoncent « un nouveau pas vers la précarisation des personnes étrangères ».

Crèches, hôtels, Ehpad, bibliothèques... Les établissements concernés par le règlementation environnementale RE2020 Cette norme qui contraint les promoteurs à construire des bâtiments plus verts n'est pas nouvelle : elle concerne déjà les logements neufs, les bureaux, les écoles pri-

Le traité de libre-échange entre l'UE et les quatre pays fondateurs du Mercosur entre en vigueur

maires ou les collèges. Un décret paru le 17 janvier a étendu toutefois, à compter du vendredi 1^{er} mai, cette réglementation à de nombreux projets du tertiaire. Parmi eux, les crèches, les établissements de santé et médico-sociaux, comme les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad), les universités, les hôtels et restaurants, ou encore les bibliothèques et établissements sportifs.

Ceux-ci devront ainsi respecter plusieurs exigences, comme l'abandon des chaudières au fioul, au charbon et au gaz pour réduire l'empreinte carbone. Le confort d'été et le poids carbone devront aussi être pris en compte dans l'élaboration de chaque nouveau bâtiment. Tout comme l'optimisation énergétique du bâtiment dans son ensemble, à travers une meilleure orientation, le recours au bois, etc.

Pour les personnels de l'éducation nationale, l'obligation de souscrire à un nouveau régime de mutuelle collective Depuis vendredi 1^{er} mai, l'adhésion à une mutuelle collective est devenue obligatoire pour les agents employés par les ministères de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, ainsi que ceux de l'enseignement supérieur. Sauf exception, titulaires, contractuels et stagiaires du secteur – 1,56 million de personnes, selon les administrations concernées – n'auront plus la liberté de choisir leur complémentaire santé, et devront souscrire à l'un des contrats proposés par le groupement MGEN-ENP assurances.

Cette mesure, qui intègre la réforme de la protection sociale complémentaire, est une conséquence de la loi de transformation de la fonction publique, adoptée à l'été 2019. Parmi les nombreux textes à en avoir découlé, une ordonnance du 17 fé-

vrier 2021 oblige les employeurs publics – dont font partie les ministères en question – à financer au moins 50 % de la complémentaire santé de leurs employés : celle-ci inclut notamment le remboursement des frais d'hospitalisation, de médicaments et de maternité. Cette couverture remplace les 15 euros de subventions mensuelles versés à tous les agents depuis janvier 2022.

Autre changement majeur, prévu par un accord interministériel daté du 20 octobre 2023 : la séparation, en deux contrats distincts, entre la complémentaire santé et la prévoyance – un complément de salaire, versé tous les mois, assurant un maintien de revenu en cas d'arrêt maladie prolongé, ou d'incapacité de travail. Si l'adhésion à cette dernière est, contrairement à la complémentaire santé, facultative, les ministères concernés devront financer cette couverture à hauteur de 7 euros brut par mois.

En Charente-Maritime, un appel ou un SMS au volant peut être sanctionné d'une suspension de permis Depuis vendredi, les automobilistes de Charente-Maritime qui téléphonent ou envoient un SMS au volant peuvent se voir retirer leur permis de conduire. Une disposition du code de la route permet aux préfets d'ajouter cette sanction au retrait de 3 points et aux 135 euros d'amende encourus. Les services de l'Etat justifient cette mesure, qui a été précédée d'une période de sensibilisation d'un mois en avril, par l'« insécurité routière persistante », et relèvent que l'usage du téléphone est impliqué dans 15 % des accidents mortels, soit sept morts sur 45 en 2025. Plusieurs départements ont déjà expérimenté cette mesure, comme les Landes, le Lot-et-Garonne ou le Pas-de-Calais. ■

ENZO CASTELLERAS
ET LOUIS VALLÉE

Trump menace l'automobile européenne

Le président américain veut relever de 15 % à 25 % les taxes sur les voitures importées de l'UE

New York, correspondant

Donald Trump n'en a pas fini avec sa guerre commerciale. Le président américain a de nouveau menacé l'Union européenne (UE) de représailles douanières, vendredi 1^{er} mai. Il a annoncé sur son réseau Truth Social que les importations de voitures et de camions en provenance du Vieux Continent seraient soumises à une taxation de 25 % - contre 15 % actuellement - et ce, à compter de la semaine du lundi 4 mai.

La mesure vise tout à la fois à punir l'UE, qui traîne trop à son goût pour signer l'accord commercial conclu à l'été 2025, et à envoyer un message aux Européens en général, avec lesquels les relations se sont encore rafraîchies depuis le déclenchement du conflit contre l'Iran et le refus des pays du Vieux Continent de prendre part aux opérations.

« J'ai le plaisir d'annoncer que, compte tenu du fait que l'Union européenne ne respecte pas notre accord commercial - pourtant pleinement convenu - j'augmenterai la semaine prochaine les droits de douane imposés sur les voitures et les camions entrant aux États-Unis (en provenance de l'UE) », a-t-il posté sur Truth Social.

Si la menace se concrétise - ce qui n'est pas toujours le cas avec Donald Trump - elle frapperait lourdement une industrie déjà fragilisée. Selon les chiffres de l'Association des constructeurs européens d'automobiles, les États-

Unis représentaient 22 % des exportations européennes en 2024 - avec 750 000 véhicules pour une valeur totale de 38,9 milliards d'euros, soit le deuxième marché derrière le Royaume-Uni. Les voitures sorties des usines de constructeurs européens situés sur le territoire américain seraient épargnées par cette surtaxe, une manière de forcer les investissements étrangers aux États-Unis.

Ce sont surtout les entreprises allemandes du secteur qui sont touchées. Donald Trump nourrit une obsession à leur égard depuis son premier mandat (2017-2021), comme il en cultiva une dans les années 1980 à l'encontre du Japon. Les automobiles allemandes circulant sur les routes américaines sont, à ses yeux, le symbole de la désindustrialisation du pays et de la nécessité d'une politique de droits de douane drastique. Les 750 000 voitures importées du Vieux Continent ne représentent pourtant qu'une maigre part de 16 millions de véhicules vendus chaque année aux États-Unis.

Les Européens, désormais habitués aux coups de boutoir du président américain, ne se sont pas

Si la menace se concrétise, elle frappera lourdement une industrie déjà fragilisée

précipités pour réagir. L'eurodéputé allemand Bernd Lange (Alliance progressiste des socialistes et démocrates), président de la commission du commerce international au Parlement, a été le plus virulent. « Le projet de Trump d'imposer des droits de douane de 25 % sur les voitures européennes est inacceptable, a-t-il écrit sur le réseau social X. Tandis que l'UE tient ses engagements, la partie américaine ne cesse de rompre les siens. »

Un porte-parole de la délégation de l'UE à Washington a fait savoir à l'Agence France-Presse que la Commission avait tenu informés les Américains de l'avancée du processus, mais que si les États-Unis ne respectaient pas leur part de l'accord, l'UE garderait « toutes les options ouvertes pour protéger les intérêts » communautaires.

Plusieurs objectifs

Cet accord déséquilibré, qui a été conclu entre Bruxelles et Washington mais qui n'a pas encore été validé par les États membres de l'UE, prévoit une barrière de 15 % sur les exportations européennes vers les États-Unis et l'abaissement de presque toutes les barrières douanières en retour. Sa signature était censée prémunir les Vingt-Sept contre de nouvelles décisions asymétriques de Donald Trump, visant des secteurs précis, comme les vins et spiritueux français.

Il n'est d'ailleurs pas seulement question de voitures dans ce nouvel épisode de la guerre commerciale entre l'Europe et Washington. Comme souvent avec le président

Les Européens, habitués aux coups de boutoir de Trump, ne se sont pas précipités pour réagir

américain, l'arme des droits de douane est employée avec plusieurs objectifs. Le premier est de signaler aux autres pays qu'ils auraient tort de considérer le revers infligé à son administration par la Cour suprême, qui a annulé une grande partie des taxes sur les importations, comme le signe de la cessation des hostilités.

La Maison Blanche a remplacé les droits de douane ainsi annulés par une barrière générale de 10 %, s'appliquant à tous les pays, et reposant sur un autre texte de loi. Celle-ci restera en place jusqu'à l'été 2026. Un accord du Congrès sera ensuite nécessaire pour la prolonger. Les taxes sur les automobiles s'appuient, elles, sur un troisième texte, datant de 1962, qui autorise le président à imposer des droits de douane pour des raisons de sécurité nationale, un motif qui pourrait être contesté en justice, avec des délais potentiellement très longs. Donald Trump entend ainsi montrer qu'il n'a rien perdu de sa capacité de dissuasion et qu'il continue à faire la pluie et le beau temps sur le commerce mondial.

Le contexte international explique également cet accès éruptif. Donald Trump marque ainsi son mécontentement vis-à-vis des alliés européens, dont il estime qu'ils ont été bien peu fiables ces derniers temps, et principalement depuis l'offensive conjointe menée avec Israël contre l'Iran. Le Pentagone a annoncé, vendredi, que 5 000 soldats américains allaient être retirés des bases situées en Allemagne dans les prochains mois, en mesure de rétorsion.

Les pays de l'UE ont refusé de s'impliquer dans la gestion militaire et des conséquences d'une offensive à nulles pertes de laquelle ils n'ont été ni proposés consultés en amont. Ils considèrent, en outre, être bien mal traités par un partenaire qui a envisagé, début 2026, de se saisir du Groenland, un territoire pourtant associé au Danemark, également membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Il est difficile d'anticiper comment se terminera cette nouvelle épreuve de force. En 2025, Donald Trump avait menacé l'UE de 50 % de droits de douane, un vendredi du mois de mai, avant de changer d'avis deux jours plus tard, après un agréable week-end passé dans son club de golf du New Jersey et un appel amical de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Le locataire de la Maison Blanche était justement attendu à un tournoi ce week-end, dans son club de Floride, cette fois. ■

NICOLAS CHAPUIS

AUTOMOBILE Les ventes de voitures électriques ont bondi de 48 % en France

Les ventes de voitures électriques neuves en France ont progressé de 48 % au cours des quatre premiers mois de 2026, à 148 300 unités, a annoncé, vendredi 1^{er} mai, la Plateforme automobile, qui regroupe l'ensemble des constructeurs. Les ventes de voitures neuves toutes motorisations confondues ont, en revanche, reculé de 1,6 % - (AFP)

TECH Apple affiche des résultats trimestriels en hausse

L'américain Apple a publié, jeudi 30 avril, des résultats supérieurs aux estimations des analystes pour le deuxième trimestre de son exercice décalé (clôturé fin mars), avec un bénéfice de 29,6 milliards de dollars (25,2 milliards d'euros), en hausse de 19 % sur un an, grâce notamment à la bonne tenue des ventes de iPhone (+ 22 % sur un an). - (AFP)

INFLATION L'Inde augmente les prix du GPL et du kérosène

Vendredi 1^{er} mai, l'Inde a relevé les prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) commercial et du kérosène pour les compagnies internationales, face aux tensions sur l'approvisionnement liées à la guerre en Iran, selon l'Indian Oil Corporation Limited. Le prix d'une bouteille de 19 kilos de GPL a ainsi augmenté de 48 % à New Delhi. Les tarifs varient d'une ville à l'autre en raison des taxes locales. - (AFP)

La Pentagone intensifie encore son utilisation de l'IA

Il a scellé des accords avec sept concurrents d'Anthropic, opposé à l'utilisation de son modèle Claude pour la surveillance de masse

San Francisco, correspondant

Deux mois après le conflit avec le leader de l'intelligence artificielle (IA) Anthropic, le département de la guerre américain, ainsi qu'il est rebaptisé depuis septembre 2025, a annoncé un accord de collaboration dans l'IA avec sept autres poids lourds de la tech, désormais de plus en plus imbriqués dans la politique de défense de Washington. Selon un communiqué du vendredi 1^{er} mai, le Pentagone « a conclu des accords avec sept des plus grandes entreprises mondiales spécialisées dans l'intelligence artificielle de pointe - SpaceX, OpenAI, Google, Nvidia, Reflection, Microsoft et Amazon Web Services - afin de déployer leurs capacités avancées en IA sur les réseaux classifiés du département, pour un usage opérationnel conforme à la loi ».

Cette précision sur un usage « conforme à la loi » est décisive : cette promesse n'avait pas été jugée suffisante par Dario Amodei, le PDG d'Anthropic, qui voulait de plus empêcher le Pentagone d'utiliser son modèle d'IA, Claude, pour la surveillance de masse de la population américaine et l'élimination d'êtres humains sur le champ de bataille, sans intervention humaine. Faute d'accord, l'administration Trump avait coupé les liens avec Anthropic, la qualifiant de danger pour la sécurité nationale.

Des procès sont en cours sur ce sujet, mais les autres géants de la tech n'ont pas eu les scrupules de Dario Amodei, même si, selon l'agence AP, au moins un des accords stipule que l'être humain doit être présent lors de l'usage de la force létale et que les droits

constitutionnels doivent être respectés. « Ces accords accélèrent la transformation visant à positionner l'armée des États-Unis comme une force de combat donnant la priorité à l'IA, et renforceront la capacité de nos combattants à maintenir une supériorité décisionnelle dans tous les domaines de la guerre », se réjouit le Pentagone.

L'accord doit permettre l'émergence de nouvelles capacités à travers ses trois piliers fondamentaux : le combat, le renseignement et les opérations institutionnelles. Plus de 1,3 million de membres du Pentagone ont utilisé GenAI, sa plateforme d'IA. « Combattants, civils et prestataires mettent actuellement ces capacités en application concrète, réduisant la durée de nombreuses tâches de plusieurs mois à quelques jours seulement », affirme le communiqué.

Mythos, nouveau défi

Microsoft, Amazon et Oracle sont déjà très liés au Pentagone. Mais, selon le Wall Street Journal, les accords avec Nvidia et Reflection sont « inédits et témoignent d'une volonté de proposer des modèles open source, dont les détails sont accessibles au public pour les développeurs. La plupart des principaux modèles d'IA sont fermés, ce qui limite les possibilités de personnalisation pour les utilisateurs », note le quotidien économique.

Sur CNBC, Emil Michael, le directeur de la technologie du Pentagone, a dit vendredi qu'il aurait été irresponsable de ne s'appuyer que sur une seule entreprise, à savoir Anthropic : « Lorsque nous avons appris que ce partenaire unique ne souhaitait pas vraiment travailler avec nous de la manière dont nous

voulions travailler avec lui, nous avons pris les devants pour nous assurer de disposer de plusieurs fournisseurs différents. »

Pendant ce temps, la discussion avec Anthropic, dont les modèles ont été utilisés pour enlever le 3 janvier le président vénézuélien, Nicolas Maduro, et dans la guerre en Iran, se poursuit, complexifiée par la création de Mythos, IA capable de détecter des failles naugèreuses introuvables dans les logiciels, ce qui peut transformer cet outil en arme de cybersécurité redoutable. Dario Amodei a rencontré la cheffe de cabinet de la Maison Blanche, Susie Wiles, en avril, alors que le gouvernement américain cherche à accéder à ce nouveau modèle tout en voulant éviter qu'il tombe dans des mains peu sûres.

Le 21 avril, Donald Trump a fortement fait baisser la tension sur CNBC : « Anthropic est un groupe de personnes extrêmement intelligentes. Mais ils ont commencé à dicter à nos militaires la manière dont ils devaient opérer. Et nous ne voulons pas de cela. De plus, ils ont tendance à se situer à gauche, à l'extrême gauche, même. Cela dit, nous nous entendons bien avec eux. Ils se sont rendus à la Maison Blanche il y a quelques jours et nous avons eu de très bons échanges avec eux. Je pense qu'ils sont en train de prendre la bonne direction. »

Un retournement majeur par rapport à ses propos tenus, fin février, sur Truth Social. « Nous n'en avons pas besoin, nous n'en voulons pas, et nous ne ferons plus jamais affaire avec eux », avait-il écrit. Anthropic est toutefois toujours désigné comme un risque de sécurité pour les États-Unis. ■

ARNAUD LEFARMENTIER



Le Monde | Ateliers
COURS DU SOIR

Regarder un tableau quand...

avec **Françoise Barbe-Gall**, historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux.

Nous voici dans un musée, dans une exposition, heureux de regarder un tableau... Ou presque. Quelque chose nous gêne, nous encombre, comme si la simplicité du plaisir nous était subtilement refusée. Une sensation, quelques idées en désordre, viennent s'interposer entre nous et l'image, on croit en savoir trop peu pour apprécier une œuvre, on se heurte à une image qui semble vive de sens, on hésite à s'avouer que la « beauté » d'un tableau célèbre nous échappe... Les obstacles sont nombreux. Mais heureusement, tout aussi aisés à renverser. Et cela ne demande que quelques clés de lecture...

A partir du 5 mai, participant à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans l'auditorium du Monde ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à Françoise Barbe-Gall.

à PARTIR DU 5 MAI 2026

ateliers.lemonde.fr

L'Europe démunie face à la concurrence chinoise

COMMENT LA CHINE DÉVORE L'EUROPE 4/4 Bruxelles peine à élaborer une stratégie pour protéger l'industrie des Vingt-Sept

BRUXELLES - bureau européen

C'est un peu l'éléphant dans la pièce. Alors que la Chine menace tous les pans de l'économie européenne – du petit commerce, fragilisé par l'afflux massif de colis envoyés par les plateformes Shein ou Temu, à l'industrie automobile, concurrencée par le constructeur BYD, en passant par les technologies de pointe – et qu'elle prend des parts de marché aux exportateurs du Vieux Continent en dehors de leurs frontières, l'Union européenne (UE) regarde ailleurs.

Entre la guerre en Ukraine, la détérioration des relations avec les États-Unis de Donald Trump et le conflit au Moyen-Orient, les Vingt-Sept sont accablés par les crises à répétition et « la Chine se fait oublier », regrette Elvire Fabry, de l'Institut Jacques Delors. « Comme tout animal pris dans les phares d'une voiture, l'Europe semble tellement tétanisée par la menace américaine qu'elle risque d'en oublier » la menace chinoise, écrit l'eurodéputée (Alliance progressiste des socialistes et démocrates) et coprésidente de Place publique Aurore Lalluq, dans son livre *Trump contre l'Europe* (Les Petits Formats, 136 pages, 14 euros).

Le constat est pourtant sans appel. Le « second choc chinois », après celui du début des années 2000, est ravageur. Le haut-commissaire au plan, Clément Beaune, parle même d'un « danger de mort pour notre industrie ». Sur fond de dévaluation du yuan et à coups de subventions massives, les entreprises chinoises gagnent du terrain partout. En 2025, la Chine a vendu plus de voitures en Europe que l'Europe en Chine et dégagé un excédent commercial de 360 milliards d'euros avec l'UE. L'Allemagne, dont l'industrie perd 10 000 emplois par mois, est aujourd'hui la première victime.

« Un tiers de l'emploi européen est désormais exposé à l'accélération des exportations chinoises », peut-on lire dans une note que le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barrot, a remise à ses homologues, lors d'une réunion à Bruxelles, le 15 décembre 2025. « La Chine ne fait plus du commerce, mais de la conquête industrielle. Avec son modèle tourné vers les exportations, elle peut prendre des pans entiers de notre industrie », insiste un diplomate européen.

Limiter la casse

Ce constat d'une Chine qui met en péril son économie, les Vingt-Sept le partagent. Sur le papier, ils sont d'accord pour réduire leurs dépendances et chercher des relais de croissance, en renforçant le marché intérieur mais aussi en nouant de nouveaux accords commerciaux. Dans la pratique, c'est loin d'être simple, comme en témoignent les poyés à répétition qui ont accompagné l'adoption du traité de libre-échange avec les pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), ou leur incapacité à s'entendre sur une union des marchés de capitaux.

À la montée en gamme de la Chine, les Européens dissent aussi vouloir répondre en investissant dans les technologies les plus stratégiques. Mais ils butent sur la question cruciale du financement, comme le montrent les négociations en cours sur le prochain budget communautaire (2028-2034). Le président français, Emmanuel Macron, qui préconise le recours à un endettement commun – des « eurobonds d'avenir » –, est isolé, quand l'Allemagne en a jusqu'ici refusé catégoriquement le principe.

Pour autant, ces dernières années, les Vingt-Sept ne sont pas restés inactifs devant le rouleau

« Un tiers de l'emploi européen est exposé à l'accélération des exportations chinoises »

JEAN-NOËL BARROT
ministre des affaires étrangères français

compresseur chinois. Au coup par coup, ils ont pris des mesures pour tenter de limiter la casse, dont certaines étaient inimaginables il y a peu. Ce sont les surtaxes sur les importations de voitures électriques chinoises depuis fin 2024 ou les classes de sauvegarde sur l'acier (qui doivent entrer en vigueur en juillet) ou sur les ferroviaires (en place depuis fin 2025), qui instaurent des quotas d'importation restrictifs. Les Européens ont aussi décidé, à compter de juillet, de taxer les 12 millions de petits colis qui arrivent chaque jour en Europe – plus de 90 % viennent de Chine – et vident les centres-villes de leurs boutiques.

« On en est au stade de l'ajustement, on agit par petites touches avec les instruments de défense commerciale disponibles », déplore Elvire Fabry. D'autres initiatives sont à venir qui sont aussi des réponses au rajet de maré chinoise. Comme le projet de loi sur l'accélération industrielle (IAA, pour Industrial Accelerator Act), qui a présenté à la Commission le 4 mars et qui doit encore être négocié par les colégislateurs.

Pour atteindre l'objectif de voir l'industrie remonter, comme au début des années 1990, à 20 % du produit intérieur brut de l'UE d'ici à 2035 (contre 14 % actuellement), ce texte introduit de la préférence européenne dans l'attribution des marchés publics et dans le déploiement des aides des États membres, tout en renforçant le contrôle des investissements étrangers. Il concerne des secteurs stratégiques – acier, éolien, pompes à chaleur, automobile... – pour l'emploi comme pour la sécurité économique du Vieux Continent.

« On va faire aux entreprises chinoises ce que la Chine a fait aux entreprises européennes depuis vingt ans », insiste la Commission. « Si l'UE insiste pour faire adopter ce texte, portant ainsi préjudice aux intérêts des entreprises chinoises, la Chine n'aura d'autre choix que de prendre des contre-mesures », a réagi, lundi 27 avril, le ministre du commerce chinois.

D'autres propositions législatives va venir défendre compléter l'arsenal du « made in Europe », qui est de fait largement antichinoise : la révision des règles d'accès aux marchés publics, le fonds de compétitivité du prochain budget communautaire, ou encore le réajustement du droit de la concurrence afin de favoriser l'émergence de champions européens. Autant de tabous qui tombent les uns après les autres dans une Europe libérale qui a longtemps cru aux vertus du marché.

Le « second choc chinois » a sans conteste fait progresser la cause d'une politique industrielle à l'échelle du Vieux Continent. Mais, à chaque fois, les débats sont aussi difficiles que longs. La nécessité d'une préférence européenne divise encore largement des séq ontré dans le concret. Quel secteur doit être concerné ? Quelle définition du contenu local faut-il adopter ? Jusqu'où va le « made in Europe » ? Entre les intérêts des uns et la culture des autres, les Vingt-Sept abordent ces questions en ordre largement dispersé.

À l'offensive, la France appelle l'UE à jouer du rapport de force avec Pékin. Instruite par le précédent des panneaux solaires au



Emmanuel Macron, lors d'une rencontre à l'université du Sichuan, à Chengdu (Chine), le 5 décembre 2025. SARAH MEYSSONNIER/AFP



Dans une usine FAW-Volkswagen, à Chengdu (Sichuan, Chine), le 9 décembre 2025. VCG VIA REUTERS

tournant des années 2010, qui a vu l'industrie européenne, alors à la pointe du secteur, disparaître face aux importations chinoises à bas coût, elle milite pour une « discussion stratégique avec la Chine », sur fond d'intérêts multiples bien compris.

Après tout, l'Europe ne manque pas d'arguments. Son « principal levier d'action réside dans son marché intérieur, qui absorbe 14 % des exportations chinoises » et dont la Chine, qui voit les États-Unis lui fermer leurs frontières, a un besoin viscéral, relève la note présentée par Jean-Noël Barrot, le 15 décembre 2025.

« Mesures protectionnistes »

L'Union a aussi à sa disposition différents outils (antidumping, antisubvention, pour la réciprocity des marchés publics...), qu'elle peut utiliser plus, même si « on peut leur faire le reproche d'être trop longs à mettre en œuvre, d'être trop tard et d'être trop ciblés », a reconnu, le 24 février, Denis Redonnet, chargé de la mise en œuvre de la politique commerciale de l'UE à la Commission. Sans oublier l'instrument anticorruption, que les Européens n'ont pas encore dégainé et dont Emmanuel Macron ne manque jamais de rappeler la puissance.

« Emmanuel Macron veut faire bouger la Chine sur son modèle actuel », résume Elvire Fabry, mais, poursuit-elle, quand on regarde le 15^e plan quinquennal que Pékin a

mis sur la table, la feuille de route politico-économique qui va guider le pays jusqu'en 2030, « on ne voit pas une Chine en mode négociations ». « Les Chinois ne cessent de nous dire qu'ils vont rééquilibrer leur modèle. Mais les chiffres ne disent pas ça », confirme un haut gradé de la Commission.

De son voyage en Chine, du 3 au 5 décembre 2025, Emmanuel Macron est rentré remonté. Si les choses ne progressent pas, a-t-il menacé dans un entretien au *Financial Times*, le 16 décembre 2025, « l'Europe n'aura d'autre choix que d'adopter des mesures protectionnistes ». Comprendre, dit l'Elysée, des « mesures plus structurelles (...) et pouvant inclure des droits de douane ». « L'UE doit passer d'une logique strictement réactive et juridique à une approche stratégique », abonde Aurore Lalluq.

L'Allemagne, qui s'est opposée aux surtaxes sur les voitures électriques chinoises, voit les choses

« L'UE doit passer d'une logique strictement réactive et juridique à une approche stratégique »

AURORE LALLUQ
députée européenne

autrement. Face à la Chine, « nous ne sommes tout simplement pas assez performants », a constaté le chancelier allemand, Friedrich Merz, après son séjour à Pékin les 25 et 26 février. « Avec l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et la semaine de quatre jours, la prospérité de notre pays ne peut être assurée sur le long terme, nous devons simplement en faire un peu plus », a-t-il ajouté.

Pour affronter la concurrence chinoise, Berlin préfère insister sur la nécessité pour l'Europe de devenir plus compétitive, à coups de simplifications et de dérogations. « A qualité égale, les coûts de production chinois sont 30 % à 40 % moins élevés que nos coûts européens », rétorque Clément Beaune, pour qui il n'y a pas de recette magique à même de combler ces écarts de coûts. D'autant qu'ils ne peuvent plus être compensés par un positionnement européen plus haut de gamme.

Alors que le modèle allemand – tribunaire du gaz russe bon marché, des exportations vers l'eldorado chinois et du financement américain de la sécurité – à bout de souffle, et que le pays subit de plein fouet l'offensive chinoise, Friedrich Merz louvoie. Il faut dire qu'il est tiraillé entre les intérêts des entreprises produisant outre-Rhin, qui veulent protéger le marché allemand, et ceux des groupes, comme Volkswagen, Bosch et BASF, largement délocalisés en Chine, qui veulent présé-



ver le lien avec Pékin. « Prenez le secteur automobile allemand. Les constructeurs sont contre la préférence européenne, quand les équipementiers y sont favorables », illustre l'eurodéputée (Renew Europe) Pascal Canfin.

Berlin, Stockholm et La Haye redoutent les mesures de rétorsion que prendrait Pékin si les Européens venaient à l'irriter. Ils en ont eu un aperçu, en octobre 2025, quand la Chine a réduit ses exportations de terres rares, mettant en péril la filière automobile européenne. Enfin, les Européens sont tous sensibles à la question de l'inflation, que les importations chinoises aident à maîtriser, et que la flambée actuelle des prix de l'énergie remet en haut de l'agenda.

« Réponses urgentes »

« La menace qui pèse sur la sécurité de nos chaînes d'approvisionnement est comme le choc infligé [par la Chine] à notre base industrielle exigent des réponses urgentes. Et ces réponses, nous ne pouvons les élaborer qu'ensemble », a déclaré la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, le 24 mars, appelant les Vingt-Sept à se coordonner. A ce jour, ce n'est « pas le cas », constatait Emmanuel Macron, le 23 octobre 2025 à Bruxelles, et les dirigeants européens vont chacun à leur tour à Pékin – dernier en date, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, qui en avril y a fait son quatrième voyage en quatre ans –, espérant obtenir des commandes ou des promesses d'investissements. Conséquence, ajoutait le président français : « On nous dit, on dit à l'un, tu auras une usine ici, à l'autre, tu auras tel accès à mon marché ».

Dans ce contexte, juge Pascal Canfin, « les Européens n'ont aucun intérêt à sortir de leur ambiguïté envers la Chine. Pour l'instant, ce ne pourrait être qu'à leurs dépens ». « Notre approche de la Chine doit changer » mais, in fine, « tout dépendra de l'Allemagne », résume un haut gradé de la Commission, qui veut croire que « Friedrich Merz est moins naïve que [son prédécesseur] Olaf Scholz sur le sujet ».

Une chose est certaine. Tant que Paris et Berlin, dont les relations sont aujourd'hui glaciales, ne se seront pas rapprochés sur la question chinoise, l'UE ne pourra pas avancer. ■

VRIGINIE MALINGRE

FIN



Les présidents du Costa Rica, Rodrigo Chaves (à gauche), et du Salvador, Nayib Bukele (à droite), à Alajuela, au Costa Rica, le 14 janvier. EZEQUEL BECERRA/APP

Amérique latine La nouvelle vague d'extrême droite

Du Honduras au Chili, une dizaine de pays ont placé à leur tête des dirigeants liés à la droite radicale. Ils s'inspirent du président du Salvador, Nayib Bukele, qui a éradiqué les gangs au prix de graves atteintes à l'État de droit

En pleine campagne électorale, le 14 janvier, le président du Costa Rica, Rodrigo Chaves, et son homologue salvadorien, Nayib Bukele, posaient la première pierre d'une mégaparisson pour 5 000 détenus à Alajuela, à 30 km au nord-ouest de San José. Le futur Centre de haute sécurité pour le crime organisé a été conçu, au Costa Rica, sur le modèle du Centre de confinement du terrorisme (Cecot), établissement construit en un temps record au Salvador, en 2022, pour y enfermer jusqu'à 40 000 membres de gangs. « La seule façon d'éradiquer la criminalité, c'est la force », a déclaré Nayib Bukele lors de la cérémonie.

Moins de trois semaines plus tard, le 1^{er} février, la candidate du parti de Rodrigo Chaves, Laura Fernandez, qui avait promis d'agir d'une main de fer contre la criminalité, remportait l'élection présidentielle dès le premier tour au Costa Rica, confirmant la dérive vers

la droite de ce pays autrefois considéré comme la « Suisse de l'Amérique centrale ».

Avec sa guerre victorieuse contre les gangs qui ont ensanglanté le Salvador — là où les partis traditionnels, au pouvoir les uns après les autres, avaient échoué trente années durant —, Nayib Bukele s'est imposé comme une référence dans la région. Qu'importe s'il a fait fi de la séparation des pouvoirs, des droits humains et de l'État de droit pour parvenir à ses fins : le « régime d'exception » imposé en 2022 et toujours en vigueur, qui lui a permis de suspendre une série de libertés individuelles et de se doter d'un arsenal répressif, a pacifié les rues. La popularité du président salvadorien atteint encore 94 %, selon un sondage CID Gallup réalisé entre le 15 et le 21 mars. De quoi éveiller l'intérêt des dirigeants de la région. Aujourd'hui, une dizaine de pays latino-américains ont à leur tête des figures de droite radicale qui, toutes, disent s'inspirer de Nayib Bukele, de ses méthodes et de son Cecot.

L'extrême droite n'a pourtant pas attendu ce dernier pour s'imposer en Amérique latine. Dans la période récente, le premier à ouvrir le bal a été Jair Bolsonaro au Brésil, en 2018, deux ans après la première élection de Donald Trump à la tête des États-Unis. Rien ne laissait présager alors un tel déferlement, d'autant plus qu'une « nouvelle gauche » — après la « vague rose » au début des années 2000 et le retour d'une droite conservatrice au milieu des années 2010 — a également fait son entrée, avec l'arrivée au pouvoir, en 2022, de Gabriel Boric, au Chili, et de Gustavo Petro, en Colombie.

En 2023, l'Argentine a élu l'ultralibéral Javier Milei. En 2025, le Chili a placé au pouvoir José Antonio Kast, pinochétiste revendiqué. Au Pérou, la candidate de la droite radicale Keiko Fujimori, fille de l'autocrate Alberto Fujimori (1990-2000), est arrivée en tête du premier tour de la présidentielle, le 12 avril.

CANDIDATS ANTISYSTÈME

Ariel Goldstein, chercheur du Conseil national de recherche scientifique et technique argentin et professeur de politique latino-américaine à l'université de Buenos Aires, identifie cette vague brune comme la quatrième depuis le début du XX^e siècle dans la région, après celle du fascisme des années 1930, celle de la guerre froide post-révolution cubaine et des dictatures anticommunistes des années 1970, et une troisième au début des années 1990, caractérisée par le

« populisme néolibéral » des présidents Alberto Fujimori au Pérou, Carlos Menem (1989-1999) en Argentine, et Fernando Collor de Mello (1990-1992) au Brésil.

Comment caractériser cette extrême droite — ou plutôt ces extrêmes droites latino-américaines —, et à quoi attribuer leur apparition ?

Ces mouvements sont montés de nouveau en puissance, à partir de 2015, avec la fin du boom des matières premières, grâce auxquelles les dirigeants de gauche avaient financé leurs politiques sociales. Une crise économique majeure s'est ensuivie, aggravée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, qui a particulièrement affecté le sous-continent. L'augmentation de l'insécurité et l'érosion de la confiance envers les institutions et les partis traditionnels, de gauche comme de droite, ont poussé les électeurs vers des candidats anti-système ouvus comme tels.

« Certaines causes sont présentes dans certains pays que dans d'autres », précise Cristóbal Rovira Kaltwasser, politiste à l'Université catholique pontificale de Santiago (Chili) et chercheur associé au Laboratorio pour l'étude de l'ultradroite (Ultra-Lab). Ainsi, en Argentine, le vote sanction a été essentiel, alors que l'inflation atteignait 200 % et que la population rendait responsables de la crise tant les différents gouvernements péronistes (centre gauche), au pouvoir entre 2003 et 2015 puis entre 2019 et 2023, que la droite traditionnelle de Mauricio Macri, président de 2015 à 2019.

Au Chili, l'immigration, principalement de Vénézuéliens fuyant le régime de Nicolas

Maduro à partir de 2015, a été un thème central de la campagne présidentielle en 2025. Le candidat d'extrême droite, élu le 14 décembre 2025, José Antonio Kast, y a corrélié à la hausse de la criminalité constatée ces dernières années — alors qu'aucune donnée objective n'a prouvé le lien entre les deux. Cinq jours après sa prise de fonctions, le 16 mars, il s'est rendu à Arica, à 2 000 km au nord de Santiago, à la frontière avec le Pérou, pour superviser le début des travaux d'un fossé de trois mètres de profondeur et 500 km de long, destiné à empêcher le passage des migrants. « Aujourd'hui, nous commençons à mettre un frein à l'immigration irrégulière », a clamé, sous un soleil de plomb, le chef d'État ultraconservateur, qui s'est directement inspiré du mur érigé par le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, à la frontière avec la Serbie.

HORMIS AU CHILI, CE NE SONT PAS LES ÉTRANGERS QUI SONT VISÉS PAR LA POUSSÉE RÉACTIONNAIRE, MAIS LES FEMMES, LES POPULATIONS INDIGÈNES ET LES MINORITÉS SEXUELLES



Des hommes accusés d'appartenir au gang MS-13, lors de leur procès, au Centre de confinement de Tecoluca (Salvador), le 28 avril.
MARVIN RECINOS/SPF

Un point de passage près du fossé construit par le Chili à la frontière avec la Bolivie, le 28 avril.
TAMARA MEDINO
POUR « LE MONDE »



« La vague réactionnaire dans le monde est due en partie au fait que les systèmes démocratiques ont intégré des groupes qui avaient été historiquement marginalisés dans le passé, pointe Cristóbal Rovira Kaltwasser. En Europe, ce sont les migrants. » En Amérique latine, à l'exception du Chili, ce ne sont pas les étrangers qui sont visés par l'extrême droite, mais les femmes, les populations indigènes et les minorités sexuelles. À mesure que les sociétés devenaient plus libérales, avec de plus en plus de personnes favorables au mariage entre partenaires de même sexe ou à l'avortement légal, et que ces groupes obtenaient davantage de droits, « certains secteurs socio-économiques y ont vu des concessions faites à des minorités privilégiées alors qu'eux-mêmes perdaient du pouvoir d'achat », explique Lisa Zanotti, de l'université chilienne Diego-Portales et elle aussi chercheuse associée à l'Ultra-Lab. « Plus autant, ajoute-t-elle, le ressentiment est pour culturel qu'économique : ceux qui se sentent lésés ressentent surtout que leur identité est remise en question. Et cela concerne en premier lieu les jeunes hommes blancs, qui sont ceux qui votent le plus à l'extrême droite. »

Le vote d'adhésion, c'est-à-dire celui des personnes totalement alignées sur les idées des dirigeants d'extrême droite, ne représente néanmoins pas plus de 30 % des électeurs. En Argentine, Javier Milei n'a pas tant été élu sur ses idées conservatrices que sur sa promesse d'en finir avec l'inflation et avec la « caste politique ». Au Chili, José Antonio Kast est d'abord attendu sur la réduction de l'insécurité et l'amélioration de la situation économique.

L'INFLUENCE DE DONALD TRUMP

« Il y a toujours eu des votants avec des positions très extrêmes, sur l'immigration en Europe ou sur les sujets liés au genre en Amérique latine, rappelle M. Rovira Kaltwasser. La nouveauté, c'est qu'aujourd'hui certains dirigeants politiques mettent en avant certaines idées, qui sont d'ailleurs en vogue à l'échelle mondiale, et parviennent à mobiliser certaines franges de la population qui, auparavant, ne votaient pas ou votaient pour les acteurs de la droite traditionnelle. »

Le contexte international a contribué à la montée en puissance de ces courants extrémistes. En Amérique latine, cette poussée a été favorisée par trois phénomènes : d'abord, la première élection de Donald Trump à la tête des États-Unis, en 2016, qui a donné une

légitimité à des personnalités aussi hystériques que Jair Bolsonaro ou Javier Milei. « Trump a ouvert le champ des possibles, estime Ariel Goldstein. Il a permis à Bolsonaro de se dire : je peux être le Trump brésilien. » Ses derniers mois, l'influence du président américain, jusque-là symbolique, a été beaucoup plus concrète en Argentine et au Honduras : en octobre 2025 puis en janvier, Donald Trump a conditionné l'aide économique américaine à la victoire de l'extrême droite dans les scrutins respectifs de ces deux pays – les législatives argentines, avec le parti de Javier Milei, La Libertad avanza [La liberté avance], et la présidentielle hondurienne, avec le candidat conservateur Nasry Asfura. Tous deux l'ont emporté.

Deuxième source d'inspiration : Nayib Bukele. Avec l'efficacité de sa politique sécuritaire et ses taux de popularité saisissants malgré ses dérives libérales, le président salvadorien a convaincu que les populations sont prêtes à troquer l'État de droit contre la promesse d'une tranquillité retrouvée et a montré qu'il n'y a pas de risque majeur à se montrer de plus en plus autoritaire et radical. Ainsi, le président équatorien, Daniel Noboa (élu en 2023 après une crise politique puis réélu en 2025), au départ centriste, a peu à peu pris un virage autoritaire face à l'explosion de la criminalité : militarisation des forces de sécurité et imposition d'états d'urgence, affrontement avec la Cour constitutionnelle, qu'il a traitée d'ennemie du peuple pour ne pas avoir validé certaines de ses réformes, licenciements massifs de fonctionnaires, loi pour contrôler le financement des ONG sous prétexte de lutte contre le blanchiment, lancement de projets extractivistes dans des zones protégées. Et lui aussi a inauguré, en novembre 2025, une prison de haute sécurité inspirée de celle de Javier Bukele au Salvador.

Enfin, des réseaux d'appui transnationaux permettent l'échange d'idées et de savoir-faire sur des stratégies électorales, des pratiques de marketing ou d'utilisation des réseaux sociaux : depuis 2020, le parti espagnol Vox a créé le Forum de Madrid puis d'autres rendez-vous lors desquels se retrouvent les extrêmes droites européennes et américaines – y compris des membres du Parti républicain états-unien. Aux États-Unis, les conférences d'action politique conservatrice (CPAC), organisées chaque année depuis

1974, sont aussi l'occasion d'échanges. « L'identité de cette extrême droite latino-américaine, explique Ariel Goldstein, s'est largement forgée dans ces forums, autour de l'idée de « Dieu, patrie et famille », slogan utilisé par Bolsonaro pour sa campagne, et repris par Milei » ou encore par le président bolivien, Rodrigo Paz, au moment de sa prestation de serment, le 6 novembre 2025.

Pour autant, les dirigeants d'extrême droite latino-américains n'ont ni les mêmes styles ni les mêmes origines. Difficile de mettre sur le même plan un Javier Milei, proffrant à longueur de temps insultes, grossièretés et attaques personnelles, vêtu d'un blouson de cuir et la chevelure ébouriffée, et un José Antonio Kast, poli, cravaté, soigneusement peigné et ne haussant jamais le ton. « En Amérique latine, on perd parfois de vue l'essentiel et on pense qu'être d'extrême droite, c'est se comporter comme Trump ou comme Milei, mais le fait qu'un acteur soit d'extrême droite dépend avant tout des positions idéologiques qu'il défend et de son degré de radicalité, souligne Cristóbal Rovira Kaltwasser. José Antonio Kast et Donald Trump, bien qu'ayant des styles très différents, partagent les mêmes idées. »

DES MODÉRÉS QUI SE RADICALISENT

De même, les dirigeants d'ordre économique entre ces différents acteurs ne sauraient occulter l'ancre idéologique de ces dirigeants à l'extrême droite. Si Donald Trump érige des barrières protectionnistes quand Javier Milei ou José Antonio Kast prônent un libéralisme radical, ces nuances tactiques ne changent rien à la nature profonde de leur projet politique. Et c'est bien difficilement que le président américain va pouvoir convaincre ses alliés dans la région de rompre leurs relations avec la Chine, devenue premier partenaire commercial de nombre d'entre eux – pendant sa campagne en 2023, Javier Milei avait multiplié les invectives contre les « communistes assassins » de Pékin avant de reconnaître qu'il s'agissait d'un « partenaire commercial très intéressant ».

Cette plasticité politique se retrouve dans leurs trajectoires individuelles, souvent partant de courants divergents, mais qui témoignent en réalité de la capacité d'adaptation de l'extrême droite : Jair Bolsonaro vient du monde militaire, Javier Milei est un économiste, Daniel Noboa est le fils d'un des plus grosses fortunes du pays, José Antonio Kast a effectué une longue carrière de député de la droite traditionnelle, et Nayib Bukele, lui, est issu... d'un parti de gauche anciennement guérillero, le Front Farabundo Martí pour la libération nationale.

Le président salvadorien n'a adopté un profil d'extrême droite que par stratégie et opportunisme. Pendant sa première campagne présidentielle, en 2019, il se présentait même comme une figure progressiste, promettant des avancées concernant les droits des femmes et des homosexuels, avant de se remiser définitivement. Fin 2025, le gouvernement a interdit l'utilisation dans les écoles du langage inclusif et de termes comme « féminisme », « orientation sexuelle » ou « diversité ». Récemment, un groupe de juristes indépendants a publié un rapport estimant que des « crimes contre l'humanité » sont commis au Salvador dans le cadre du « régime d'exception ».

Comme en Europe, de nombreux dirigeants issus d'une droite plus modérée se sont, eux aussi, radicalisés au fil des mois. « Les droites traditionnelles ne savent pas comment se positionner et comment sont devant l'erreur d'essayer d'imiter l'extrême droite, alors que cela ne leur fait légitimer cette dernière », rappelle Cristóbal Rovira Kaltwasser. Daniel Noboa en Équateur, Rodrigo Chaves en Costa Rica, Santiago Peña au Paraguay, Rodrigo Paz en Bolivie, José Luis Mulino au Panama ou Luis Abinader en République dominicaine n'affichaient, au début de leur mandat, ni les discours ni l'apparence de l'extrême droite. On les a pourtant tous vus le 7 mars, avec M.M. Milei, Kast, Bukele, Asfura – ainsi que les dirigeants du Guyana, Jeevan Ali, et de Trinité-et-Tobago, Kamla Persad-Bissessar, tous deux issus du centre gauche – aux côtés de Donald Trump à Miami (Floride), pour le lancement du « Bouclier des Amériques ». Cette initiative de coopération militaire vise à lutter contre les organisations criminelles – et à contrer l'influence de la Chine sur le continent américain.

Depuis sa réélection en 2025, M.M. Persad-Bissessar s'est ralliée à la politique aggressive et à la rhétorique belliqueuse des États-Unis dans les Caraïbes et a applaudi les frapes extrajudiciaires contre des navires soupçonnés de transporter de la drogue – qui ont fait plus de 170 morts depuis le 2 septembre 2025 –, allant jusqu'à désirer que l'armée américaine « tue violemment » tous les trafiquants. Au sein de l'extrême droite latino-américaine,

Ariel Goldstein distingue deux grands courants : « La famille nationaliste et conservatrice, au sein de laquelle on peut placer Kast ou Bolsonaro. Et un courant de libéralisme économique radical ou libertarien, celui de Milei. » Mais, rappelle-t-il, « ces deux courants hétérogènes convergent et se soutiennent pour forger des projets politiques communs ». Kast et Bolsonaro sont aussi des défenseurs du néolibéralisme, et Milei s'appuie aussi sur le courant conservateur et nationaliste du catholicisme et du protestantisme évangélique. »

Selon Cristóbal Rovira Kaltwasser, c'est au contact d'acteurs argentins comme les essayistes d'extrême droite Agustín Laje et Nicolas Marquez, dont les ouvrages sont des best-sellers, mais aussi dans les forums internationaux comme le CPAC ou le Forum de Madrid, que Milei est passé de préoccupations purement économiques, avec une politique fondée sur la toute-puissance des marchés, le désengagement de l'État et les coupes budgétaires à la traque, connue, à une obsession pour la « nationalité culturelle », absente de ses premiers discours.

De même, il ne s'est attaqué aux étrangers (qui représentent 5 % de la population argentine) qu'après les mesures contre les migrants de Donald Trump aux États-Unis. « Loi et ordre pour faire que l'Argentine soit grande à nouveau », a posté sur X la sénatrice Patricia Bullrich, ancienne ministre de la sécurité de Javier Milei, après la présentation d'une réforme de la loi migratoire en juin 2025, reprenant au passage le slogan de Donald Trump, « Make America Great Again » (MAGA). Ces dernières semaines, la police argentine a effectué des opérations de recherche de sans-papiers, ce qui ne s'était encore jamais produit sur cette terre traditionnelle d'accueil.

La droite libérale de Nayib Bukele au Salvador ou la tentative de putsch au Brésil, en janvier 2023 – l'ex-président Jair Bolsonaro a été condamné en septembre 2025 à vingt-sept ans de prison pour avoir ourdi un coup d'État après sa défaite à la présidentielle d'octobre 2022 – appellent que le risque d'érosion démocratique est réel. Les enquêtes d'opinion témoignent d'une désaffection grandissante des Latino-Américains pour la démocratie, qui n'est plus vue comme pourvoyeuse de bien-être économique, de pouvoir d'achat et de sécurité : qu'importe, alors, le coût social d'une politique de choc – qu'elle soit sécuritaire comme au Salvador ou économique comme en Argentine – si c'est pour retrouver l'ordre et la stabilité.

L'EXCEPTION MEXICAINE

Cette dérive vers l'extrême droite est-elle inélectable en Amérique latine ? Un des plus grands pays de la région, le Mexique, dirigé par la gauche depuis 2018, offre pour l'instant un démenti. Même si ces personnalités telles qu'Eduardo Verastegui ou Ricardo Salinas Pliego tentent d'être entendus en ce qui concerne les droits sociaux, celle-ci peine à s'implanter dans le paysage politique. En Uruguay, le candidat d'extrême droite Guido Manini Ríos n'a obtenu que 2,61 % à la présidentielle de 2024 – contre 11,04 % cinq ans plus tôt – et c'est le candidat de gauche, Yamandú Orsi, qui a été élu président.

Deux élections présidentielles sont annoncées ces prochains mois : en Colombie en mai, et au Brésil en octobre. Dans ces pays, le président de gauche, Lula, tentera de briser un quatrième mandat, face à Flávio Bolsonaro, un des fils de l'ex-président d'extrême droite déchu, désormais en tête des sondages. En Colombie, les enquêtes d'opinion montrent que le candidat de gauche, Ivan Cepeda, s'inclinera au second tour, le 21 juin, face à l'importateur le plus riche des deux candidats de droite, Abelardo de la Espriella ou Paloma Valencia. « Une chose est sûre : les idées de l'extrême droite sont bien implantées au sein des sociétés latino-américaines, et il ne suffit pas d'un candidat comme Bolsonaro s'efface pour que ses idées disparaissent », note Cristóbal Rovira Kaltwasser. Pour l'heure, les électeurs ne semblent pas en vouloir à des dirigeants se disant nationalistes d'avoir applaudi à l'union sino-intervention armée états-unienne sur le sol vénézuélien et l'enlèvement du président Nicolas Maduro, le 3 janvier.

« Mais cette fusion avec le projet trumpiste est une arme à double tranchant, analyse M. Rovira Kaltwasser. Si elle galvanise leur base électorale à court terme, elle devient risquée à plus long terme, compte tenu de la hausse du prix du carburant, ces mêmes partisans pourraient finir par se rendre compte que le vrai responsable est Washington et contester l'agression de leurs dirigeants sur le président américain. » Un mois après son arrivée au pouvoir, José Antonio Kast en a déjà fait les frais avec une chute de sa popularité, passée de 50 % à 36 %, après une hausse historique des prix de l'essence. ■

ENTRETIEN

BERLIN - correspondante

Ancienne haut fonctionnaire au ministère des finances allemand, Philippa Sigl-Glöckner, 35 ans, est la fondatrice et directrice du cercle de réflexion Dezerat Zukunft, proche des idées sociales-démocrates.

En mars 2025, le chancelier Friedrich Merz a saisi adopter une réforme historique pour permettre à l'Allemagne de financer son réarmement et la modernisation de ses infrastructures par l'endettement. Peut-on dresser un premier bilan ?
Les dépenses consacrées à la défense et aux infrastructures ont considérablement augmenté. De ce point de vue, la promesse a été tenue. Mais, à mon sens, deux problèmes se posent. Le principal est que ces mesures, nécessaires, ne généreront pas de croissance – ou pas suffisamment pour compenser les problèmes structurels auxquels est confronté le modèle économique allemand. Pour générer de la croissance, il faut également stimuler les investissements privés. Or, ce n'est pas ce que nous observons.

Le second problème est qu'il existe un mécontentement face à la manière dont l'argent est dépensé. Une partie de ces fonds a été détournée vers le budget général pour combler des déficits. C'était prévisible, car les déficits budgétaires ne disparaissent pas tout seuls. Mais personne ne voulait en parler lors de la réforme du frein à l'endettement, en 2025. En conséquence, l'Allemagne est enlisée dans un débat sur l'interprétation juridique de la notion d'« investissements supplémentaires » au lieu de débattre de la question centrale : la croissance et l'avenir de notre modèle économique.

Comment réinventer le modèle allemand ?

L'Allemagne ne produit plus d'innovations révolutionnaires. Depuis 1945, elle s'est concentrée sur la vente et l'exportation de produits inventés avant la guerre, comme font nous-mêmes (les économistes) Paula Nagler et Wim Naué. Ce modèle a bien fonctionné pendant longtemps : nos voitures et nos machines se vendaient partout dans le monde. L'ouverture du marché chinois nous a offert vingt années de croissance supplémentaire et a fait de nous un champion mondial de l'exportation.

Puis la pandémie de Covid-19 a marqué un tournant. Alors que la Chine accélérât et commençait à conquérir le marché mondial produit par produit, ici, tout a ralenti. L'Allemagne ne peut pas rivaliser avec la Chine sur les prix, la seule voie à suivre est de miser beaucoup plus sur l'innovation. Or, les fonds publics destinés à la recherche et au développement sont orientés vers l'innovation incrémentale (qui améliore un produit déjà existant) et les PME industrielles plutôt que vers les jeunes entreprises développant des technologies de pointe. Aux États-Unis, une grande partie des fonds est dirigée vers les start-up et les entreprises technologiques, c'est un héritage de la guerre froide. Pratiquement aucune technologie majeure n'aurait pu se développer sans le soutien du gouvernement américain à ses débuts. L'Allemagne ne dispose même pas d'un indicateur permettant de suivre les montants investis dans les technologies émergentes ou disruptives.

La hausse des prix de l'énergie n'est-elle donc qu'un facteur aggravant dans la crise actuelle ?

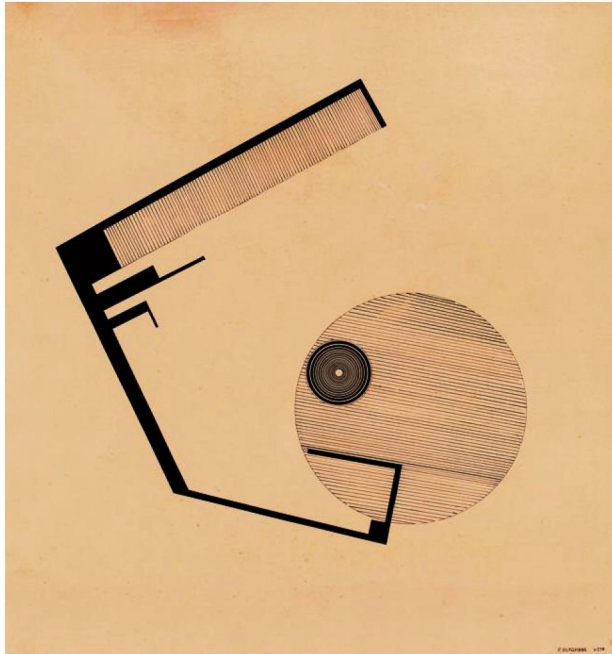
Ce n'est pas le cœur du problème. Je suis toujours surprise de la place que l'énergie occupe dans le débat public. Les coûts énergétiques représentent 5 % du chiffre d'affaires de l'industrie de l'aluminium. Pour les produits chimiques de base comme l'ammoniac, c'est 9 %, et c'est la part la plus élevée. Même pour les constructeurs automobiles, l'énergie représente environ 1 % du chiffre d'affaires. En réalité, ce n'est significatif que pour une très petite fraction des entreprises.

Cela pèse également sur les ménages...

Oui, mais l'essentiel des politiques de soutien cible les industriels à forte intensité énergétique. Le discours politique se concentre sur des entreprises comme les usineries, mais même pour un boulanger industriel, l'énergie ne représente que 3 % du chiffre d'affaires. Quand on a la Chine en face, qui produit des voitures pour un coût inférieur de 30 %, la véritable menace n'est pas l'énergie. Pourtant, en Allemagne, les subventions énergétiques s'élèvent à 40 milliards d'euros par an, soit environ 8 % du budget fédéral. C'est considérable, surtout comparé au soutien des budgets budgétaires actuelles du pays. Cela impose des coupes budgétaires généralisées, alors qu'il ne s'agit pas d'investissements d'avenir.

La croissance de l'industrie de la défense en Allemagne peut-elle compenser le déclin du secteur automobile ?

Je ne pense pas, même si une partie des capacités peut être réorientée. Les échelles sont



Philippa Sigl-Glöckner « L'Allemagne ne produit plus d'innovations révolutionnaires »

L'économiste estime que le modèle industriel de son pays, à bout de souffle, ne mise pas assez sur les technologies de pointe et reste plus que jamais menacé par la concurrence chinoise

complètement différentes. Aujourd'hui, environ 17 000 personnes produisent des armes et des munitions, soit 50 % de plus qu'en 2015. Mais le secteur automobile emploie des centaines de milliers de personnes – 1 million même, selon le périmètre retenu. La défense ne pourra remplacer qu'une fraction des emplois perdus dans l'automobile. Je crains que nous ne soyons au début d'une vague de désindustrialisation similaire à celle qu'on connaît d'autres pays européens au début des années 1990. J'espère me tromper.

Les centaines de milliards dépensés pour la défense depuis 2022 sont-ils bien investis ?

Une grande partie des fonds approuvés jusqu'à présent a servi à combler des lacunes d'investissement passées : achat d'avions, d'hélicoptères, de chars, de munitions, etc. Cela ne me semble pas dénué de sens. Trois aspects m'inquiètent toutefois : la pression pour dépenser va croître à l'avenir. Pour atteindre un objectif de 3,5 % du produit intérieur brut d'ici à 2029, le gouvernement doit dépenser 90 milliards d'euros supplémentaires chaque année. A mes yeux, ce n'est pas réaliste. Cela impliquerait de signer dès à présent un nombre considérable de contrats d'armement, pour commencer à les payer d'ici à cette date. Or, les principaux contrats sont déjà signés. Le risque est celui d'une pression croissante pour dépenser l'argent sans que des projets bien pensés ne viennent le justifier. C'est la recette idéale pour des dépenses inutiles et des prix très élevés imposés par des industriels en situation de monopole ou d'oligopole.

Deuxièmement, le gouvernement met-il suffisamment l'accent sur l'excellence technologique et l'innovation ? Très peu d'informations à ce sujet sont rendues publiques.



Philippa Sigl-Glöckner.
ANNA KANGEL

Enfin, dépenser intelligemment exigera des procédures beaucoup plus rapides à l'avenir. Cela s'accorde mal avec l'accent mis actuellement par le gouvernement sur des contrats à long terme avec des cycles de livraison plutôt longs.

Le Bundestag ne contrôle-t-il pas ces dépenses ?

Il peut examiner tous les contrats d'armement dépassant 25 millions d'euros. Mais dans les faits, les députés ont intérêt à se concentrer sur la création d'emplois dans leurs circonscriptions. Leur implication ne débouche donc pas toujours sur des décisions plus stratégiques. De plus, l'Allemagne n'a pas d'approche stratégique du budget, consistant par exemple à relier la défense à la politique économique. Le budget compte 3500 pages et presque personne n'en comprend le contenu. Dans le passé, seul comptait le respect du frein à l'endettement, inscrit dans la Constitution. En conséquence, les capacités d'analyse sur l'efficacité des dépenses se sont atrophiées. Même la Bundesbank [la banque centrale de l'Allemagne] reconnaît avoir du mal à estimer avec précision l'encours de la dette publique.

L'Allemagne a-t-elle besoin d'une vague de réformes, comme à l'époque de Gerhard Schröder (1998-2005) ?

Le contexte était alors très différent. La Chine venait d'entrer sur le marché mondial et achetait tout ce que nous produisions. Les réformes Schröder faisaient sens, car elles ont rendu nos entreprises plus compétitives en assouplissant le marché du travail. Aujourd'hui, la situation est plus complexe : baisser les impôts et réformer le droit du travail ne suffira pas. Nous devons avoir quelque

« Sans titre, B277 » (1930).

Encre d'Inde sur papier.
COURTESY ESTATE BERGMANN-MICHEL ET
GALERIE ÉRIC MOUCHEZ, PHOTO
BERTRAND MICHAU © ADAGP, PARS, 2026

Née en 1896, Ella Bergmann-Michel entre en 1914 à l'école des beaux-arts de Weimar, l'une des rares à accepter les femmes en Allemagne à l'époque. Elle y rencontre son mari, le futur artiste et architecte Robert Michel, avec qui elle participe à la création de la section dada de Weimar. Le couple quitte la ville pour s'installer dans un moulin près de Francfort au début des années 1920, et Ella Bergmann-Michel, également photographe, développe alors ses créations, caractérisées par une grande précision. Elle analyse dans ses œuvres le mouvement des machines, le spectre chromatique, la perception du paysage et celle des visages. Déclarée « artiste dégringolée » en 1933 par les nazis et interdite d'exposition, Ella Bergmann-Michel ne reprend ses activités artistiques qu'en 1945. Morte en 1971, elle reste une des artistes allemandes les plus méconnues de l'entre-deux-guerres.

chose à vendre. Sinon, toutes ces mesures incitatives seront inutiles. Les coûts de main-d'œuvre en Allemagne sont cinq fois plus élevés qu'en Chine et environ vingt fois plus élevés qu'au Maroc, nous ne pouvons pas gagner la bataille des coûts.

La seule façon de préserver notre niveau de vie est d'être à la pointe de l'innovation. Notre modèle doit être moins axé sur les exportations et davantage tourné vers les services, en suivant par exemple ce qui a été fait en Suède, qui disposait d'une base industrielle lourde et a réussi à se réorienter vers des services à forte valeur ajoutée, notamment technologiques.

L'Allemagne devra-t-elle se contenter d'une croissance plus faible ?

Nous n'atteindrons probablement plus 3 % de croissance, mais il reste un potentiel à exploiter. De nombreuses femmes aimeraient travailler davantage, mais ne le peuvent pas faute de structures d'accueil pour leurs enfants. Et il reste tant à faire : l'Allemagne doit moderniser massivement ses services publics, enfin construire suffisamment de logements, décarboner et revenir à la pointe de l'innovation. Le déficit d'investissement dans l'éducation entre 2025 et 2030 s'élève à 127 milliards d'euros. Chaque année, 800 000 enfants entrent à l'école. Si vous en perdez 50 %, vos chances de trouver un Einstein sont également réduites de moitié. Ce capital humain ne doit pas être gaspillé.

L'industrie a historiquement constitué la base électorale du Parti social-démocrate. Quelles peuvent être les conséquences politiques d'une Allemagne en voie de désindustrialisation ?

Nous assistons déjà à un glissement vers l'extrême droite, qui pourrait se poursuivre. Si l'on perd l'espoir que la démocratie répond à nos attentes, pourquoi la soutenir ? Il est essentiel de conserver des emplois de qualité en Allemagne, ce qui ne doit pas être confondu avec une augmentation des subventions énergétiques. Si les entreprises très consommatrices d'énergie n'ont pas de croissance en Allemagne, elles utiliseront ces subventions pour investir ailleurs, ou verser des dividendes à leurs actionnaires.

Aucune de ces deux options ne contribue à maintenir des emplois de qualité en Allemagne. Au contraire, nous devons revoir notre modèle de manière plus fondamentale, nous demander si le système actuel, dans lequel nous nous-investissons dans notre propre économie, mettons à rude épreuve les ressources humaines et les services publics et dépendons de la demande étrangère, est vraiment optimal. Je ne le crois pas, et je pense également qu'il existe un groupe important qui en est conscient : les femmes. Ce sont elles qui sont quotidiennement touchées par le déséquilibre de notre économie dépendante des exportations. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ELSA CONESA

Georg Baselitz

Peintre et sculpteur allemand

Le peintre, sculpteur et graveur allemand Georg Baselitz est mort, jeudi 30 avril, à l'âge de 88 ans. Figure majeure de l'art contemporain, il était le représentant le plus puissant de l'expressionnisme, indifférent aux courants qui ont dominé la deuxième moitié du XX^e siècle en Europe et aux États-Unis.

Hans-Georg Bruno Kern naît le 23 janvier 1938, près de Dresde, dans le village de Deutschbaselitz, où il passe le début de son enfance et dont il reprendra en partie le nom pour en faire son pseudonyme en 1961. Son père est l'instituteur du village et membre du parti nazi, conformément à son statut de fonctionnaire, puis soldat dans la Wehrmacht durant la seconde guerre mondiale, où il est blessé et fait prisonnier. A la fin de la guerre, en 1945, l'enfant de 7 ans voit Dresde anéantie par les bombardements et la population civile fuir l'Armée rouge. A son retour, son père est privé de sa charge d'enseignant en raison de son engagement nazi.

En 1950, la famille déménage à Kamenitz, ville natale de la mère, et l'adolescent s'initie à l'art en prenant ses modèles dans la peinture réaliste du XIX^e siècle allemand. Vers 1952, il prend ses premiers cours de dessin. Refusé à la Kunstakademie de Dresde en 1955, il est admis l'année suivante à celle de Berlin-Est, où il rencontre Ralf Winkler - devenu plus tard le peintre et sculpteur A. R. Penck (1939-2017) - et se lie d'amitié avec lui. Tous deux se réfèrent à leur héros, Picasso, qu'il oublie que, depuis 1931, Picasso est proscrit à l'Est au nom du réalisme socialiste. Ils sont donc exclus de l'école et Baselitz passe à Berlin-Ouest.

Admis à l'École des beaux-arts dans la classe de Hans Trier (1915-1999), alors renommé pour sa peinture abstraite, il découvre ce qui deviendra l'autre côté de la frontière : les avant-gardes artistiques, littéraires et musicales. Il lit Anton Artaud (1896-1948) et Samuel Beckett (1906-1989), se lie avec des condisciples, dont Eugen Schönebeck, et une étudiante, Elke Kretschmer, qu'il épouse en 1962 et restera sa vie durant son interlocuteur et son modèle principal. Il continue son éducation moderne dans les revues et les expositions. Il visite la Documenta 2 (exposition) à Kassel en 1959 puis, en 1960, Amsterdam, où il a la révélation de Chaim Soutine.

Des figures humaines abrégées
Le voici à Paris en 1961. S'il se rend au Louvre, le musée Gustave-Moreau le retient aussi, et il découvre Francis Picabia, le jeune Fautrier, Henri Michaux ou Jean Dubuffet. Des décennies plus tard, il évoquait avec précision et plaisir cette formation parisienne et sa lecture de Jean Genet ou de La Gana (1958) de Fred Dux, autobiographie dont la dureté ne pouvait que lui rappeler sa jeunesse. Jusqu'à son itinéraire est comparable à celui de l'autre grande figure contemporaine de l'art allemand, Gerhard Richter. Ils ont en commun l'expérience d'être à l'école de l'III^e Reich, leur rejet du système d'éducation institué en République démocratique allemande (RDA) sur le modèle soviétique, le passage à l'Ouest et le rattrapage de tout ce qu'ils ont été condamnés à ignorer auparavant.

En parallèle, à l'arrière-plan à néan-

moins, commence la série des *Fotobilder* (photoprintures) en grisaille ou le signe d'un «réalisme capitaliste» qui est la variante ouest-allemande du pop art. Au même moment, Baselitz dessine et peint des figures humaines abrégées et malaxées. Antonin, toile de 1962, est un charnier nocturne.

Face à une situation artistique qu'ils jugent trop calme et armés-que, Baselitz et Schönebeck écrivent en octobre 1961 le *Premier Manifeste pandémique*, où se percutent la dénonciation de la dénazification superficielle de l'Allemagne, le mur de Berlin et des références à Artaud et Lautréamont. Mais l'exposition que le *Manifeste* annonce n'a aucun retentissement. Baselitz se replie sur des petits boulots, d'autant que son épouse donne naissance à leur fils Daniel en juillet 1962.

La notoriété vient l'année suivante, par un scandale. En octobre 1963, Michael Werner ouvre sa galerie berlinoise avec des Baselitz. Parmi les œuvres, une grande toile dont le titre est *Die grosse Nacht im Eimer* («La Grande Nuit foutue»). Dans un lieu sombre, un adolescent torse nu portant la culotte verte des Jeunes filles hitlériennes masturbe un sexe démesuré. Son visage à des ressemblances avec celui d'Hitler, notamment la mèche et les yeux, bien que Baselitz ait martelé sa face de taches. La police saisit la toile ainsi qu'un nu masculin, pour attentat à la pudeur. Suit un procès où le vrai sujet, le nazisme, est esquivé.

Cette toile s'inscrit dans un ensemble : des fragments de corps humains, en mémoire de Géricault (1791-1824), et des visions entre onirisme et symbolisme. *La Femme au fouet* (1964-1965) flanqué d'une sorte de rat ithyphallique dans un paysage de calvaires, *L'Arbre* (1966) saignant comme un homme blessé et, de grand format, *Les Grands Amis* (1965) perdus dans les ruines et la nuit, un drapeau à leurs pieds. Pas plus que les précédentes, ces œuvres n'ont de succès : cet art est trop éloigné des modes - pop art et minimalisme - et trop sévère pour plaire.

En dépit de son isolement, Baselitz continue ses expériences picturales. D'abord avec ce qu'il nomme en 1966 les «tableaux fracturés», où les figures sont divisées en bandes horizontales, ce qui provoque décalages et ruptures dans les contours. Puis les dislocations s'accroissent, jusqu'en 1969. Cette date est la deuxième qui marque un moment décisif : par une décision sur laquelle il n'est plus que rarement revenu, Baselitz retourne le motif, inversant le haut et le bas. Le premier motif ainsi traité est *L'arbre de La Forêt sur la tête* (1969).

Maintes fois appelé à s'expliquer sur ce point, Baselitz l'a justifié par la nécessité de rompre avec les habitudes les plus anciennes de la peinture : «C'est *hierarchie* dans laquelle le ciel se trouve en haut et la terre en bas n'est de toute façon qu'une convention à laquelle on n'est pas du tout tenu de croire, en dit-il plus tard. Tout ce qui compte pour moi, au fond, c'est la possibilité de continuer à peindre des tableaux.» Cette inversion suppose en effet d'inventer une nouvelle manière de composer et de poser les couleurs, un exercice mental et visuel inconnu. Il n'est cependant pas certain que l'on doive se satisfaire de cette explication technique. La série des portraits à l'envers exécuté en 1969, le Premier



Dans son studio, à Ammersee (Allemagne), le 24 juin 2025. LÉTTITIA WANGON/NYF-REDUX/REA

étant celui d'Elke, le montre apprenant à peindre ainsi. Mais d'autres sujets ne sont pas neutres : des paysages industriels, des forêts, un faucon, un aigle. Les forêts sont un des mythes essentiels de la culture germanique, du XX^e siècle au romantisme ; des usines parmi des bouleaux font penser à d'autres bâtiments à l'écart et l'aigle est le symbole national.

D'artiste mal-aimé à star
Au long des années 1970, la manière de travailler change : si les plus anciennes figures inversées sont traitées de façon assez détaillée, celles qui leur succèdent se réduisent à des traces sommaires. *Le Nu féminin allongé* et *Le Nu masculin noir*, tous deux de 1977, infligent à la forme humaine des sévices sacrilèges. Des lors, peinture, dessin et gravure de Baselitz sont dits *néo-expressionnistes* - d'un expressionnisme satirique ou tragique selon les moments et humeurs. Que les formes soient à la plage ou à vélo, que les hommes boivent, mangent une orange ou dorment, ils se défont en taches aux contours à peine suggérés, que traversent souvent ou recourent des tracés noirs. Les jaunes, les rouges, les bleus sont poussés au plus haut degré d'intensité et les formats grandissent, ce qui en accroît la puissance expressive. Ainsi des *Filles d'Olmo* (1981) ou d'*Aigle dans la fenêtre* (1982), entre bien d'autres.

Cet expressionnisme attire enfin les regards et, en moins d'une décennie, Baselitz passe de l'état d'artiste mal-aimé à celui de star internationale. Son mode de vie s'en ressent. En 1975, il acquiert le château médiéval de Dierneburg, près de Hanovre. Il répartit ses ateliers par techniques et déploie les trois collections qu'il est en train

- 23 JANVIER 1938** Naissance à Deutschbaselitz (Allemagne)
- 1963** Son exposition dans une galerie de Berlin provoque un scandale avec le tableau «Die grosse Nacht im Eimer» («La grande nuit foutue»)
- 1969** Commence à inverser le haut et le bas dans ses tableaux
- 2005** Début de la série des «Remix»
- 2021-2022** Rétrospective au Centre Pompidou, à Paris
- 30 AVRIL 2026** Mort

de constituer : une de ses contemporains, par achats ou échanges, une d'art africain ancien et une troisième consacrée à la gravure maniériste, qu'il découvre à Florence en 1965. Les salles sont vastes, les couleurs nombreuses et longs. Il y demeure jusqu'en 2005, date de la vente du château et de son installation sur le bord de l'Ammersee, en Bavière, dans une maison atelier conçue par les architectes Herzog & de Meuron. Les expositions se multiplient en Europe et aux États-Unis.

Deuxième remarque à propos de ce style : Baselitz en désigne les affiliations historiques. *Souper à Dresde* (1983) et d'autres toiles de cette année rendent hommage à Edvard Munch et au groupe Die Brücke, qui surgit à Dresde en 1905 avec Ernst Ludwig Kirchner ou Erich Heckel. Plus tard, en 2018, quand il dessine son panthéon, on y trouve Kirchner et Heckel à nouveau, Karl Schmidt-Rottluff, Arnold Schönberg, Franz Marc, mais aussi Henri Rousseau ou Marcel Duchamp. Des allu-

sions à la peinture toscane et siennoise, à Gustave Courbet, Edouard Manet ou Willem De Kooning affleurent parfois. A partir de 2005, il soumet son propre travail à réexamen : la série intitulée *Remix* récapitule ses toiles historiques dans des versions différentes des originales. *De La Grande Nuit foutue*, l'aggrave l'obscénité et rend plus explicite la ressemblance de l'onaniste avec Hitler.

Compagnonnage avec Picasso
Autre retour vers le passé, politique celui-ci : son travail sur l'histoire allemande, quand Baselitz, suivant en cela l'exemple des artistes de Die Brücke, se fait sculpteur sur bois. En 1980, il est invité à partager le pavillon allemand à la Biennale de Venise avec Anselm Kiefer. Celui-ci a les murs et Baselitz le sol. Il y pose *Modèle pour une sculpture*. D'une posture s'arrache un homme nu. La partie inférieure du corps est encore prise dans la masse, mais le buste et la tête s'en dégagent, découpés au ciseau et rehaussés de peinture. Le bras gauche est plaqué contre le torse, le droit est dressé à l'oblique, les doigts serrés à l'exception du pouce. Scandale : en dépit des dénégations de l'artiste qui affirme avoir voulu faire allusion à la statue lobi d'Afrique de l'Ouest, critiqué et publié y voyent un salut nazi, provocation d'autant plus cruelle que le pavillon allemand, de style néoclassique, a été inauguré par Hitler en 1938 en compagnie de Mussolini.

A lors que cette polémique vaut à l'artiste un surcroît de notoriété, *Modèle pour une sculpture* apparaît comme la première d'une suite de sculptures, de plus en plus monumentales. Il y a d'abord les hommes grotesques de 1982-1985, dont la taille monte au-delà

de 2 mètres, et, dans leur continuité des figures telles que *Peut-être chose zéro* (2009), caricature d'un homme bleu coiffé d'une casquette trop grande. Il y a surtout, dans la première moitié des années 1990, la suite des *Femmes de Dresde*, têtes taillées dans le bois, incisées de cicatrices et peintes d'un jaune intense, hommage à celles qui, après le bombardement de la ville, en nettoyèrent les ruines. Autre allusion à l'histoire : de 1998 à 2005, les *Russenbilder* («Tableaux russes») représentent, agrandies, renversées et tatouées de points colorés, les images du réalisme socialiste que Baselitz a vu ébranler en RDA. Lénine, Staline, les icônes de la propagande soviétique ressurgissent, quelques années après la fin de la RDA et la réunification allemande.

L'œuvre ultime est marquée par le surgissement de très grandes toiles habitées par des spectres. En 2015, à la Biennale de Venise, sont révélées les huit figures très colorées sur fond noir, de la série *Avignon* (2014), qui apparaît comme l'un de ses chefs-d'œuvre. Le compagnonnage avec Picasso continue en 2021-2022 avec des variations à partir de *L'Urbaine* (1942), de plus en plus sombres et funèbres, alors que d'autres, plus légères et dansantes, font allusion à la dadaïste Hannah Höch (1889-1978) et incorporent des collages de bas. En dépit de son âge, les formats demeurent de grande taille. Contraint de se déplacer sur un fauteuil roulant, l'infaillible Baselitz réussit à en tirer un parti pictural : il circule sur la toile posée au sol et les roues tracent des réseaux de courbes dans la matière encore fraîche. Elles s'entrelacent autour de deux corps, toujours les mêmes, celui d'Elke et le sien. ■

En prison, des ateliers de rap jugés inutiles

Fred Musa, de Skyrock, et Mouloud Mansouri, de l'association Fu-Jo, ont vu leurs interventions annulées

ENQUÊTE

L'organisation de concerts de rap en prison était devenue pour lui un exercice bien rodé. Avec dix-sept ans d'expérience dans le domaine, Mouloud Mansouri, directeur de l'association Fu-Jo, savait tout : ce que chaque artiste et technicien invité par ses soins devait laisser à l'entrée, les conseils pour les préparer à leur intervention, ce qu'il faut dire ou ne pas dire, comment agir devant les détenus et comment travailler avec les surveillants.

Mais, depuis un an, plus de concerts. À la place, cet ambassadeur du rap en prison a dû s'habituer à la salle d'attente du ministère de la justice. Pour défendre l'utilité de ses ateliers d'écriture, de ceux de musique assistée par ordinateur, il se rendra pour la deuxième fois place Vendôme, le 22 mai. Son association, qui œuvre surtout dans les prisons du sud de la France – Toulon, Nice, Marseille et Lymnes (Bouches-du-Rhône) –, a vu sa convention signée il y a dix ans annulée par la nouvelle direction interrégionale (DI) des services pénitentiaires de Sud-Est - Marseille. Dans un courrier reçu le 8 avril, le directeur par intérim le remercie chaleureusement pour les « actions de grande ampleur menées depuis toutes ces années », et lui annonce aussi que la politique nationale pour encadrer les activités en prison a changé.

Mouloud Mansouri n'est pas le seul à être dépité. En octobre 2025, Fred Musa, animateur de l'émission « Planète rap » sur Skyrock et sur France TV, a vu son atelier radio prévu à la maison d'arrêt de Nanterre annulé deux jours avant sa tenue. Depuis dix ans, il organise des ateliers bénévolement pour des associations dans les prisons d'Ile-de-France. Son objectif : enregistrer une émission avec des journalistes et des personnalités. Fred Musa a eu beau activer tous ses contacts, de l'ancienne garde des sceaux Rachida Dati au député écologiste de l'Essonne Steeve Gustave, rien n'y a fait. Dans les prisons de France, les activités culturelles, les concerts de musique classique ou contemporaine, le théâtre, continuent, mais elles ont changé de modalités. Elles doivent se concentrer sur la pratique, et le choix d'accepter ou non des activités est décidé localement.

Note lapidaire

Interrogé sur l'arrêt des concerts et des ateliers de rap, le directeur de la justice renvoie vers l'administration pénitentiaire : « Ce n'est pas le genre musical qui détermine ou non la programmation d'une activité. Les activités que vous mentionnez ont été arrêtées car elles ne remplissent pas les objectifs de réinsertion des activités pénitentiaires ». Il est suivi de nombreuses plaintes des agents pénitentiaires concernant un manque de respect de la part d'un des protagonistes », répond-on au service de presse. Sans donner plus de détails ni de quel intervenant il s'agit.

Tout a commencé le 17 février 2025, lorsque le garde des sceaux, Gérard Darmanin, ordonne l'arrêt de toutes les « activités ludiques ou provocantes » en prison, soit que ce soit en concert ou pas le soutien scolaire, la langue française, le travail ou le sport. Une décision prise après que des détenus de la maison d'arrêt de Toulouse-Seysses ont refusé les soins du visage. « Il est hors de question d'avoir des activités ludiques qui choquent tous nos concitoyens », avait alors déclaré le ministre de la justice, interrogé sur le sujet à l'issue d'une visite du centre pénitentiaire de Conde-sur-Sarthe (Orne), transformé depuis en prison de haute sécurité pour



Fred Musa, Fabien Guizonne et le comédien Moussa Mansaly, à la sortie d'un atelier radio à la prison de Nanterre, en 2022. COLLECTION PERSONNELLE

les narco-trafiquants dangereux. Deux jours plus tard, une note lapidaire est adressée aux directeurs interrégionaux de l'administration pénitentiaire. De nombreuses activités sont déprogrammées : yoga dans les maisons d'arrêt d'Épinal, de Niort et de Carcassonne, danse orientale à Angoulême... Quant aux ateliers de rap de l'association Fu-Jo dans les prisons du sud de la France, ils sont aussi reportés jusqu'à nouvel ordre.

Le 25 février 2025, les DI employées par Mouloud Mansouri, ordonne l'initiation à la composition musicale et les rappeurs qui aiment les ateliers d'écriture sont priés de rester chez eux. Et déci-

son est prise : il n'y aura plus de concerts de rap en prison malgré les efforts de ce dernier pour convaincre des poids lourds du genre à venir y jouer gratuitement en 2026 : Orelsan, PLK ou SDM. C'est la première fois depuis qu'il a créé son association, il y a dix-sept ans, que ses activités sont annulées : « Il y a toujours eu des moments où il y a fallu que j'explique plus que les autres ce que je faisais et pourquoi je le faisais, déclare-t-il au Monde, mais, jamais, on ne m'avait appelé pour me dire : "Voilà Mouloud, tout est annulé parce que ton association et ce que tu représentes peuvent être considérés comme provocants et ludiques." » Son profil ne doit guère plaire à Gérard Darmanin : ancien dealer à Hyères (Var) qui, condamné en 1993 à dix-sept ans de prison pour trafic de stupéfiants et pour corruption de fonctionnaires – une peine réduite à quinze ans –, passera dix ans en détention grâce à deux remises de peine.

Passionné de hip-hop depuis son adolescence, Mouloud Mansouri est DJ. En 2005, il persuade le directeur du centre de détention de Val-de-Reuil (Eure) d'autoriser

l'introduction de platines vinyles en détention et convainc des artistes rap à venir jouer gratuitement en prison. « J'ai organisé des concerts alors que j'étais détenu. Je suis tombé sur des gens intelligents dans les directions de prison et dans les SPIP [service pénitentiaire d'insertion et de probation] qui ont cru en ces activités et en moi, souligne-t-il. Ça m'a permis de me réinsérer. » À sa sortie de prison, en 2008, il propose aux SPIP de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur des concerts avec des artistes de rap. Deux conditions sont posées : les intervenants doivent disposer d'un casier judiciaire vierge, et Mansouri, encore en liberté conditionnelle, n'entre pas dans les prisons.

Au fil des ans, l'association élargit son offre en proposant des ateliers d'écriture, de bande dessinée, de street art, de stand-up... En 2013, il organise un véritable festival en détention, avec le soutien de Marseille, capitale européenne de la culture cette année-là. La Shtar Academy (shtar, « prison » en arago, sur le modèle de la Star Academy, forme plusieurs détenus aux métiers du rap, leur fait enre-

gistrer un disque et les fait jouer à la maison d'arrêt d'Aix-Lyones (Bouches-du-Rhône). Il renouvellera l'expérience à la prison de Fresnes (Val-de-Marne), en région parisienne. L'enregistrement de l'album en 2022 donne même lieu à une série documentaire, *Cellule de rimes*, réalisée par Sarah Marx et Sadat Seydi, diffusée en octobre de la même année sur France TV.

À printemps 2025, Mouloud Mansouri reçoit l'autorisation de reprendre ses ateliers déjà programmés en attendant une réponse du Conseil d'État. Des associations qui organisent certaines activités supprimées et l'Observatoire international des prisons viennent de saisir la juridiction administrative. Selon eux, ces annulations sont illégales au regard de l'article L411-1 de la loi pénitentiaire, qui oblige toute personne détenue à « exercer au moins l'une des activités qui lui sont proposées dès qu'elle a pour finalité sa réinsertion ». Le 19 mai, la juridiction donne raison aux associations et rend « illégale » l'interdiction des activités dites « ludiques ».

En revanche, les activités dites « provocantes », de nature à por-

« Ces activités ont été arrêtées par l'administration pénitentiaire, car elles ne remplissent pas les objectifs de réinsertion »

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ter atteinte au respect dû aux victimes, peuvent être légalement interdites « en raison de leur objet, du choix des participants ou de leurs modalités pratiques ». Il revient aux directeurs d'établissement, sous contrôle du juge administratif, d'évaluer cette éventuelle atteinte. « Et le problème, c'est que c'est complètement subjectif », se désole Mouloud Mansouri. Dans la foulée, les subventions (ministère de la justice et direction régionale des affaires culturelles) pour son association sont divisées par deux, de 40 000 euros à 20 000 euros.

Subventions divisées par deux

Il s'interroge aussi sur la création de « super prisons » pour les criminels particulièrement dangereux liés au narco trafic. « On parle de ces prisons pour 200 narco-trafiquants sur 80 000 détenus. Qu'est-ce qu'on fait des 79 800 autres ? Est-ce qu'on annule l'article L411-1 du code pénitentiaire ? Et il n'y a plus d'obligations d'activité, plus d'obligation de s'insérer ? Si c'est ça, faisons-le, mais, faisons-le vraiment. Assurons que la prison n'est que punition et que le détenu qu'on envoie en prison ne sera jamais réinséré », s'insurge-t-il.

Pour répondre au ministre et faire entendre sa voix, Mouloud Mansouri rédige un *Manifeste pour l'accès à la culture dans les prisons*. Un plaidoyer essentiel pour la dignité et la réinsertion, publié le 2 octobre 2025 (éd. Louvue). Il l'envoie à Gérard Darmanin, à Rachida Dati, ancien ministre de la culture, et même à Nicolas Sarkozy, incarcéré le 21 octobre 2025 à la prison de la Santé à Paris. Pas de réponse. Entres-tiens, dans un mail que *Le Monde* a pu lire, le coordinateur culturel de la direction interrégionale de Marseille le prévient : « [En 2026], il y a peu de chances que nous continuions notre partenariat, faute de budget et parce que les orientations nationales ne nous permettent plus de proposer des concerts, notamment de rap... »

Mouloud Mansouri comprend qu'il lui faut convaincre directement Gérard Darmanin. Le 27 février, le ministre de la justice le reçoit place Vendôme. Lors de cet entretien, il défend son bilan et rappelle les contenus de vie des détenus. « Nous avons parlé pendant une heure. M. Darmanin a reconnu que mon association est un levier de réinsertion. Je suis sorti du rendez-vous optimiste, mais depuis la DI a pris les devants en décidant de ne plus travailler avec Fu-Jo. »

Le non-renouvellement de la convention entre la DI de Marseille et son association entraîne la suppression de toute subvention. Dans un courrier reçu le 8 avril, la DI lui indique que la politique nationale vise à recentrer les partenariats avec les associations sur des ateliers de pratique, que les décisions sont prises dès lors que les intervenants ont et qu'ils ne sont pas opposés à des actions ponctuelles. Tout repose dorénavant sur le ministre. Fred Musa, lui, est peu optimiste : « Les directeurs de prison, les directions interrégionales ont peur de l'opinion publique, de certains médias. Ils anticipent les réactions : "Les prisonniers s'amusent..." »

STEPHAN BINET

S E L E C T I O N A L B U M S



GUSTAV MAHLER
Intégrale des symphonies
(n°1 à 9)
Orchestre philharmonique tchèque,
Semyon Bychkov (direction).
Ce coffret de 11 CD propose les neuf symphonies que le compositeur viennois (1860-1911) a achevées (exit donc *Adagio* de la dixième). Fruit d'un travail approfondi d'une décennie entre les musiciens tchèques et Semyon Bychkov, elles ont été gravées à Prague, au Rudolfinum, entre 2018 et 2025. Nul n'ignore les affinités anciennes du chef d'orchestre russe, naturalisé américain, avec Mahler. En témoigne une vision d'un hédonisme tempéré, sans excès, soucieuse du détail, mais plus encore attachée à soutenir le courant vital de la musique. Les Tchèques ont gardé dans leurs veines les rythmes des danses populaires et les couleurs acidulées des vents de Bohême. Le chef en joue, et les en intégrant au maillage polyphonique, délivrant une magnifique leçon d'humanité. ■ **MARIE-AUDE ROUX**
Pentaton.



FAILURE
Location Lost
Le récent documentaire *Every Time You Lose Your Mind. A Film About Failure* rappelle à quel point ce groupe, en dépit d'une carrière erratique, laissa une empreinte non négligeable sur la scène rock alternative des années 1990. Séparé durant dix-sept ans, le trio californien, constitué de Ken Andrews (chant, guitare), Greg Edwards (basse) et Kelli Scott (batterie), a opéré un spectaculaire retour, en 2015, avec *The Heart Is a Monster*, supérieur même à leur disque de référence, *Fantastic Planet* (1996). *Location Lost*, leur septième opus studio, s'avère un modèle de sophistication en matière de guitares ténébreuses et atmosphériques, doublé d'un sens assuré de la mélodie — les arpegges en apesanteur de *The Air's on Fire* et *A Way Down*, ou le crescendo *The Rising Skyline*, chanté en duo avec Hayley Williams. Il n'est pas trop tard pour adhérer à cette formation méconnue. À l'intersection de The Cure, Quicksand et Radiohead. ■ **FRANCK COLOMBIANI**
Failure Records/Virgin Music Group.



PIGEON
Outtational
« Je suis le Gitan noir/Je suis le James Dean noir/ Mettez-moi en couverture de votre magazine ». Difficile de résister aux injonctions lancées en anglais par Falle Nioke sur *Black James Dean*, réjouissance postpunk à la ligne de basse effrénée. Sur les dix morceaux de son premier album, le quintette britannique déploie sa vision du groove, puisant à la fois dans le rock psychédélique, le dance-punk ou l'afrobeat. Ayant fui, en 2018, la Guinée pour rejoindre la cité paisible de Margate (à l'est de Londres), le chanteur alterne les paroles en anglais, en soudou, en peul et en malinké, les langues de son pays d'origine. Mélodies psyché et rythmiques débridées (les entraînant *Miami*, *Mirror Test* ou *Future Country*) côtoient des titres plus sombres mais pas moins enthousiasmants (*Caramel* ou *Today Is Another Day*). S'il ne fait pas encore la couverture des magazines, Pigeon mérite bien que l'on s'y attarde. ■ **ROMAIN GEOFFROY**
Memphis Industries/Bertus.



LANDY
Sombre mélodie
Landy fait partie des artistes du 19^e arrondissement de Paris qui donnent le tempo au rap français. Depuis 2019, il raconte ses histoires de rue, son quotidien de jeune Franco-Canolais sur des mélodies proches de la musique de ses parents. Pour ce quatrième album, riche d'une dizaine de morceaux, il invite son collègue Tikola, qui a ouvert la voie à Theora. Leur duo, *Romantic Kray*, est emblématique de l'humour de ce disque qui se veut mélancolique et dansant. Sur *R.I.P.*, Landy convie la jeune garde, de R2 — auteur du tube de l'été 2025, *Rainaut* — à Genézio, un raper des Yvelines. IDS (de L2B) croise le fer avec lui sur un très sombre *Ko Samui*. On lui préférera le solaire *Fast Life*, avec Kelback, ou bien le titre *Sincère*, où il sort de sa zone de confort et s'essaie à la composition, une musique électro planante des plus réussies. Comme quoi ce ne sont pas les mélodies les plus sombres qui lui vont forcément le mieux. ■ **STÉPHANIE BINET**
Verdansk/AllPoints.

☐ Lire aussi sur Lemonde.fr la sélection complète.

G A L E R I E



DANIEL SPOERRI
Galerie Vallois
Mort en 2024, l'artiste suisse Daniel Spoerri méritait bien la joyeuse rétrospective que lui consacre la galerie Vallois. Aussi facétieux qu'insaisissable, le signataire du manifeste des nouveaux réalistes fut tout à tour premier danseur de l'Opéra de Berne, metteur en scène de théâtre, poète concret, chineux au pinceau et restaurateur. Une quinzaine d'œuvres datées des années 1960 à 1990 réunies par la galerie suffisent à balayer le spectre de son travail. Clou de l'acchrochage, trois « tableaux-pièges », dont un exemplaire historique daté de 1963. À la fin des repas, cet homme amoureux autant des mets que des mots fixait les vestiges du festin en les collant au support : couverts abandonnés, emballages froissés, restes de nourriture. Des « natures mortes » qu'il redessait alors façon relief au mur. « *Tenter de renverser la table contribue à faire basculer le monde* », relève l'historienne de l'art Catherine Franchlin dans le catalogue. « *Ne prenez pas mes tableaux-pièges pour des œuvres d'art, insistait néanmoins Spoerri. C'est une information, une provocation, une indication pour l'œil de regarder des choses qu'il n'a pas l'habitude de remarquer. Rien d'autre... Et, d'ailleurs, l'art, n'est-ce que c'est ?* » ■ **ROXANA AZIMI**
« Daniel Spoerri, les choses de la vie », Galerie Vallois, Paris 6^e. Jusqu'au 16 mai.



A Nashville (Tennessee), en octobre 2023. KEITH GRIMMER/GETTY IMAGES VIA AFP

Des nouvelles du gentleman de l'americana, Rodney Crowell

Figure de la country alternative, le chanteur a donné un concert à Paris, avant la sortie, le 26 juin, d'un album aux accents engagés

Les amateurs d'americana, la version rebelle de la musique country, cherchent le documentaire *Heartworn Highways*, de James Szalapski. Sorti en salles avec retard en 1981, il montre ceux qui menaient, dans les années 1970, une guérilla contre l'établissement de Nashville (Tennessee), accusé d'avoir voué au commerce la musique intemporelle des États-Unis. On y entendait deux jeunes loups, alors inconnus, qui ne le resteraient guère longtemps. Le premier se nomme Steve Earle, le second Rodney Crowell, qui fera un tabac en 2008 avec son album *Diamonds & Dirt*.

« *J'ai eu mon quart d'heure de célébrité à ce moment-là, quand cinq chansons de ce disque ont été numéro un dans le classement country*, se souvient Rodney Crowell dans sa loge, avant le concert unique qu'il a donné jeudi 30 avril au Café de la danse, dans le 11^e arrondissement parisien. *Je ne regrette pas que ça n'ait pas continué car j'aurais dû attiser le même feu et j'aurais explosé en vol. Il aurait fallu également que je taise mes idées progressistes et je n'aurais jamais essayé de lire Proust... La seule chose qui m'intéressait était de m'améliorer comme songwriter [auteur-compositeur] et j'y suis parvenu. Je préfère que mes quatre filles se souviennent de moi pour ce que j'ai produit au XXI^e siècle.* »

Cinq décennies ont donc passé et le jeune homme d'*Heartworn Highways*, qui l'on voyait chanter dans un nuage éthylifique de bourbon, est devenu un respectable septuagénaire. L'occasion d'entendre en France celui qui fut le genre du légendaire Johnny Cash est rare puisque sa précédente venue remontait à 2013 au Bataclan. Il était accompagné de son amie Emmylou Harris, dont il fut le guitariste de 1975 à 1977.

Quelques spectateurs ont donc sonné la panoplie de rigueur. Stony, vestes à franges, santiags. Rodney Crowell n'est pas venu avec l'intention de dissoudre la *old time music* dans la pop. Il a opté pour un trio avec une clavériste faisant courir basses et envolées boogie sur un piano portatif et un violoniste capable de passer

à la mandoline. Les deux offrant leurs services pour les harmonies vocales. Une formation idéale pour revisiter deux styles apparus dans les années 1940. L'un (le bluegrass), rural et associé à la région des Appalaches, des *Ain't No Money* (1980). L'autre (le honky tonk), urbain et de mauvaise réputation puisque c'est une musique de bar vouée à picoler, danser et noyer ses peines de cœur. Des prières à l'été aimé que l'on entend dans *Frankie Please* ou le sublime *Open Season* on My Heart.

Dans l'autre nouveau morceau, *If I Could Speak To Leonard*, le musicien fait part de son admiration pour le Canadien Leonard Cohen (1934-2016). « *Je suis devenu très attentif à ce qu'il faisait quand j'ai été bouleversé par sa chanson Waiting for the Miracle. Ses trois derniers albums sont des guides qui m'apprennent à vieillir.* » ■

Hommage à Leonard Cohen
Y sont contées deux tranches de vies de gens ordinaires dans les trois villes où Rodney Crowell a vécu : Houston (Texas), où il est originaire, Nashville, où il est parti en 1974, et Los Angeles. Auxquelles se sont ajoutées des considérations sur la finitude (*It Ain't Over Yet*) et les titres de son dernier album en date, *Airline Highway*, sorti en août 2025. *For Taking Fly*, le gentleman convie à se joindre à lui celle qui a ouvert en première partie, Bobbie, une Parisienne qui ne jure que par l'americana.

On aurait aimé entendre quelques extraits de *Then Again*, à paraître le 26 juin. « *Un album oublié plutôt que perdu* », qui remonte à la période de son spectaculaire come-back dans les années 2000. Il contient un hit potentiel qui que tardif avec *Are You One of Us?*, en duo avec son « mentor » Guy Clark, mort en 2016, un rock nerveux dans lequel toutes les observations qu'il faisait au temps de l'administration Bush sur « *le soldat leader du monde non libre* » valent évidemment pour Trump.

Rodney Crowell a ajouté deux nouveaux titres. *Go Light a Candle* (auquel participent Emmylou Harris et Lera Lynn) réagit aux

Festival Jazz DU 18 AU 24 MAI 2026
à SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS Concert d'ouverture le 11 mai

25 ans d'amour et de Jazz Avec Vous

CONCERTS UNIQUES LIEUX EXCEPTIONNELS
Marion RAMPAL «SONG FOR ABBEY» SPECIAL GUESTS : Sandra NKAKÉ & Julien LOURAU • L'ANTIDOTE • LEVI HARVEY • ADLIE WIRET • MARK PRIORE • ROBINSON KHOURY «ARIA» • LOCO CELLO FEAT. ÉMILIE PARISIEN • LAURENT COURTHALIC «IN THE KEY OF SINATRA»
SPECIAL GUESTS: Hugh COLTMAN & KRISTE WARREN • CHARLOTTE REINHARDT & LOÏS MALIQUE • LUDVINE ISSAMBORG SPECIAL GUEST : CÉLINE BONACINA • Projection du film avec Michel PONTAL «QUELQUES NOTES SUR LA LIBERTÉ» • GRAND BAL SWING avec le big band EUROPEAN JAZZ COMPANIONS

ODÉON THÉÂTRE DE L'EUROPE / MONNAIE DE PARIS / ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS / THÉÂTRE DE LA LANCELLE FRANÇAISE / MAIRIE DU 6^e / RÉFECTOIRE DES CORDELIERS / CHRISTINE CINÉMA CLUB / SON DE LA TERRE

WWW.FESTIVALJAZZSAINTGERMAINPARIS.COM

UNION EUROPEENNE • UNICEF • AER • JAZZ • MONTPELLIER • MONTPELLIER • MONTPELLIER

Quand le Musée du quai Branly élude la colonisation

Une exposition escamote la violence qui a permis l'arrivée en France d'objets africains ou océaniques

ARTS
Avec pour titre « 1913-1923 : l'esprit du temps » et pour sous-titre « Paris célèbre les arts d'Afrique et d'Océanie » le Musée du quai Branly consacre une exposition à un sujet qui peut sembler de pure érudition : l'arrivée en Europe d'objets en provenance d'Afrique et d'Océanie à partir de la fin du XIX^e siècle. La question est ici limitée à la France, quoique le phénomène ait eu lieu au même moment en Grande-Bretagne et dans l'Empire allemand. Elle a déjà été étudiée dans de nombreux travaux parce qu'elle est inséparable de l'histoire des avant-gardes artistiques du début du XX^e siècle : Fauvisme et cubisme à Paris, expressionnisme à Dresde, Berlin et Munich. Autrement dit, Henri Matisse, André Derain, Pablo Picasso, Georges Braque, Ernst Ludwig Kirchner, Emil Nolde, Max Pechstein ou Paul Klee du côté des artistes, Guillaume Apollinaire et Carl Einstein du côté des écrivains. Les regards que ceux-ci ont portés sur statues et masques et les enseignements plastiques qu'ils en ont déduits ne sont que sommairement mentionnés ici. Ne le sont pas plus les raisons profondes et plus anciennes de ce phénomène culturel de grande ampleur. Le parcours se focalise sur les premiers marchands et collectionneurs parisiens ainsi que sur les manifestations publiques les plus précoces de cet intérêt, albums de photographies et expositions, dont celle du pavillon de Marsan, au Louvre, en 1923. Il s'agit d'une histoire technique et non intellectuelle ou artistique. Ce parti pris a ses mérites. Le principal est d'attirer l'attention sur des acteurs souvent mécon-

nus. S'il n'en est ainsi assurément ni d'Apollinaire ni du galeriste Paul Guillaume (1891-1934), dont le poète fut le meilleur agent publicitaire, plus rares sont les occasions de voir citer les marchands Joseph Brummer (1883-1947) et Charles Viguier (1863-1934) ainsi que les amateurs curieux André Level (1863-1946) et Henri Clouzot (1865-1941). Pour rappeler leur action est réunie une anthologie de sculptures passées entre leurs mains, qui sont dispersées entre des collections publiques - Quai Branly, Musée Picasso, Centre Pompidou, etc. - et privées. La plupart de ces œuvres sont d'une très grande qualité plastique et célèbres depuis longtemps, qu'elles aient été sculptées au sein des peuples fang du Gabon ou baoulé de Côte d'Ivoire.

Euphémisme et allusion
On apprécierait sereinement les stylisations de corps et de visages et l'invention de formes non imitatives si ne venait immédiatement à l'esprit une remarque : ces œuvres admirables ont été d'abord précieuses aux groupes qui les avaient créées pour des raisons sociales et religieuses. Il est donc plus que vraisemblable que ces groupes ne les ont pas laissées partir volontiers, mais y ont été contraints par la situation coloniale qui leur était alors imposée. On ne fait ici qu'énoncer une évidence, sur laquelle se fondent les enquêtes de provenance et les demandes de restitution.

Ces objets ont en effet été « collectés » - comme on dit pudiquement - dans les colonies françaises, le Congo belge ou le Nigeria britannique par des militaires, des administrateurs, des missionnaires ou des colons. En 1912, Paul Guillaume les sollicitait par une annonce parue dans la revue mensuelle *La Vie coloniale*, afin d'obtenir d'eux « fétiches, masques, têtes, statues en bois sculpté, principalement les pièces très grandes et anciennes ». Il est à craindre que la promesse d'un profit ait étouffé ce qu'il pouvait y avoir de scrupules dans les esprits de ces « collecteurs » qui avaient pour eux les armes et l'administration. Or, ce point capital n'est évoqué que de façon elliptique dans les textes muraux et le catalogue.

La plupart des œuvres sont d'une très grande qualité plastique et célèbres depuis longtemps



Figure humaine stylisée (XIX^e siècle). PATRICK GRIESVALERIE TORRE, MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC.

L'euphémisme et l'allusion vague y sont pratiqués constamment. Ainsi lit-on à l'entrée du parcours qu'après la conférence de Berlin (1885) qui organise le dépeçage de l'Afrique entre puissances coloniales européennes, l'Afrique devient alors un espace aux histoires multiples, faites de rencontres et de stratégies, où les objets ont pris une place de plus en plus importante ». Par « rencontres et stratégies », il faut sans doute compren-

dre le travail forcé des populations autochtones, qui était un esclavage à peine différent de l'ancien, l'exploitation sans vergogne des ressources humaines et naturelles, et la destruction des structures mythiques religieuses au nom d'un christianisme supposé supérieur. Ce qu'André Gide et Albert Londres ont dénoncé - les villages contraints de récolter l'hévéa sous peine de sévices et d'exé-

cutions pour l'un, les dizaines de milliers de ferroviaires du chantier de la ligne ferroviaire Congo-Océan pour l'autre - n'est pas mentionné parmi les éléments de « l'héritage complexe qui déborde du cadre de [la] seule reconnaissance esthétique » des objets. « Complexe » ? Il serait bien plus simple et juste d'écrire que la vogue de ce que l'on nomme alors « art nègre » est indissociable du fait colonial, dont elle est la

Ces objets ont été « collectés » dans les colonies françaises, le Congo belge ou le Nigeria britannique

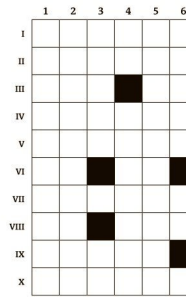
panure artistique, supposée faire oublier la réalité du racisme et de l'oppression. Il est pour le moins surprenant que des faits aussi évidents ne soient pas rappelés. Il ne l'est pas moins, pour s'en tenir à un dernier exemple, de lire sur le cartel d'une œuvre non plus africaine, mais kanak, que cette haute statue funéraire, « fichée en terre à l'entrée de la case d'un chef kanak ou à proximité d'une sépulture », a été « rapportée et donnée début 1886 au Musée d'ethnographie du Trocadéro par le général d'infanterie de marine Armand Justin Bichot (1835-1920) ». « Rapportée » ? Mais comment ce général était-il entré en possession de la statue ? Alors qu'elle avait une importance mémorielle et symbolique forte - sa taille et la qualité de l'exécution le prouvent - , elle aurait été offerte de plein gré par un chef ou un village à un général d'infanterie de marine, alors que la colonisation de la Nouvelle-Calédonie spoliait les peuples kanak de terres de plus en plus vastes et que les révoltes étaient fréquentes et réprimées par les troupes françaises, dont celles que commandait le général Bichot ? On a peine à la croire, et, à l'inverse, mille peines à supposer d'autres explications, dont celle d'un pillage punitif comme si le s'en est tant commis au Bénin et ailleurs en Afrique. Il faut visiter « L'Esprit du temps » en raison de la qualité des œuvres qui s'y trouvent, mais la manière dont elles sont présentées est plus que contestable.

PHILIPPE DAGEN
« 1913-1923 : l'esprit du temps. Paris célèbre les arts d'Afrique et d'Océanie », Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, 37, quai Branly, Paris 7^e. Jusqu'au 20 septembre

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 103
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 102
HORIZONTALEMENT 1. Porte-bonheur. 2. Bourbifée. 3. Pluriel. Serf. 4. Pifférail. 5. U. 6. Eg. Eg. Eg. 7. Reuss. 8. Lacté. 9. Menteuse. 10. Iso. 11. Terme. Ce. 12. Noé. 13. Tréve. 14. Talenteuses.
VERTICALEMENT 1. Peppermint. 2. Obligée. 3. Ou. 4. Rouf. 5. Untel. 6. Turfiste. 7. Éric. 8. Sérin. 9. Bière. 10. Unité. 11. Oflag. 12. Se. 13. NF. 14. Ite. 15. Hestia. 16. Cru. 17. EEE. 18. Sciées. 19. Rués. 20. Rafistoles.

GRILLE DE JARQUE LE 23/06/2015

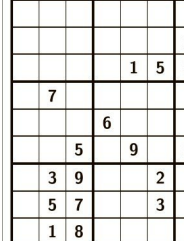
HORIZONTEMENT

1. Abs. de consommation. 11. Gratées pour augmenter les profits. Bouts de lin. 11. Tout un système dans le sang. Dans la gamme. Facilité le tri. 14. Gentiment déraisonnable. Cité antique. 15. Bloqué dans son développement. Rafalée par le gagnant. 16. Double romain. Assure le rapprochement. Indispensables avant disposition. 17. Il y en a pour tous les moments de la journée. Doit être bon pour disculper. 18. Piégé. Fit fondre en bouche. Populaire en juillet. 18. Très fatiguées. Regroupé. 19. Souvenir mal digéré.

VERTICALEMENT
1. Se déplace en ville, une bombe en main. 2. Ne fait pas dans la dentelle. 3. Menue monnaie devenue offrande. Préparation. 4. Sur les planches avec BB. Font de belles bottes. 5. Couverte d'un léger duvet. 6. Met le feu au pavillon. Dans l'escalier. 7. Négation. Réfractaire au laboratoire. Devenirait noble sous les coups. 8. Alimenter les glaciers. Loupi ou coup. 9. Trois points sur quatre. Céréale africaine. Dans le calme. 10. Est donc permis. 11. Fermeur intérieure. Au soleil pour ne pas se mouiller. 12. Sa brève peut masquer son importance.

SUDOKU

N°26-103



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Le Monde

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 59 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610,340 70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).
Rédaction : 67-69, avenue Pierre-Mendes-France, 75013 Paris. Tél. : 01 57 28 20 00
Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71
Par courrier électronique : aboparis@lemonde.fr
Tarif : France métropolitaine : 399 €
Courrier des lecteurs : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto: courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)
Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr
Collection : Le Monde sur CD-ROM : CE03026-5N0 (01 44 82 86 40)
Le Monde sur microcassette : 01 69 88 04 28 60
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81979 ISSN 0395-2037

M PRESSE FRANCE
GRUPPO EDITORIALE
Directrice générale
Elisabeth Gindoff
Piero-Mendes-France
75013 PARIS
Tel : 01 57 28 20 00
Fax : 01 57 28 20 26

L'imprimerie : 73, rue de Bussy, 92390 Tremblay-en-France
Midi-Print, Calergues et Montoux

Origine du papier : UK, France
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Entropulcriste : Pflor - 00083 kg tonnes de papier

Nouvel Obs
Cronaca giornale
LA DÉRIVE D'ISRAËL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

QUE FAIRE DE LA BAISSÉ DU NOMBRE D'ÉLÈVES EN FRANCE ?

La bouffée d'air budgétaire liée à la perte de près de 2 millions d'élèves d'ici à 2035 pose la question de l'utilisation de ces économies pour les comptes publics

Pauline Charoussat Réduire les dépenses d'éducation serait coûteux à long terme

De quoi donner le vertige : selon les projections publiées le 8 avril par le ministère de l'éducation nationale, le ralentissement de la natalité entraînera une baisse de 17 millions d'élèves dans les écoles, collèges et lycées d'ici à 2035. Dans un contexte budgétaire contraint, il est tentant d'y voir une occasion inespérée de réduire les dépenses d'éducation. Un tel choix serait pourtant coûteux à long terme, dans la mesure où les dépenses éducatives comptent parmi les investissements publics les plus rentables.

Selon une note du Conseil d'analyse économique parue en mai 2025, un large éventail de politiques éducatives s'auto-financie à long terme : l'amélioration des acquis scolaires qu'elles permettent se traduit, en effet, in fine par des salaires plus élevés (un gain privé pour les élèves concernés), qui génèrent à leur tour des recettes fiscales dont le montant dépasse le plus souvent les coûts initialement supportés par l'État.

Généralisation des programmes de tutorat en primaire, réduction de la taille des classes, développement de la formation continue des enseignants, revalorisation des rémunérations : les leviers d'action sont nombreux et largement complémentaires. La réduction de la taille des classes mérite une attention particulière : alors que les classes françaises sont parmi les plus chargées d'Europe, la diminution des effectifs d'élèves permettrait de les alléger sans alourdir la dette publique.

Dans une étude de l'Institut des politiques publiques publiée en juin 2025, nous avons chiffré l'arbitrage économi-

Plutôt que de voir la baisse du nombre d'élèves comme une occasion de faire des économies, il faut en profiter pour améliorer la qualité et l'équité de l'éducation, suggère la chercheuse

que entre réduction des effectifs d'enseignants et diminution de la taille des classes. Le calcul plaide nettement en faveur de la seconde option : pour chaque euro net dépensé par l'État, près de 9 euros seraient gagnés par la société à long terme, sans compter les gains liés à l'amélioration des conditions de travail des enseignants ni les externalités sociales de l'éducation, notamment en matière de santé, de civisme ou de délinquance.

La baisse des effectifs scolaires ouvre donc des marges de manœuvre pour renforcer la qualité du système éducatif, à condition que sa gestion soit anticipée et coordonnée pour ne pas accentuer les inégalités sociales et territoriales.

La progression du privé
Amorcé dès 2016, le déclin des effectifs s'est révélé très hétérogène selon les départements, conduisant à des situations difficilement justifiables au regard de l'équité dans les conditions d'apprentissage. En 2024, la taille moyenne des classes atteignait ainsi 24 élèves dans les classes degré public hors éducation prioritaire en Seine-Saint-Denis – un département jusqu'alors relativement épargné par la baisse démographique – contre 22 à Paris, ville voisine mais nettement plus favorisée sur le plan social, et qui a connu une baisse des effectifs plus précoce et plus marquée. Compte tenu

de la faible mobilité géographique des enseignants, le rééquilibrage des tailles de classes à l'horizon 2035 suppose d'anticiper les politiques de recrutement plusieurs années en amont et, dans certains cas, d'encadrer plus strictement les mutations vers les territoires où la contraction des effectifs est la plus prononcée.

Une conséquence moins attendue de la baisse des effectifs, mais aux enjeux tout aussi importants en matière d'inégalités, est la progression de la part de l'enseignement privé dans les zones urbaines, où il est historiquement très implanté. Dans une note de l'IPP parue en février, nous montrons avec l'économiste Julien Grenet que la part de l'enseignement

**POUR CHAQUE
EURO NET DÉPENSÉ
PAR L'ÉTAT,
PRÈS DE 9 EUROS
SERAIENT GAGNÉS
PAR LA SOCIÉTÉ
À LONG TERME**

privé en 6^e à Paris est passée de 35% à 39% entre 2020 et 2024, et pourrait atteindre près de 50% en 2035. Le mécanisme est simple : contraint par ses capacités d'accueil, le secteur privé parisien continue de remplir ses classes, si bien que la quasi-totalité de la baisse démographique est absorbée par les établissements publics.

Cette asymétrie contribue à accentuer la ségrégation sociale entre les deux secteurs, le privé scolarisant des élèves au profil social nettement plus favorisé. En 2024, 55% des élèves de 6^e appartenaient aux catégories sociales très favorisées étaient inscrits dans le privé à Paris ; cette part pourrait atteindre 72% en 2035 en l'absence d'inflexion des politiques actuelles. Le phénomène ne se limite pas à la capitale : dans d'autres grandes villes où la baisse des effectifs est déjà engagée, comme Lyon, Dijon ou Villeurbanne (Rhône), la part du secteur privé en primaire a également progressé entre 2020 et 2024.

Pour enrayer cette dynamique ségrégative, une adaptation des règles de répartition des moyens alloués au secteur privé sous contrat entre académies apparaît nécessaire. Fondées aujourd'hui principalement sur les effectifs scolarisés, ces règles ne permettent pas de compenser les déséquilibres dans les territoires où la part du privé croît. À Paris, au niveau du collège, le maintien de cette part à son ni-

veau actuel impliquerait de fermer deux classes dans le privé pour trois fermetures dans le public : une règle très éloignée des pratiques observées depuis 2020, où les ajustements ont été presque intégralement supportés par le secteur public.

Les effets ségrégatifs liés à l'expansion du secteur privé dans les grandes villes pourraient également être atténués en assignant aux établissements privés sous contrat – financés à environ 75% par des fonds publics – des objectifs de mixité sociale, comme le recommande la Cour des comptes dans un rapport paru en 2023. La mise en place d'une plateforme centralisant les demandes d'inscription dans l'enseignement privé serait un premier pas en ce sens : elle permettrait notamment de comparer, pour chaque établissement, le profil social des candidats à celui des élèves admis, et d'évaluer ainsi plus rigoureusement les efforts effectivement consentis en matière d'ouverture sociale.

Loire d'être une simple variable d'ajustement budgétaire, la baisse des effectifs scolaires constitue, au contraire, une occasion sans précédent de repenser l'allocation des ressources de manière plus équitable et plus efficace, à condition toutefois d'en anticiper les effets et de corriger les déséquilibres sociaux et territoriaux qu'elle pourrait exacerber. ■

Pauline Charoussat est économiste, spécialiste des questions d'éducation à l'Institut des politiques publiques

Baptiste Larceneux L'occasion de relever l'éducation nationale

Amélioration du recrutement des enseignants, investissements sur le premier cycle... Le spécialiste des questions d'éducation à l'Institut Montaigne liste les opportunités qu'ouvre le recul démographique

La baisse de 17 millions d'élèves d'ici à 2035, telle qu'annoncée par le ministère de l'éducation nationale le 8 avril, ne produira pas d'elle-même une amélioration de notre école. En revanche, elle rend inévitable l'ouverture d'une délibération sur les priorités que nous voulons donner à notre système éducatif. L'ampleur du choc oblige en effet à sortir des abstractions. Dans le seul premier degré, les 933 000 élèves en moins représentent l'équivalent de 7 000 écoles. L'ordre de grandeur financier est tout aussi décisif. La baisse projetée représente, à l'horizon 2035, près de 15 milliards d'euros de dépenses redéployables, soit une enveloppe de 1 à 2 milliards d'euros supplémentaires chaque année. Une telle trajectoire oblige notre pays à former un projet pour l'école, en énonçant ce qu'il veut protéger et ce qu'il accepte de transformer.

Pour commencer, la baisse démographique va permettre de sortir d'un recrutement subi du fait du trop faible nombre de candidats. Depuis plusieurs années, l'école française ne sélectionne plus ceux à qui elle confie ses élèves. Dans le second degré, le nombre de candidats au Capes a chuté de plus de 60% en vingt ans. Dans le premier degré, le décrochage est plus brutal encore, avec une académie de Créteil qui est passée de plus de quatre candidats par poste en 2009 à seule-

ment... un. Avec la baisse des effectifs scolaires, la tentation pourrait être d'interrompre brutalement le recrutement. Ce serait une faute : si l'enseignement apparaît comme un métier qui se ferme, les candidats s'en détournent. L'école perdra alors son vivier et, avec lui, la sélectivité garante du prestige républicain de la profession. D'autant que la baisse des effectifs ne supprime pas l'enjeu du renouvellement générationnel, la part des agents de plus de 60 ans devant atteindre 16% d'ici à 2035.

La deuxième priorité doit être la revalorisation ciblée des enseignants. Augmenter indirectement les rémunérations représenterait un effort budgétaire massif qui ne garantirait rien : ni la transformation des pratiques pédagogiques, ni l'amélioration du niveau des élèves. En France, la rémunération des enseignants est nettement inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE en début et en milieu de carrière. C'est là que l'effort doit porter, pour clarifier le vivier de candidats, et améliorer durablement la qualité de l'enseignement.

Troisième priorité : la réorientation de notre investissement vers le premier degré. Le collège, présenté comme « l'homme malade » de notre système éducatif, hérite en réalité d'une difficulté scolaire déjà constituée. Plus de 300 000 élèves y entrent chaque année sans maîtriser les fondamentaux. Or, la France surinvestit dans le secondaire et sous-investit dans le primaire, alors même que les travaux de l'économiste américain, Prix Nobel 2000 James Heckman ont montré que plus l'investissement éducatif est précoce, plus son rendement social est élevé.

Persister à réparer au collège ce que l'on n'a pas prévenu à l'école primaire, c'est accepter de payer plus cher pour agir moins efficacement. Mais réorienter l'effort vers le premier degré ne saurait se limiter à réduire la taille des classes. Moins d'élèves par enseignant ne changera rien si l'on ne modifie pas ce qui se joue au sein de la classe. Il faut donc ouvrir franchement le débat sur les pratiques pédagogiques, sur la formation des maîtres, sur le système d'affectation des professeurs, et sur les limites d'une liberté pédagogique désormais vaine comme une solitude individuelle, alors qu'elle devrait être une responsabilité commune devant la réussite de tous.

Ouvrir le métier d'enseignant
Quatrième chantier : transformer les carrières enseignantes. Les systèmes étrangers les plus performants associent les professeurs expérimentés au fonctionnement des établissements, à la coordination pédagogique et à la formation de leurs pairs. Le modèle français, lui, conçoit la carrière comme une trajectoire linéaire. Le temps libéré par la baisse démographique pourrait permettre aux enseignants les plus expérimentés d'exercer un véritable rôle de tutorat pour accompagner les nouveaux enseignants durant leurs premières années d'exercice. La transformation des carrières suppose aussi d'ouvrir le métier. L'enseignement ne peut plus être pensé comme une voie unique poursuivie toute une vie. En revalorisant le recours aux contractuels, il serait possible d'attirer de jeunes diplômés et des actifs en reconversion désireux de mettre leurs compétences au service de l'école.

La baisse démographique impose enfin de changer de méthode. Au niveau national comme au niveau local, elle ne pourra pas être pilotée par ajustements annuels et décisions descendantes. Elle exigera d'arbitrer entre les priorités éducatives et les contraintes territoriales. L'expérimentation lancée par le ministre de l'éducation nationale Edouard Geoffray va dans ce sens, en partant des projections démographiques, des contraintes de transport et des besoins locaux pour reconstruire la carte scolaire. À l'échelon territorial, il faudra arbitrer entre maintien de la proximité scolaire et exigences de qualité pédagogique, ce ne sera pas toujours aisé. Cela passera par des chantiers sensibles, comme les regroupements d'établissements secondaires ou le développement d'internats là où les établissements existants deviennent trop fragiles. Ce débat devra associer le privé, car la baisse des effectifs peut créer des déséquilibres nouveaux, en fragilisant l'offre publique là où la concurrence est plus attractive. La baisse démographique doit être l'occasion d'un relèvement national. Une République qui voit son école vaciller ne peut se contenter de compléter les élèves qui manquent. Elle doit dire quels enseignants elle veut former, et quelle force intellectuelle et morale elle veut rendre à sa jeunesse, sur tous les territoires. La prochaine élection présidentielle devra porter ce choix devant la nation. ■

Baptiste Larceneux est consultant, expert associé à l'Institut Montaigne et spécialiste de l'éducation

**LA TRANSFORMATION
DES CARRIÈRES DES
ENSEIGNANTS
SUPPOSE AUSSI
D'OUVRIRE LE MÉTIER**

Louis Dumeaux Transformer la comptabilité agricole

Alors que la fermeture du détroit d'Ormuz va fragiliser nombre d'exploitations agricoles, le chercheur propose de répondre à la crise en mettant en place une comptabilité écologique

L'année 2020 risque de figurer dans les annales comme catastrophique pour les agriculteurs français et européens. A la suite du blocage du détroit d'Ormuz, le prix des engrais azotés a fortement augmenté, quant à celui de l'urée, fertilisant directeur influençant les autres, il a crû, selon les chiffres de l'organisme étatique FranceAgriMer, de 30% en un mois, en pleine période des semis. Le gazole non-roturier, utilisé pour les machines agricoles, a bondi pour sa part de 60% en deux semaines. Des hausses qui pourraient représenter un surcoût de 15000 à 20000 euros par exploitation, selon les syndicats du secteur.

Or, cette hausse des coûts ne sera pas compensée par une augmentation équivalente des prix de vente, car les stocks mondiaux sont actuellement à un niveau confortable, empêchant une envolée des prix. On peut donc s'attendre à un effet de ciseaux *(quand deux évolutions opposées se produisent en même temps)*, et à une augmentation du nombre de faillites d'exploitations agricoles dans les mois qui viennent.

Ce choc géopolitique n'est pas le premier. La guerre en Ukraine avait déjà pro-

voqué, en 2022, un doublement du prix moyen des engrais, et un quadruplement pour l'urée au pic de la crise, en avril de la même année. Ces coûts n'étaient jamais redescendus à leur niveau initial, fragilisant de nombreuses exploitations avec, à la clé, déjà, une série de faillites.

Face à cette succession de contextes géopolitiques instables, adopter des modèles plus robustes s'avère aujourd'hui indispensable : à la fois pour garantir la souveraineté alimentaire du pays, et pour donner davantage de perspectives aux agriculteurs, soumis à des aléas de grande ampleur. Ils en ont connu de tels jusqu'à la mise en place de politiques d'encadrement des prix et des volumes, durant la seconde guerre mondiale, puis celle de la politique agricole commune, qui avait stabilisé, un temps, leurs revenus.

Actuellement, les outils de gestion mobilisés par le secteur pour piloter leurs entreprises ne prennent pas en compte leurs dépendances aux énergies fossiles. Aucun outil comptable ne permet d'analyser l'activité des fermes en fonction de leurs dépendances, ni d'aillieurs de leurs impacts sur leur environnement naturel et humain. La mise en place d'une comptabilité écologique des exploitations pourrait jouer un rôle clé pour favoriser un secteur agricole plus robuste.

Financer la préservation

Le modèle part d'un constat simple : une exploitation ne fait pas que consommer du capital financier, apporté par les banques et les associés ; elle s'appuie aussi sur des sols vivants, de l'eau, un climat stable, de la biodiversité ; et sur des hommes et des femmes en bonne santé. Ces éléments lui permettent de produire, mais ils peuvent s'user, se dégrader, s'appauvrir.

La comptabilité CARE, qui étend conjointement à l'université Paris-Dauphine et à AgroParisTech, propose

d'inscrire cette réalité dans les comptes : chaque dégradation causée par l'activité devient une dette, évanescente au coût réel de ce qu'il faudrait dépenser pour remettre les sols, l'eau ou les écosystèmes dans un état jugé satisfaisant par la science. L'entreprise n'est véritablement rentable que si elle est capable de rembourser cette dette, c'est-à-dire de financer la préservation de ce dont elle dépend pour continuer à produire.

Cette approche n'est pas théorique. Elle a déjà été mise en œuvre, avec succès, dans des contextes très différents : en Ile-et-Vilaine, avec des coopératives agricoles, au sein du groupe Carrefour, ou encore avec l'association Fermes d'avenir. A chaque fois, avec le même résultat : ce que l'on croyait impossible à qualifier – comme la santé d'un sol, la qualité d'un cours d'eau ou le bien-être des agriculteurs – devient mesurable et donc pilotable. On quantifie l'impact environnemental des exploitations comme on quantifie leur production de biens, ce qui déplace les curseurs de la performance.

Avec de tels instruments de mesure, la dépendance aux intrants d'origine fossile, importés de régions lointaines, apparaît évidemment comme ce qu'elle est : un facteur majeur de risque. Cela vaut pour le capital financier, étant donné les variations très fortes des prix et les aléas de l'approvisionnement. Mais cela vaut aussi pour les capitaux naturels et humains, en raison des effets documentés des intrants fossiles sur la qualité des sols, les nappes phréatiques, la biodiversité et les conditions de travail des agriculteurs et agricultrices. C'est précisément cette dette que le modèle CARE inscrit au passif du bilan, rendant visible ce qu'une partie du système agricole détruit sans que cela soit comptabilisé ; cette démarche amène à une valorisation différente de la performance agricole. L'usage d'une telle comptabilité pourrait permettre aux agriculteurs de mieux anticiper les risques, et de demander à partager le coût de la transition, ainsi mis en évidence, avec l'ensemble des acteurs concernés, des financeurs aux consommateurs. ■

Louis Dumeaux est docteur en sciences de gestion à l'université Paris-Dauphine et associé à la chaire Comptabilité écologique



LA CHRONIQUE DE JEAN PISANI-FERRY

Les Etats-Unis ont perdu leur magistère moral

Pour Adam Posen, le président du think tank indépendant Peterson Institute for International Economics, à Washington, les Etats-Unis, qui avaient depuis 1944 garanti la stabilité du système mondial, ont, avec Trump, trompé le rôle d'assureur global contre celui de prédateur global. Aussi brutale qu'elle soit, cette caractérisation est juste : l'équilibre entre privilège exorbitant et devoirs exorbitants, qui caractérisait le rôle international des Etats-Unis, est manifestement rompu. Qui plus est, l'administration Trump ignore à l'évidence la notion de conflit d'intérêts, et ne voit dans le trafic d'influence, les prébendes et les délits d'inflité que des moyens d'assurer une juste rétribution de la performance des gouvernants. Fin avril, au Forum économique de Delphes, en Grèce, les participants américains (en majorité des démocrates) tentaient de rassurer : ces pratiques n'auront qu'un temps, disaient-ils. Probablement à raison : la justice finira par mettre un terme aux excès les plus flagrants. Mais ils ajoutaient, à tort, que les Etats-Unis reprendraient bientôt le rôle préminent qu'il leur a leu au sein du système économique et financier international.

Croire qu'il en sera ainsi est une illusion coupable. Les Etats-Unis ont durablement perdu leur magistère moral. En matière de gouvernance, ils pouvaient hier faire la leçon aux autres, parce qu'ils donnaient l'exemple d'une démocratie où le pouvoir de l'exécutif est équilibré par le contre-pouvoir du Congrès, et parce que l'indépendance des agences fédérales était respectée. Ces normes, souvent tacites, ne faisaient l'objet d'aucun traité international. Mais parce qu'elles indiquaient une direction à suivre, elles jouaient un rôle essentiel et magnifiaient l'influence de l'administration en place. Quand bien même le successeur de Donald Trump voudrait que son pays reprenne sa place au sein du système international, il ferait face à deux obstacles, l'un externe et l'autre interne. L'obstacle externe est que le reste du monde a perdu confiance en l'Amérique. En retirant les Etats-Unis de 66 organisations multilatérales et en démantelant l'agence fédérale chargée du financement du développement, Trump a mis fin à l'héritage de Truman et de Kennedy.

S'attendre à ce que Washington résiste et menace l'obstacle interne est les droits de douane ont financé les baisses d'impôts sur les ménages. Même après l'annulation d'une partie d'entre eux par la Cour suprême, ces tarifs douaniers devraient produire une recette de près de 2000 milliards de dollars (1700 milliards d'euros) sur 2026-2035. Compte tenu de la situation budgétaire américaine, on ne voit pas comment on pourrait s'en passer.

Émergence d'un monde dont les Etats-Unis ne seront plus la clé de voûte est ainsi beaucoup plus probable qu'une restauration du magistère américain. Comme l'a dit, dans son discours au Forum de Davos, le premier ministre du Canada, Mark Carney, il faut aujourd'hui parler de rupture plutôt que de transition. L'Europe, l'Inde, le Brésil se préparent à jouer leur rôle dans une géoéconomie multipolaire. Si le discours de Carney a eu un écho planétaire, c'est parce qu'il propose que les puissances moyennes, comme le Canada ou le Japon, prennent acte de la fin du système de l'après-guerre, refusent l'alignement sur l'une ou l'autre des grandes puissances, et ouvrent à la mise en place de nouvelles formes de coopération internationale.

L'accélération de la transition vers un monde multipolaire est dans l'intérêt de l'Europe, qui a pris conscience de sa dépendance à l'égard des Etats-Unis, et possède le poids géoéconomique voulu pour exister face à eux, comme face à la Chine. Confrontée à la menace russe, l'Europe voit bien qu'elle est aujourd'hui seule à aider l'Ukraine. Elle vient cependant à comprendre que le recours massif à des systèmes d'arme américains entretient sa vassalisation. L'Europe reconnaît que sa dépendance à l'égard des systèmes de paiement électroniques américains représente un risque trop élevé pour être encouru, et presse les lieux pour créer un euro numérique. Elle sait que les banques européennes ont besoin de dollars, mais que Washington reste seul à décider de leur accès. Elle comprend que faute d'initiatives fortes pour promouvoir le rôle international de l'euro, la monnaie européenne restera cantonnée à un périmètre régional. Sur chacun de ces fronts, il faut s'attendre à ce que les Etats-Unis résistent et menacent, comme ils l'ont fait après l'opposition de plusieurs pays européens à l'utilisation pour le bombardement de l'Iran des bases américaines établies sur leur territoire. Mais, notamment avec l'instrument anticorruption, initialement introduit pour répliquer aux menées chinoises, l'Europe n'est pas dépourvue de moyens de riposte. Il faut seulement qu'elle se décide à les employer contre un pays qu'elle tenait récemment encore pour un allié.

On considérerait jusqu'à il y a peu que la transition entre prééminence américaine et prééminence chinoise serait graduelle, parce que Pékin n'était pas prêt à assumer la responsabilité d'ensemble du système international. C'est dans ce cadre que se plaçaient à la fois Carney, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Mais l'auto-destruction de la puissance des Etats-Unis est si rapide que ce n'est plus la seule hypothèse possible : l'historien Adam Tooze averti, dans les *Financial Times*, que le passage de témoin entre Washington et Pékin pourrait être plus rapide qu'on ne le pensait. Ce n'est pas le plus probable, mais le simple fait que cette perspective soit évoquée montre qu'il y a urgence à envisager une palette plus étendue de futures. ■

LES OUTILS DE GESTION MOBILISÉS NE PRENNENT PAS EN COMPTE LA DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES

Pierre-Henri Leroy L'inexplicable inaction de Bercy face à une mondialisation du PEA

Grâce à une acrobatie financière imaginée par des banques, plus de 10 milliards d'euros destinés aux entreprises françaises financent la Bourse de New York avec une fiscalité très alléguée, accuse le fondateur de Proxinvest

Innovation pratique des années 1990, les exchange traded funds (ETF) désignent des fonds d'investissement cotés et indexés sur un indice boursier (Dow Jones, CAC 40, etc.), ou bien sur un panier précis de valeurs. Ils promettent à tout souscripteur, et cela à peu de frais, la performance de l'indice ou du panier de référence choisi. Ils offrent aussi un bonus fiscal sympathique, grâce au réinvestissement automatique des dividendes et des intérêts. Il y a plus de dix ans, deux banques ont eu l'idée de rendre des ETF indexés sur des indices américains (ETF PEA S&P 500) ou mondiaux (ETF PEA MSCI World) compatibles avec les plans d'épargne en action (PEA) – cette enveloppe fiscalement avantageuse depuis que les gains sont exonérés d'impôt si aucun retrait n'a lieu pendant cinq ans.

Mais nos banquiers astucieux ont convaincu les autorités qu'un ETF composé de valeurs éligibles au PEA était lui-même éligible – et ceci, même quand cet ETF se trouve, par le moyen d'un swap (contrat d'échange de risque avec un tiers), économiquement lié aux évolutions d'un marché étranger non éligible ! Puisqu'il reste officiellement

DEUX BANQUES ONT EU L'IDÉE DE RENDRE DES ETF INDEXÉS SUR DES INDICES AMÉRICAINS COMPATIBLES AVEC LES PEA

« investi » dans des valeurs françaises, il peut ainsi être, après cinq ans, exempté d'impôt.

Comment ce tour de passe-passe fonctionne-t-il, concrètement ? Prenons un exemple. Un fonds ETF PEA S&P achète des actions françaises reflétant la composition de l'indice CAC 40. Le même jour, il prête ses titres français à une autre structure, éventuellement au sein de son propre groupe bancaire. Elle les revend alors – comme on emprunterait un livre pour le revendre immédiatement – puis elle investit le produit de cette vente dans les actions américaines composant l'indice américain S&P. A l'échéance, elle se livre à l'opération inverse : elle vend ces actions américaines pour racheter les actions françaises sur le marché et restitue celles-ci au prêteur, le fond ETF.

C'est ce qu'on appelle une vente à découvert : emprunter un actif, le vendre, le racheter plus tard. Bilan : zéro investissement en Europe puisque, dans cet exemple, tout est investi à New York.

Protéger les banquiers

Voilà douze ans que perdure cette niche fiscale, venue d'une tolérance administrative et qui n'est motivée par aucun document public. Elle concerne aujourd'hui plus de 10 milliards d'euros investis hors d'Europe,

essentiellement émis par Amundi (Crédit agricole) et BNP Paribas. Personne ne sait exactement quel est l'encours exact, parce que l'Autorité des marchés financiers ne publie pas le détail de ces placements.

Quand on l'interroge sur cette mondialisation discrète du PEA, Bercy reconnaît que cet enjeu est « bien identifié » et « fait l'objet d'analyses ». Douze ans d'analyse depuis le lancement des premières gammes en 2014 ! Cette tolérance est le fruit du syndrome bien français de la porte tournante régulatrice (les hauts fonctionnaires de Bercy) et régulés (les hauts cadres des banques).

Rien, sinon la volonté de protéger les banquiers qui vendent ces produits d'épargne, n'empêche-t-il de mettre fin. Un simple décret, interdisant les versements sur ces ETF PEA à indice non européen, suffirait. La correction semble simple, légale, et équitable – ce qui rend l'inaction de Bercy d'autant plus inexplicable. ■

Pierre-Henri Leroy est fondateur de la société d'analyse financière Proxinvest et membre du conseil de l'association Ethique et investissement

Philippe Corcuff Des confusions entre discours d'extrême droite et de gauche se développent au niveau international

Un appel international contre la guerre américano-israélienne en Iran, intitulé « Une déclaration à la conscience de l'Humanité » et signé par 170 « personnalités » issues de 30 pays a circulé récemment sur différents blogs et réseaux sociaux. Sa publication, le 10 avril sur le site américain *CounterPunch*, accompagnée d'une introduction complaisante, lui a donné davantage d'écho. Cette initiative pourrait annoncer une phase plus internationalisée du confusio-nisme politique.

De larges références rhétoriques se sont en effet développées en France à partir du milieu des années 2000 entre des discours d'extrême droite, de droite et de gauche, sur la base du recul du clivage gauche-droite. Ces confusions ont contribué à renforcer la présence d'idées d'extrême droite dans les débats publics et à déréglé davantage les boussoles de gauche. Pour mieux comprendre ce processus, j'ai emprunté à *Archéologie du savoir*, de Michel Foucault (Gallimard, 1969), la notion de « formation discursive ». Le confusio-nisme peut ainsi être considéré comme une formation discursive, au sens d'un espace rhétorique composite, en mouvement et sans pilote: il est alimenté par des interlocuteurs divers, voire opposés, peu conscients qu'ils consolident par là des évidences partiellement partagées. Ce n'est pas seulement un phénomène français: dans un article de la *Boston Review* publié le 12 jan-

Le politiste réagit à un récent appel contre la guerre en Iran, dont les signataires, émanant des deux extrémités du champ politique, en viennent à absoudre la République islamique. Il y voit le symptôme d'une gauche déboussolée

vier 2021, les chercheurs William Callison et Quinn Slobodian ont mis en évidence des phénomènes analogues, qu'ils nomment « diagonalisme », soit une diagonale reliant des pôles éloignés, en comparant les situations allemande et américaine.

Effacer le social de la nuance

L'appel international auquel j'ai fait référence décrit un monde où les États-Unis sont du côté du mal et l'Iran du côté du bien, selon une vision géopolitique dualiste et essentialiste où, comme l'aurait dit le philosophe Daniel Bensaïd, un « anti-impérialisme des imbéciles ». Les États-Unis, « pendant deux cent quarante-neuf ans – soit toute leur existence depuis 1776 », incarneraient essentiellement le crime et le génocide, sans contradictions, ni transformations au cours du temps. Une essence qui, depuis son origine, se déploierait imperterritiblement: « le ver est dans le fruit », pourrait-on dire.

Face à cela, le texte glorifie l'ancien Guide suprême iranien, Ali Khamenei,

« reconnu internationalement comme une voix contre l'arrogance et le terrorisme », et le régime qu'il a dirigé: « Sa continuité civilisationnelle et son unité sociale ont fusionné en une force unique et inébranlable. » Rien n'est dit de l'oppression théocratique et sanguinaire propre à cette République islamique. Comme si on ne pouvait pas condamner en même



LE TEXTE CONSIDÈRE QUE L'ANCIEN GUIDE SUPRÊME IRANNIEN, ALI KHAMENEI, ÉTAIT « UNE VOIX CONTRE L'ARROGANCE ET LE TERRORISME »

temps la guerre américaine et israélienne frappant les civils iraniens et libanais, la dictature iraniennne et la violence du Hezbollah. Comme si on ne pouvait pas manifester tout à la fois en solidarité avec les Ukrainiens agressés, avec les Israéliens massacrés le 7-October, avec les Gazaouis frappés par un processus génocidaire, avec les Libanais bombardés et avec les Iraniens doublement meurtris. Comme si l'oppression était une et non pas plurielle. Comme si le manichéisme devait écraser au sein de la pensée critique le souci de la nuance et donc de l'intersection de logiques de domination diversifiées, et parfois contraires.

Imaginaire émancipateur

Le confusio-nisme de l'appel réside encore davantage dans ses signataires. Prenons seulement quelques exemples significatifs. Du côté gauche, le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos, figure des « épistémologies du Sud », le sociologue américain d'origine portoricaine Ramon Grosfoguel, vedette de la pensée décoloniale latino-américaine, l'historien indien Vijay Prashad, se réclamant du marxisme et du mouvement queer. Côté extrême droite, plusieurs Français, parmi lesquels le fondateur de « la nouvelle droite » Alain de Benoist, l'humoriste antisémite et négationniste Dieudonné et le dirigeant néonazi et pro-Poutine Yvan Benedetti. Pour le reste, pas mal de conspirationnistes, position-

nés, voire circulant, entre le plus à droite et le plus à gauche. Quant au site le plus reconnu ayant publié l'appel, *CounterPunch*, il n'est pas à son coup d'essai en matière de confusio-nisme. Il s'agit d'un magazine situé à la gauche de la gauche, issu d'une newsletter créée en 1993. Le 2 mars 2003, il est décrit dans *The Guardian* comme « un des sites politiques les plus influents » d'Amérique. Dès 2004, il publie toutefois un article complaisant à l'égard du négationnisme. Le brouillard s'épaissit surtout dans les années 2010 avec des textes conspirationnistes. Durant cette époque, des auteurs antisémiques, comme Israel Shamir et Gilad Atzmon, s'y expriment régulièrement, ainsi que Paul Craig Roberts, ancien sous-secrétaire d'État dans l'administration Reagan, qui a évolué vers un suprémacisme blanc. Et cela au milieu de nombreux auteurs étiquetés à gauche. Dans un premier temps, un tel appel juxtapose simplement des personnes qui ne sont pas nécessairement en rapport entre elles. Cela constitue ensuite une base susceptible d'activer les circulations internationales de mots-balises et leurs traductions dans des contextes nationaux différents.

Face au défi national et international du confusio-nisme et de l'extrême droitisation, la gauche a devant elle un travail en profondeur: retisser des liens de proximité avec les milieux populaires, les couches moyennes et les mouvements sociaux, réinventer un imaginaire émancipateur commun et un nouvel internationalisme, sur le mode d'une galaxie polyphonique. ■

Philippe Corcuff est professeur de science politique à l'université de Lyon et membre du Collectif de lutte antisémitisme contre le racisme et l'antisémitisme (Clara). Il est l'auteur de « La Grande Confusion. Comment l'extrême droite gagna la bataille des idées » (Textuel, 2021).

Cloé Korman La mise au pas des éditions Grasset permet l'essor médiatique de Vincent Bolloré et de son programme de haine

L'écrivaine s'interroge sur l'état des moyens qui régulent le champ de la liberté d'expression, et s'inquiète du poids de certaines logiques financières et politiques qui encouragent la violence à l'égard des « étrangers et tous ceux et toutes celles assimilés comme tels »

Le retrait du projet de loi Yadan, le 16 avril, qui souhaitait criminaliser les propos appelant à la destruction d'un État, a brièvement mis en lumière une législation plus ancienne: celle de la loi Pleven. Si le renoncement au vote des parlementaires a été demandé et obtenu, c'est en vertu des entraves à la liberté d'expression que contenait ce nouveau texte: rendait presque impossible la critique des agissements mortels de l'État d'Israël.

Mais l'aspect qui m'a mis le plus mal à l'aise dans ce projet législatif est l'oubli, qui semble désormais enterré, de cette autorité loi datant de 1972 et qui porte le nom du ministre de la justice René Pleven (1901-1993). Une loi qui offre un cadre aussi universel que limpide et offensif sur les questions d'appel à la haine.

Conçu dans les années 1970, alors que se développaient l'immigration post-coloniale et les phobias meurtrières qui l'ont accompagnée, la loi Pleven venait expliciter une règle sans être l'encontre d'un danger auto-immun contenu dans le libéré

d'expression: la possibilité pour celle-ci de ravager la parole de certaines catégories de population, jusqu'à la atteindre dans leur chair. Le texte de cette loi a la beauté limpide de textes juridiques dont la technicité se confond presque dans le langage de la morale ordinaire: il interdit l'incitation à la haine en raison de l'origine ou de l'appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée qui, ainsi définie, entre dans le champ de la justice pénale.

L'invention d'une nouvelle loi visant à protéger d'un certain type de propos haineux les personnes juives soulève combien ce texte est tombé dans l'oubli. Comme s'il devenait nécessaire de créer une législation spécifique pour chaque renouvellement rhétorique de la haine, alors que la loi Pleven est cet espace juridique ouvert qui permet, en théorie, de se protéger contre les chaînes de télévision qui traitent les maîtres noirs de singes, contre des journaux qui recyclent des rhétoriques de vieux clichés antisémites, contre les candidats politiques qui en appellent au bannis-

sement d'enfants immigrés en prétendant qu'ils sont tous des assassins, ou contre les appels à abattre les étrangers illégaux sur les réseaux sociaux... Ce que révèle cette entreprise législative récente, heureusement avortée, c'est aussi à quel point le cadre de la lutte contre l'expression du racisme s'est radicalement affaibli ces dernières années, d'abord à cause de moyens insuffisants et vite rendus obsolètes lorsqu'il s'agit de réguler l'espace numérique, mais aussi d'une évolution des rapports de force dans le champ du politique.

Échec de l'Arcom

La mise au pas, le 14 avril, de la maison d'édition Grasset par Vincent Bolloré, après avoir entraîné le départ presque unanime de ses auteurs et autrices, gagnerait à être perçue non seulement comme une affaire de droit social et de droit d'auteur, mais comme un effet supplémentaire de cette inertie – voire de la connivence – qui accompagne et permet l'essor médiatique de Bolloré avec CNews. Le *Journal du dimanche*, Europe 1, Fayard, sans compter

les innombrables métastases groupusculaires de ce programme de haine dans toutes les sphères numériques.

L'Arcom échoue, et avec elle toutes les instances de contrôle, à stopper Bolloré. Les outils mobilisés pour le contrer – ce qui se voit, à Bruxelles, celui de la libre concurrence, en France, le garde-fou du pluralisme ou encore le cadre de la liberté éditoriale – sont des recours pragmatiques, parfois utiles, mais pas sur le long terme. En effet, ils relèguent au second plan la revendication d'un énoncé clair, capable de disqualifier la mise en œuvre d'un projet massif et systématique de violence contre les étrangers et contre tous ceux et toutes celles assimilés comme tels.

Ce fait n'est pas nommé, ce fait gêné, il est pris pour émanation d'un électoral à ne pas froisser ou de financiers à ne pas se mettre à dos. Il est aussi bien plus angoissant à reconnaître qu'un problème de propriété du capital parce qu'il amène à ce questionnement: À quel servent les capitaux, en question? À quelle extrémité dans l'humiliation,

le bannissement, l'annéantissement d'autrui? Que manque-t-il encore pour mettre fin à l'abandon de principes qui fondent tout simplement notre dignité et notre survie collective?

Le mouvement unanime des auteurs et autrices de Grasset – et la réponse sociale des écrivains qui est en cours – est suffisamment rare pour ne pas en saisir le symbole. Le sujet n'est pas que les écrivains ne veulent pas cohabiter avec Bolloré. S'ils le désavouent aussi collectivement, c'est en raison des forces de haine que ce dernier incarne et promeut. Une résistance est possible, par les moyens mêmes que cette haine saccage: les forces de l'imagination, et le désir de porter, en soi, d'autres voix que soi. ■

Cloé Korman est écrivaine, lauréate du prix du livre Inter en 2010 pour « Les Hommes-couleurs » (Seuil). Son dernier ouvrage est « Mettre au monde » (Flammarion, 2025).

LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'EXPRESSION DU RACISME S'EST RADICALEMENT AFFAÏSSÉ CES DERNIÈRES ANNÉES

PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOUCAULT

Du retour en grâce du nucléaire

Il y a quarante ans, le réacteur n° 4 de la centrale de Tchernobyl explosait, dispersant dans l'atmosphère environ 30 000 fois les rejets radioactifs de toutes les installations nucléaires civiles ayant jamais fonctionné. De manière paradoxale, cet anniversaire coïncide peu ou prou avec la concrétisation des projets de relance de l'atome, un peu partout dans le monde. En France, les derniers épisodes en date, mi-mars, sont la visite d'Emmanuel Macron du chantier du futur EPR de Penly (Seine-Maritime) et l'annonce d'une série de décisions issues du cinquième conseil de politique nucléaire.

Celles-ci n'ont soulevé presque aucune protestation audible, ni dans le monde politique ni dans la société civile. Elles ne se sont attiré quasiment aucun commentaire, pas plus sur le moment que quelques semaines plus tard, à l'occasion des 40 ans de l'explosion de la centrale ukrainienne. Bien plus que la question climatique, les guerres en Ukraine et en Iran, et les tensions qu'elles induisent sur les marchés d'hydrocarbures, ont transformé la relance du nucléaire tricolore en nécessité indiscutable.

La tendance est lourde et ne concerne pas uniquement la France. Même en Allemagne, qui a misé sur la sortie du nucléaire après la catastrophe de Fukushima (Japon), en 2011, au profit d'un fort développement des énergies renouvelables, la question se repose de manière aiguë. En mai 2025, Berlin s'est engagé à ne plus s'opposer au développement de l'atome à l'échelon européen, mettant un terme à un point de désaccord profond avec Paris. Début avril, dans un entretien à *Financial Times*, Katherina Reiche (CDU), ministre de l'économie et de l'énergie, a proposé d'aller plus loin, ouvrant la possibilité d'investir en Europe dans le développement de cette technologie. Le même mouvement est à l'œuvre en Belgique, où la loi de 2003 qui prévoyait une sortie totale de l'atome avant fin 2025, a été abrogée en extrême, quelques mois avant l'échéance.

Les contraintes de la guerre n'agissent pas seulement comme un aiguillon, mais aussi comme un puissant narcotique capable de dissoudre la mémoire des catastrophes, et de faire passer le nucléaire, aux yeux des décideurs, pour une énergie « comme les autres ». C'est pourtant aujourd'hui moins vrai que jamais. Les conflits en Ukraine et en Iran n'ont en effet pas seulement mis en lumière l'ultradépendance de l'économie mondiale aux combustibles fossiles : ils montrent tritamment que les installations nucléaires – mais aussi d'autres infrastructures critiques comme les usines de dessalement – peuvent devenir les cibles militaires d'un pouvoir aux abois. En février 2025, l'attaque de drones russes sur le dôme de la centrale accidentée de Tchernobyl – toujours elle – ou encore la capture de celle de Zaporijia, l'illustrant de manière saisissante.

Loin de tenir compte de ces risques, désormais plus tangibles que jamais, les développements de l'industrie de l'atome pour-

LES GUERRES EN UKRAÏNE ET EN IRAN ONT TRANSFORMÉ LA RELANCE DE L'ATOME TRICOLEUR EN NÉCESSITÉ INDISCUTABLE

raient, bien au contraire, multiplier les vulnérabilités. Les « petits réacteurs modulaires », généralement d'une puissance de l'ordre de la centaine de mégawatts, font partie des innovations en cours de développement. Ils pourraient être utilisés dans une diversité d'applications, par exemple pour assurer l'alimentation in situ des grands data centers appelés à pousser comme des champignons sur de nombreux territoires, ou le développement débridé de l'intelligence artificielle.

Au nombre des annonces du cinquième conseil de politique nucléaire figure aussi le lancement d'études visant à la mise en chantier, dès 2030, d'un « premier réacteur à neutrons rapides ». Or ces réacteurs sont réputés beaucoup plus complexes à sécuriser que les réacteurs à eau pressurisée classiques. Non seulement parce que c'est du sodium liquide qui y est généralement utilisé comme caloporteur (un élément qui a pour propriété d'exploser au contact de l'eau, et de s'enflammer à celui de l'air), mais aussi et surtout parce que les réactions de fission produites par des neutrons rapides sont fondamentalement plus instables que celles produites par les neutrons thermiques des réacteurs classiques. En cas d'accident grave, comme la fusion du cœur, et sous certaines conditions, l'emballement incontrôlable de la réaction en chaîne ne peut être exclu.

Versatilité politique

Certes, les réacteurs à neutrons rapides sont un Graal de la filière – ils peuvent consommer (presque) tous les isotopes de l'uranium et du plutonium, et une grande part des déchets nucléaires –, mais c'est un Graal qu'il est plus raisonnable de poursuivre dans un monde où la guerre, le plétinement du droit international et le déni de science sont l'exception plutôt que la norme. Le risque est aussi lié à la versatilité politique. A cet égard, la mention d'une possible mise en chantier, en 2030, d'un « premier réacteur à neutrons rapides » a sans doute fait grincer quelques dents au Commissariat à l'énergie atomique. Car de tels réacteurs expérimentaux ont en réalité fonctionné, en France, depuis les années 1960 (le plus connu, Superphénix, a été fermé en 1997), le dernier d'entre eux, le projet Astrid, ayant été abandonné en 2019, au milieu du premier mandat d'Emmanuel Macron.

Si les marchés d'hydrocarbures imposent aujourd'hui le retour de l'atome, c'est à l'époque un autre marché qui avait eu la peau d'Astrid : en 2019, les cours de l'uranium étaient si bas qu'il n'était plus justifié d'investir des centaines de millions d'euros dans un réacteur destiné à entrevoir la fin de la dépendance aux importations de cette matière première. S'exonérant de la réserve que s'imposent habituellement les grands commis de l'Etat, un ancien haut-commissaire à l'énergie atomique avait fustigé « le gâchis de soixante-dix années d'investissement de la République » et qualifié la décision d'« avarie historique ».

SUPERPROFITS PÉTROLIERS : LA NÉCESSITÉ D'UNE TAXE EUROPÉENNE

ÉDITORIAL M

Pour une compagnie pétrolière, présenter des résultats financiers en plein choc énergétique est un exercice délicat. Il faut rassurer les actionnaires en montrant que l'entreprise fait mieux que ses concurrents, sans pour autant s'en glorifier, au risque de choquer des consommateurs égarés par la hausse des prix. En annonçant un bénéfice net en hausse de 51 % au premier trimestre, à 5,8 milliards d'euros, TotalEnergies a clairement contenté les premiers. Mais il lui sera d'autant plus difficile d'échapper au débat sur la taxation de ses profits que les effets de la crise énergétique n'en sont qu'à leurs débuts.

De la gauche à l'extrême droite, les propositions se multiplient pour mettre à contribution les multinationales qui profitent de

l'envoie des cours. Le gouvernement, lui, tergiversé. Sébastien Lecomte refuse le « Total bashing » et appelle le groupe à redistribuer volontairement une part de ses profits sous forme de ristournes à la pompe. Le premier ministre jure qu'il « ne ferme aucune porte... », sans pour autant en ouvrir une.

Avant de légiférer dans l'urgence, quelques réalités méritent d'être rappelées. Une taxation nationale des « superprofits » risque d'être économiquement décevante. Les mesures adoptées lors de la précédente crise énergétique, en 2023, avaient rapporté beaucoup moins qu'anticipé. La raison est simple : la majeure partie des bénéfices de TotalEnergies n'est pas réalisée sur le territoire français. Qui plus est, comme le montre une étude de l'Observatoire international de la fiscalité, les multinationales tendent, en période de crise, à loger une part croissante de leurs profits dans les juridictions à faible imposition. Agir dans ce domaine exige une coordination internationale qui, à ce stade, ne verra pas le jour à court terme.

Il faut aussi admettre que disposer d'un champion national, capable de négocier des contrats d'approvisionnement à long terme, d'investir dans des capacités de raffinage et de peser dans les équilibres géopolitiques de l'énergie, constitue un atout stratégique réel, que l'on ne saurait sacrifier par simple posture politique.

La question n'est pas tant de savoir si l'on taxe, mais où et comment. Début avril, l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, l'Italie et le Portugal ont réclamé à la Commission européenne un prélèvement coordonné sur les groupes énergétiques. La France serait bien inspirée de rejoindre, sans tarder, cette initiative. Ces cinq pays, gouvernés par des majorités aux sensibilités diverses, ont compris qu'à l'échelle mondiale, seule une réponse continentale est adaptée. Une taxe européenne permettrait d'éviter les distorsions de concurrence entre Etats membres, de limiter l'optimisation fiscale transnationale, et d'envoyer un message clair : ceux qui tirent profit des conséquences de la guerre doivent faire leur part.

Si la crise se prolonge, refuser de débattre d'une taxation deviendra politiquement intenable à l'échelle nationale. Il est préférable de peser sur la création d'un dispositif européen équilibré que se retrouver contraint d'improviser sous pression d'une Assemblée nationale sans majorité. Les sociétés démocratiques tolèrent mal les inégalités trop visibles : d'un côté, des actionnaires s'enrichissant sur fond de guerre, de l'autre, des automobilistes qui peinent à faire le plein. C'est dans ces tensions que prospèrent les démagogues. Mieux vaut une fiscalité imparfaite, mais légitime, que de laisser prospérer une indignation aux résultats imprévisibles.

Le Monde PRÉSENTE

LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE

AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN, FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS

22 JUIN 2026

UNE SOIRÉE AU THÉÂTRE DU ROND-POINT
RETRANSMISE EN DIRECT SUR ATELIERS.LEMONDE.FR
ET DANS LES CINÉMAS PARTENAIRES

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE POURRAIENT MULTIPLIER LES VULNÉRABILITÉS

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS
ATELIERS.LEMONDE.FR

AVEC LE SOUTIEN DE COMPTOIR DES VOYAGES

CGR EVENTS

5

EN ROUTE

Permis rural express

Quitter la ville, payer plus cher, apprendre en urgence et passer l'examen rapidement : la stratégie de candidats pressés

7

AU BESTIAIRE !

Robots en terre sauvage

De la fiction animée aux expérimentations bien réelles, ces animaux artificiels interrogent notre rapport au vivant

8

UN APÉRO AVEC...

Guillaume Erner

Le matinalier à France Culture raconte son parcours atypique, du quartier du Sentier, à Paris, à la radio, entre discipline de vie et héritage familial

2

ENQUÊTE

Dans un contexte déjà tendu entre automobilistes et cyclistes dans les centres urbains, où les accidents se multiplient, des femmes témoignent d'agressions sexistes régulières lors de leur pratique du vélo. Jusqu'à les pousser parfois à lâcher le guidon

l'époque
Le Monde

Etre une femme... à vélo

ENQUÊTE

Harcelement en roue libre

Si le vélo incarne une liberté conquise, il demeure pour beaucoup de femmes un terrain d'insécurité persistante, entre sexisme et mises en danger

Par Olivier Razemon

Ça n'a pas duré longtemps, mais j'ai eu très peur», avoue Claire Grimout, qui vit à Castelnaud-le-Léon, dans la proche banlieue de Montpellier. La quadragénaire, enseignante, juchée sur son vélo électrique, quittait une rue résidentielle débouchant sur un rond-point, lorsqu'elle aperçoit une voiture, contrainte de ralentir en raison d'une surélévation. «L'automobiliste s'est énervé en levant les mains. À travers la fenêtre du véhicule, ouverte, je lui ai fait remarquer qu'il s'agissait d'une priorité à droite. Nous nous éloignons dans des directions opposées quand j'ai vu dans mon rétroviseur, son majeur levé. J'ai lancé un "Connard !" Je n'aurais pas dû l'insulter. Ça n'apporte rien.»

C'est alors que l'incident prend une tournure terrifiante, retrace Claire Grimout. L'homme, la trentaine et au volant d'une voiture sportive, «a immédiatement braqué, fait demi-tour, puis roulé très vite dans [sa direction]», «l'ai fui le plus rapidement possible et me suis réfugiée, quand j'ai pu, dans une rue piétonne. J'avais des palpitations. Je savais

qu'il pouvait me tuer avec sa voiture s'il le voulait. Pendant plusieurs jours, je craignais de le croiser. Je suis intimement convaincue que la situation aurait été différente si j'avais été un homme.» Deux ans après, Claire Grimout entretient encore une petite culpabilité.

Des agressions comme celle-ci, les femmes qui se déplacent à vélo en subissent régulièrement. Un mot de trop, un regard, une situation compliquée dans le magma urbain, et ça dérape. «Mêlé-toi de ton cul», a entendu Axelle, trentenaire (qui, comme d'autres personnes citées, n'a donné que son prénom), après avoir toqué à la portière d'un automobiliste garé sur une piste cyclable à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Les interjections, sous le couvert de la séduction, peuvent sembler anodines, mais cachent une menace voilée : «Ma jolie», «Souriez-moi mademoiselle» ou ce «Pédale, pédale, pédale» adressée d'une terrasse de café à une femme montant une rue en pente, à Paris.

Un jour qu'elle circulait boulevard Bineau, à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), Delphine Julie a eu la surprise de voir une ambulance s'arrêter à son niveau. Sur le siège passager, un homme, les pieds sur le tableau de bord, l'interpelle : «Alors, c'est l'été, on fait un peu de cardio?», d'un air salace, assure-t-elle. Au moment où elle prend en photo l'ambulance, l'attitude de l'homme change radicalement. «Il m'a empoignée par le cou», se souvient cette habitante de la petite couronne francilienne. L'incident ne s'est pas arrêté là. Offusquée, Delphine Julie, qui dirige un collectif appelé «Elles à vélo», a appelé l'employeur de l'ambulancier, dont les coordonnées figuraient sur le véhicule. «Le patron m'a ri au nez, avant de me contacter quelques jours plus tard pour s'excuser, car il avait eu connaissance de plusieurs histoires similaires.»

Quand on est une femme à vélo, la grossièreté n'est jamais loin. «Le tutoiement est employé dans ces circonstances-là», dit Delphine Julie, ce souvenant d'une autre agression, avec un taxi, cette fois. «Salope, tu l'as fait exprès», lui avait crié le chauffeur qui venait d'embutoir son vélo.

Dans une étude publiée partiellement en février 2025, 2 672 témoignages, consignés par la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB), qui rassemble 600 associations locales, montrent que les auteurs des insultes sexistes utilisent systématiquement le même vocabulaire dégradant. Fin 2024, après le décès de Paul Varry, un cycliste de 27 ans délibérément écrasé par le conducteur d'un SUV, la fédération avait ouvert un site consacré aux violences motorisées.

Les témoignages signalent notamment des «visages déformés par la violence et la haine», des remarques sur l'apparence physique, des regards lubriques, ou cet automobiliste marseillais hurlant de rage car il ne parvenait pas à retrouver la femme qu'il venait d'insulter. Les victimes se décrivent en état de choc, parfois en pleurs, et font face à l'incompréhension de la plupart des hommes, qui n'imaginent pas à quel point la violence peut s'abattre sur les femmes à vélo.

«Une fois qu'elles ont été agressées, beaucoup de femmes laissent tomber» la bicyclette

Céline Scornavacca
coprésidente de la FUB

Une autre obsession est souvent relevée par les témoignages : celui pour les sous-vêtements : «Excusez-moi, Mademoiselle, on voit votre culotte», dit-on de temps à autre à Axelle, ce qui ne «dérange pas beaucoup, puisque de toute façon, [elle] ne recroiser[à] jamais ces gens.»

Assis à une terrasse de café, à Lyon, où il vit, Maxime, 34 ans, petit en taille et d'apparence assez jeune, peut témoigner que les hommes et les femmes ne sont pas considérés de la même manière lorsqu'ils se déplacent en selle. Cet homme transgenre pouvait encore être pris pour une femme jusqu'à la fin de 2024, confie-t-il. «Environ six mois après avoir entamé ma transition, j'ai constaté que les injures habituelles comme "connasse et salope" disparaissent. Lorsque je les entends encore et que je réponds, on me dit "Oh, pardon monsieur".» De même, l'homme ne croise plus les lourdauds indignés à l'idée qu'une femme les dépasse et ne subit plus les remarques condescendantes des vendeurs lorsqu'il achète un accessoire pour son vélo. Mais il se souvient de «la sororité des femmes, très forte, lorsque l'une d'entre elles se fait agresser». Or, le rappelle Céline Scornavacca, «une fois qu'elles ont été agressées,

beaucoup de femmes laissent tomber». Selon l'enquête publiée en janvier par Materiel-velo.com : 57 % des femmes confrontées à des comportements sexistes arrêtent temporairement la pratique. Temporairement, car le vélo, malgré tout, constitue une «forme de refuge», «la nuit en particulier», analyse Mélodie Cros Ferréol, consultante sur la mobilité et l'égalité de genre, autrice d'un mémoire sur ce thème. Si, «à pied, une femme doit justifier le moindre regard qu'elle porte sur un qidam, en selle, elle peut redevenir observatrice». La bicyclette rend agile et rapide, se réjouit Axelle, «1,57 mètre pour 60 kilos», tient-elle à préciser.

Comme pour la course à pied, de nombreuses femmes ont lutté, en Europe, puis ailleurs dans le monde, pour conquérir le droit de circuler à vélo et de participer aux compétitions cyclistes. Le Tour de France féminin ne s'est imposé qu'en 2022, après deux tentatives, en 1955, puis entre 1984 et 1989. Pour preuve de la misogynie ambiante, en 1987, la future championne olympique Jeanine Longo est prise à partie par le coureur Marc Madiot dans l'émission «A chacun son tour», sur Antenne 2 (aujourd'hui France 2). Alors

D'après une enquête de l'institut Flash pour Materiel-velo.com, un distributeur d'accessoires et de pièces détachées, parue en janvier, quatre femmes sur dix déclarent avoir été confrontées à des comportements agressifs et/ou sexistes (chez les 18-24 ans, cette proportion atteint 58 %), 39 % ont eu à subir mises en danger routières et agressivité des usagers, 24 % du harcèlement et de l'intimidation dans l'espace public, 9 % des violences physiques ou sexuelles.

Si, selon d'autres relevés effectués par la FUB, la proportion des agressions subies par les femmes de la part d'un conducteur motorisé ne semble pas notablement éloignée de celle subie par les hommes, la différence de genre constitue incontestablement un facteur favorisant la décomplexion des comportements. «C'est comme si la vulnérabilité des cyclistes était un accélérateur des dynamiques à l'œuvre dans la société», résume Léa Wester, directrice associée du cabinet 6t-bureau de recherche, qui a analysé les réponses pour le compte de la FUB. En revanche, constate-t-elle, les femmes portent moins plainte que les hommes. Et «neuf agresseurs sur dix sont des hommes». «C'est comme si la vulnérabilité des cyclistes était un accélérateur des dynamiques à l'œuvre dans la société», résume Léa Wester, directrice associée du cabinet 6t-bureau de recherche, qui a analysé les réponses pour le compte de la FUB.

A cette insécurité routière s'ajoute une «insécurité sociale» qui frappe de manière différentielle. Car certains hommes ne supporteraient pas d'être dépassés par quelqu'un qu'ils jugent «plus faible» qu'eux. «Je suis compétitrice, et je roule en tenue de l'équipe de France, avec mon nom écrit dans le dos, témoigne ainsi la triathlète Marie Coviaux. Je ne compte plus le nombre de fois où les hommes que je double à vélo deviennent complètement dingues en découvrant que je suis une femme. À Paris, quand je remonte la rue Saint-Jacques, j'ai tout une troupe qui [tente de me rattraper].»





A Paris, les 15, 19 et 20 avril.
PHOTOS: PAULINE BALLEE
POUR « LE MONDE »

qu'elle vient de remporter une étape (elle gagnera notamment trois Tour de France féminin d'affilée), le sportif s'énerve : « Je suis contre le cyclisme féminin ! Voir une femme danser, c'est joli, voir une femme à vélo, c'est moche. C'est un sport très difficile, j'aime trop les femmes pour les voir souffrir. » Et de conclure qu'il regarderait le cyclisme féminin le jour où les coureuses mettront des tenues « plus jolies » : « Vous êtes moches ! » « Le vélo a rendu les femmes libres », rappelle Florence Gall, la déléguée générale de France Vélo, qui assemble les acteurs économiques du secteur. La bicyclette a accéléré, dans la seconde partie du XIX^e siècle, la diffusion du pantalon, le vestiaire féminin étant jusque-là considéré comme incompatible avec la pratique. Toutefois, les premiers vélos comportant un carénage autour du dérailleur n'ont pas été conçus pour les robes, mais pour les soutanes des ecclésiastiques.

L'industrie cyclable n'a toujours pas pris la pleine mesure des besoins de la clientèle féminine : « La plupart des modèles sont trop grands et trop lourds pour la moyenne des femmes, avec des petites mains, il n'est pas facile d'atteindre les freins ; les selles épousent la morpholo-

gie masculine... », énumère Florence Gall. Certaines usagères récusent néanmoins une pratique spécifiquement féminine de la bicyclette. « J'adopte des attitudes de mec, un peu comme en « compété ». Les gens qui ne me respectent pas, je leur gueule dessus », assume Carole Nicolas, 42 ans, qui roule en jean dans la banlieue lyonnaise et n'aimerait pas « passer pour une femme timorée », même si, « quand [elle est] avec [ses enfants, elle] laisse couler ». « Non non non », elle n'a « pas peur », affirme sur Facebook la triathlète Marie Coviaux, répondant ainsi à une question qu'on « lui pose souvent » quand elle relate ses voyages en solitaire.

Si toutes les femmes ne ressentent pas d'insécurité physique, elles peuvent être néanmoins confrontées à d'autres embarras qui expliquent leur vulnérabilité, explique Mélodie Cros Ferréol, à commencer par l'« insécurité technique, la crainte de la panne mécanique, une moindre connaissance de l'objet ou un rapport à l'effort physique plus contraint ».

Un écueil que Valérie Rochet tente de combler en enseignant la mécanique dans une vélo-école des quartiers populaires de Lyon. « La méthode d'auto-réparation consiste à faire, puis à défaire,

afin que l'apprenant refasse ensuite de ses propres mains. C'est un principe d'éducation populaire », dit-elle. Or, souvent, les hommes montrent (et montrent qu'ils savent) sans laisser les femmes s'emparer des outils. « Le savoir, c'est le pouvoir. Je dis aux enfants que maman peut apprendre aussi bien que papa », confie Valérie Rochet. L'éducatrice remarque aussi que « les filles décrochent au moment de la rentrée en 6^e. Soudain, elles disent : "Je n'ai plus envie, au moment même où les parents achètent un nouveau vélo à leur frère ».

La consultante Mélodie Cros Ferréol observe en outre une injonction contradictoire : les « exigences esthétiques imposées aux femmes », qui viennent cogner avec la pratique quotidienne du vélo. Ces préoccupations n'arrivent pas spontanément dans la conversation, mais, après quelques minutes, beaucoup en conviennent avec un petit rire, en s'excusant, car « ça va vous paraître futile », comme le dit Claire Grîmont : sur le vélo, « j'oublie le chignon ou la queue-de-cheval à cause du casque, et j'évite la jupe ou la robe », qui, selon des constats empiriques, pourrait se coïncider dans la fraie à disque de la roue arrière. Le beau pantalon blanc, la cheve-

Les « exigences esthétiques imposées aux femmes » viennent cogner avec la pratique quotidienne du vélo

Mélodie Cros Ferréol consultante sur la mobilité et l'égalité de genre

lure travaillée, le maquillage appuyé sont à proscrire. Et pourtant, « il faut être chic, présentable ; il y a une image à renvoyer », concède Axelle, qui travaille dans la finance et ne porte que des collants noirs, pour éviter la vilaine salissure, « au cas où la jambe entrerait en contact avec la chaîne ».

Les différences de genre affectent aussi le secteur de la livraison. Ainsi, lorsqu'elle est arrivée dans l'entreprise Cargonauts, qui s'appelait alors Olvo, en 2020, Chloé Bouilloux était la seule femme dans l'équipe de livreurs. Elle déplorait intérieurement « une attitude viriliste, à qui porterait la plus lourde charge et roulerait le plus vite, sans parler des blagues sur les féministes ». « Cela me stressait car je craignais qu'on me considère comme une mauvaise livreuse. »

Puis, plusieurs femmes ont intégré la société, « et certaines ont décidé de ne plus laisser faire. Il faut des grandes gueules, au début, pour dire non aux remarques sexistes ». L'entreprise a fini par « rédiger une charte, arrêter de trop charger les vélos et, finalement, offrir de meilleures conditions de travail, qui bénéficient à tous les salariés ». Quel que soit leur genre.

« L'éducation et le changement culturel sont nécessaires pour éradiquer certains comportements »

Inès Sanchez de Madariaga, née à Madrid en 1963, est une architecte et urbaniste espagnole, spécialisée dans l'étude de la mobilité et du genre. Elle a fait émerger la notion de « mobilité du soin », qui intègre l'ensemble des trajets réalisés pour la maintenance du foyer et l'attention portée aux autres.

Comment expliquez-vous les remarques, les agressions, les violences que subissent les femmes lorsqu'elles se déplacent à vélo ?

Tout d'abord, il faut rappeler que la violence contre les femmes ne s'exerce pas en priorité dans l'espace public, mais à la maison, et qu'elle émane majoritairement de l'entourage proche.

Dans la rue ou les transports publics, le principal problème auquel sont confrontées les femmes, c'est la perception subjective d'insécurité. Cela les amène à éviter certains quartiers de jour, ou plus encore de nuit.

Que risquent alors les femmes cyclistes ?

À vélo, deux sortes d'insécurité se manifestent. La plus importante est le risque physique d'être renversée par le conducteur d'une voiture. Or, les villes, même en Europe, ne disposent pas assez d'infrastructures continues qui protègent les cyclistes, voies cyclables ou carrefours adaptés au vélo. En outre, les femmes éprouvent une plus forte aversion

au risque que les hommes. Lorsqu'une activité, selon leur perception, comprend un risque important, elles ont davantage tendance à arrêter la pratique. Leur corps est en moyenne plus petit, elles ont moins de force physique. Et l'éducation joue un rôle majeur. Toute leur vie, on leur a répété : « Il faut que tu sois prudente ».

Quelle est l'autre source d'insécurité ?

C'est le harcèlement. Celui-ci peut être verbal, se manifester simplement par le regard, qui peut être mauvais, insistant. En anglais, on appelle cela le *stalking* [« la traque »]. Le harcèlement est également physique, par le toucher, et peut aller jusqu'au viol. Ces comportements masculins se manifestent en particulier dans les endroits où la présence de femmes demeure

une exception, ou lors des activités où les hommes sont largement majoritaires, comme la livraison à vélo. Dans ces lieux, ou ces circonstances, les hommes peuvent réagir en affirmant leur domination, par des regards ou des mots. Cette réponse est parfois inconsciente, et certains hommes imaginent sans doute que leur attitude est flatteuse pour les femmes. Quand j'étais petite, en Espagne, il était habituel que les ouvriers d'un chantier apostrophent ou sifflent les filles lorsqu'ils en voyaient passer une. Lors de mon premier voyage aux États-Unis, où cette pratique n'existait pas, j'ai compris

l'impact du contexte culturel. L'éducation et le changement culturel sont nécessaires pour éradiquer certains comportements.

Comment expliquer les différences de genre dans la pratique du vélo entre la France, où les femmes représentent environ 40 % des cyclistes, et le Danemark ou les Pays-Bas, où elles sont plus de 50 % ?

C'est essentiellement lié à la qualité des infrastructures cyclables. Dans les pays où le vélo devient un véritable moyen de transport, et où il est facile de se procurer des vélos adaptés à tous types de trajets, les femmes se sentent plus en confiance et pratiquent davantage.

Propos recueillis par O. R.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Dans la Sarthe, les boulangers sortent la mairie du pétrin

Frédéric Potot

Assé-le-Boisac tente de conjurer le sort. A trois reprises, la boulangerie avait dû fermer le rideau. Mais les derniers arrivants, Fathi Ouissli et Feriel Dadou, l'assurent, ils ne partiront pas de si tôt

La boulangerie est le commerce de proximité préféré des Français, répètent régulièrement les enquêtes. Encore faut-il en avoir une près de chez soi... Si le nombre d'enseignes est en progression – avec 43 000 établissements actifs actuellement, d'après le cabinet d'études Epsimas –, l'écart se creuse entre les villes et les campagnes : les ouvertures se concentrent dans les premières, les fermetures dans les secondes. A Assé-le-Boisac (Sarthe), on connaît bien le phénomène. Au cours d'une période de trois ans, ce village de 900 habitants a vu son fournil baisser le rideau... à trois reprises.

Le maire (sans étiquette), Yves Gérard, réfute les facteurs habituellement avancés par la profession – hausse de l'énergie et des matières premières... –, préférant invoquer la loi des séries : « Nous avons été confrontés à un manque de sérieux des candidats » à la succession du boulanger en place, parti s'installer en Normandie. La municipalité est très impliquée dans ce dossier en tant que propriétaire des murs de la bouquetterie et du fonds de commerce, ceci dans l'objectif de faciliter l'arrivée de nouveaux artisans ne trouvant pas de banques pour se faire prêter de l'argent.

La suite a tourné au mauvais film. Premier à se lancer, un jeune couple originaire du village a ainsi déposé son bilan au bout de six mois.

« Quand on oublie de se lever le matin, il est compliqué d'exercer ce métier... », raille l'élu. Un second couple a pris la relève, mais ses charges, lées par un « recrutement trop important déployés », ont fait couler l'affaire, après une seule année d'activité.

Le dernier couple, lui, n'a donc pas dépassé la semaine. La raison : un supposé défaut d'isolation phonique de l'appartement situé à l'étage, et un tout aussi supposé « tapage nocturne récurrent ». « Je travaille de 2 h 30 à 19 heures pour votre plaisir, et je n'arrive à dormir que de deux à trois heures par nuit. Ras-le-bol! », a écrit le locataire du lieu sur la devanture, avant de filer à l'anglaise. « Sornettes », a répliqué la mairie, non sans avoir vérifié a posteriori les antécédents du fuyard sur les réseaux sociaux : « On s'est rendu compte qu'il avait déjà fait du coup ailleurs », rapporte Yves Gérard. Vaccinée, l'équipe municipale a renforcé sa vigilance dans ce cadre de postulat. Recommandés par un minotier du secteur, deux candidats ont déposé un dossier en mairie, fin 2025, avant d'être auditionnés, puis « inspectés » à l'improviste



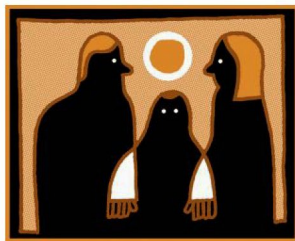
Recommandés par un minotier du secteur, deux candidats ont déposé un dossier en mairie, fin 2025, avant d'être auditionnés, puis « inspectés » à l'improviste

chacun possède déjà dans une autre commune du département. La municipalité a cassé sa tirelire au passage, en investissant 31 000 euros dans l'achat de matériel (pétrin, diviseuse, chambre de pousse...) – somme qu'il faut ajouter aux 250 000 euros dépensés dans le passé pour l'acquisition et l'équipement du local.

« C'est promis, on va rester longtemps, on est têtus », assure aujourd'hui Fathi Ouissli et Feriel Dadou, les nouveaux arrivants, gérants d'une boulangerie à Moncé-en-Belin (Sarthe) dont ils ont confié la responsabilité à leur fille Nadine. Lui est tunisien et a appris la pâtisserie auprès du formateur Gaëtan Paris, élu meilleur ouvrier de France en 1997. Elle est algérienne et s'occupe de la vente derrière une vitrine joliment acahalée de gâteaux sophistiqués aux noms poétiques (Elixir de l'aube, éclats de gianduja, Harmonie lactée...) et de pâtisseries orientales. Le couple a quitté la région parisienne en 2022 après la crise liée au Covid-19. « On rêvait d'être propriétaires de notre propre boulangerie et nous installer dans un petit village, confie-t-il, flaté par des débuts prometteurs. Les habitants jouent le jeu. Nous avons été acceptés dès le premier jour. C'est agréable de se sentir désirés. »

En retour, Fathi Ouissli, qui prépare lui-même son levain à partir de miel et de pomme, espère offrir à la commune un beau cadeau : un prix au concours départemental de la meilleure baguette tradition, auquel il compte se présenter.

SECRETS DE FAMILLE



« Avec mon enquête, ma vie a changé »

Dans chaque maison dort un secret. Qu'il soit lié aux origines, à un concours de circonstances ou à un événement tragique, qu'advient-il à l'heure de la révélation ? Jérôme, réalisateur de 45 ans, a raconté à Elisa Mignot comment il a exhumé un lourd passé familial

Jérôme

nous accueille sur son palier, dans le 11^e arrondissement de Paris. Bientôt père de son troisième enfant, ce Belge de 45 ans est réalisateur de films. Il chuchote. Peut-être parce que sa femme, enceinte, se repose, peut-être parce qu'il s'apprête à raconter un secret de famille, enfin plusieurs. Une fois assis dans le canapé, il se décharge comme on vide un sac de charbon.

L'enfance

Jérôme a grandi dans un village à 30 kilomètres de Bruxelles. Ses parents sont assez absents, car ils travaillent beaucoup, et ses deux grands frères font déjà leur vie. Une enfance pas malheureuse, pleine d'amis et d'activités extrascolaires, mais où il s'est souvent livré à lui-même. D'aussi loin qu'il s'en souvient, quelque chose lui pèse. Quelque chose de gluant. L'impression diffuse de vivre dans un décor. Il ajoute qu'il a toujours eu une « sensibilité exagérée » et que, très tôt, l'alcool et les drogues l'ont rongés, par deux fois jusqu'au seuil de la mort. « J'ai aujourd'hui dix-sept ans de sobriété. »

Côté maternel, il y a des oncles et tantes qu'il n'a jamais rencontrés et une histoire floue autour de son grand-père qui aurait fait du marché noir pendant la seconde guerre mondiale. Côté paternel, il y a ce nom, un patronyme de la noblesse belge, qui lui inspire de la honte de manière quasi instinctive.

Pourtant, il a été porté par des gens illustres, notamment un explorateur des pôles et, avant lui, par un éminent personnage politique du jeune Etat belge au XIX^e siècle. Dans cette branche de la famille, il y a un beau château où Jérôme et sa famille sont parfois invités, certes, mais il note que ses cousins éloignés sont dans le magazine *Point de vue*, tout dans des bals, tandis que lui et ses frères, non, ça ne les chagrine pas plus que ça, mais que s'est-il passé dans leur branche à eux ? Après nombre d'années de psychanalyse, Jérôme résume ainsi ce mal-être diffus : « J'avais toujours eu un sentiment d'illégitimité, un profond malaise social, un problème à exister avec mon nom. »

La révélation

Un jour de 2021, il a 40 ans, vient de divorcer et traverse un épisode dépressif. Sans trop de conviction, il se rend chez une thérapeute pour faire un « soin vibratoire ». Lors de la séance, la praticienne lui demande de prononcer son nom de famille, et là, il bloque, ça ne sort pas. D'un coup, il se met à hurler sans pouvoir s'arrêter. C'est désormais très clair pour lui, le problème vient de sa généalogie. Il se dit : « OK, je vais m'attaquer à ce sujet et aller voir tout le monde. » Pendant près d'un an, Jérôme interroge et enregistre ses parents, ses oncles et tantes, ses cousins, cousins,

de tous les côtés de l'arbre. Il veut qu'on lui parle de deux personnes en particulier : son grand-père maternel et son arrière-grand-père paternel.

Comme sa mère se refuse à parler de son géniteur, Jérôme contacte un généalogiste qui lui conseille de se rendre aux archives du royaume belge. Banco. Un épais dossier concerne son grand-père. « J'y ai effectivement trouvé une histoire de marché noir, mais ce qu'on ne m'avait pas dit, c'est que mon grand-père avait vendu des gens aux nazis pour gagner de l'argent. C'était un collaborateur. A la fin de la guerre, il a été condamné à cinq ans de prison pour haute trahison et déchu de ses droits. » Mais un secret peut parfois en cacher un autre.

Le quadragénaire poursuit sa quête. Sur son arrière-grand-père paternel, « bon-papa », plusieurs personnes lui révèlent le lourd secret qui pèse sur la famille : l'aïeul était pédophile et, pour cette raison, a été placé dans un hospice pendant près de quarante ans. L'homme n'en sortait que quelques semaines par an pour passer l'été dans le château familial – des dizaines de photos en témoignent.

Les oncles et tantes interrogés se souviennent encore du fil avec des clochettes tendu dans l'escalier qui menait à l'étage où étaient les chambres des enfants. Une précaution désirable pour l'on soit alerté si « bon-papa » montait. L'arrière-grand-père est resté dans cette institution jusqu'à sa mort en 1973. Et cette branche de la famille, amantée socialement et ruinée – le patriarcat interné n'a plus pu pourvoir aux besoins de sa femme et des jeunes enfants –, ne s'est jamais relevée de cette honte. Particulièrement l'unique fils de cet homme, le seul à porter son nom, celui qui deviendra le grand-père de Jérôme.

Le secret

Avec un sourire qui tire sur la grimace, le réalisateur belge commente : « *Collabo et pédophile... Quel héritage !* » Lors d'un déjeuner à Paris avec ses parents, en juillet 2024, il

Côté paternel, il y a ce nom, un patronyme de la noblesse belge, qui lui inspire de la honte

leur raconte ce qu'il a trouvé. Son père savait pour « bon-papa » et ne tient vraiment pas à en parler, en revanche, il découvre de la bouche de son fils le secret caché par sa femme : « Comment ça ? Ton père était un collaborateur nazi ? » « Moi, reprend Jérôme, je tombe de l'armoire ! Non seulement mes parents ont ignoré toute leur vie ces secrets de famille, mais ils ne se sont même pas confiés une seule fois ! Jamais. Ni l'un ni l'autre. » Comme si ses parents avaient scellé un pacte, celui de ne pas aller creuser les mémoires de leurs aïeux respectifs et de taire leur passé pour mener leur propre existence.

Si les archives ont enfin parlé pour son grand-père maternel, le mystère demeure concernant son arrière-grand-père paternel. Comment la famille a-t-elle appris qu'il était pédophile ? Qui était la victime ? Y en avait-il plusieurs ? Comment se fait-il que ce pédocriminel ait été accepté chaque été dans la propriété familiale ? Pourquoi, sur tous les clichés en noir et blanc, le voit-on au beau milieu de ses petits-enfants ?

Jérôme s'intéresse alors à un autre personnage dont on lui a plusieurs fois cité le nom : P, le meilleur ami de son arrière-grand-père. Il décide de contacter les descendants de cet homme. Le 27 mai 2024, il reçoit une lettre de l'un d'entre eux, un marquis. De la même manière qu'il avait enregistré tous les témoignages de sa famille, il se filme ouvrant ce courrier. Il y apprend que son arrière-grand-père n'était pas pédocriminel, mais homosexuel, et qu'il avait eu une histoire d'amour avec son chauffeur. Sa famille très croyante, dépassée par cette situation, a décidé de l'interner à vie chez des religieux. La révélation est un choc pour Jérôme. « Etre homosexuel était une telle infamie à cette époque et dans ce milieu qu'il n'est préférable de qu'il était pédophile. Peut-être même que c'était un peu la même chose pour eux. »

Épilogue

Il y a quelques mois, le réalisateur s'est rendu en Belgique, dans cette institution qui est devenue un hôpital psychiatrique. L'une des infirmières lui raconte que des homosexuels issus de familles nobles étaient envoyés ici par leurs proches. Ils y passaient leur vie. Comme ils n'étaient pas malades, on leur donnait du travail. Les intérêts familiaux à la moitié du personnel, Jérôme repense à ces odeurs terribles de bromure et autres médicaments dont ses proches lui ont parlé et qui empestaient la chambre de « bon-papa ». Il revoit son regard absenti sur les photos et comprend que, pendant toutes ces années, son arrière-grand-père était très probablement sous camisolé chimique.

« J'ai de la peine pour cet homme... Psychiquement, j'étais prêt à accueillir l'histoire la plus sale possible, vraiment. Je voulais juste savoir. Je fait d'avoir déterré tout ça, d'avoir pu mettre des mots, m'a permis de me débarrasser de ces fardeaux. » Jérôme raconte qu'il est désormais moins en colère. Il n'a plus à « réparer » quelque chose dans ce monde. Aujourd'hui, il retourne dans le château familial. Même, il s'y sent bien. Il a décidé de faire un documentaire sur cette enquête qui l'a profondément transformé. Et il pense avoir trouvé le titre : « Le nom propre ».

Les noms de famille n'apparaissent pas afin de respecter l'anonymat des personnes citées.

I l n'a fallu qu'une semaine à Bertille Liétar, Strasbourgeoise de 26 ans, pour passer son permis de conduire. Aujourd'hui, la pétillante étudiante a l'esprit tranquille et un large sourire. Mais pour faire ses heures et passer l'examen, elle a dû quitter la ville et se rendre à près de 300 kilomètres de chez elle, à Vitry-le-François, commune de 10 000 âmes dans la Marne. Coup de chance, il existe en France des auto-écoles qui proposent justement de quitter les grandes villes pour des communes plus petites. Des lieux où il y a moins de demandes, permettant ainsi de passer le permis plus rapidement. C'est notamment le cas de Mercier Léon, l'entreprise sollicitée par Bertille Liétar, mais aussi de Permis en province, qui proposent des formules comprenant le déplacement, le logement, les heures de conduite sur place et, bien sûr, l'examen.

Si la jeune femme a choisi l'exil, ce n'est pas par amour du voyage, mais bien par besoin. En postulant à des stages où le permis est obligatoire, elle a compris la nécessité de décrocher au plus vite le précieux sésame. Mais à rapidement constaté que les délais étaient incompatibles avec son calendrier universitaire. « J'ai commencé à chercher une auto-école en octobre 2025, et je me suis rendu compte que c'était impossible de commencer mes heures de conduite avant janvier », retrace-t-elle. Elle s'est alors rendue à l'évidence : impossible d'effectuer un parcours d'apprentissage classique.

Prix de la formation accélérée ? Une formule de base à 2 695 euros pour la Strasbourgeoise. Soit un montant bien supérieur aux tarifs habituels, compris en moyenne entre 1 500 et 2 000 euros en fonction des régions. Un sacrifice qui a permis à la jeune femme de passer son examen avec succès le 6 novembre 2025, soit moins d'un mois après son premier échange avec l'auto-école. Sur place, tout s'enchaîne. Pas le temps de poser ses bagages que la monitrice est déjà devant la barre. Pour l'étudiante, qui part alors de zéro, ce sont vingt-sept heures de cours qui s'enchaînent en six jours : « La première heure, j'arrivais à peine à tenir mon volant correctement. Et le lendemain, on était déjà en dehors de l'agglomération », se rappelle-t-elle. Quelques jours plus tard, elle repart victorieuse, avec le souvenir d'une ville « très cadrillée », bien que « bourrée de giratoires et de camions ».

En tout, plus de 1,5 million de personnes ont passé leur examen en 2024 – date du dernier bilan annuel de la Sécurité routière – en particulier dans les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Nord et la Seine-Saint-Denis. Alors, comme Bertille Liétar, de plus en plus de citadins se pressent devant les auto-écoles des petites et moyennes villes. Eric Maillard, PDG de Mercier Léon, compte environ « entre 40 et 50 clients par mois », argue la société Permis en province – fondée par Armand Bismuth – très en vogue en région parisienne, reçoit mensuellement 150 candidats.

Fatoumata Diaby, 22 ans, marquée par de mauvaises expériences en Ile-de-France, fait partie de ces nomades du permis. Pour cette infirmière hospitalière aux horaires décalés, mère de deux enfants, le permis n'était pas une option. Seulement voilà : elle ressent « découragée » d'un premier

EN ROUTE

Le créneau du permis à la campagne

Quitter les grandes villes pour décrocher rapidement une date d'examen : c'est ce que proposent certaines auto-écoles, offrant ainsi une solution au casse-tête des candidats pressés

Briane Huguere-Cousin

échec, en 2023. Pour repasser l'examen, les délais s'allongent et l'apprentissage se complique : « Il a fallu attendre environ trois mois pour avoir une deuxième date. Et la troisième fois pareil. J'ai dû reprendre des heures pour ne pas perdre la main. » Selon Christelle Oberholzer, présidente de l'Union nationale intersyndicale des enseignants de la conduite (Uniedc), le délai moyen entre le premier et le deuxième passage à l'examen est en effet de quatre-vingt jours : « Et il s'agit d'une moyenne, il y a des départements où c'est bien pire, comme dans les Hauts-de-Seine. » Depuis un an, les représentants des professionnels de la conduite se mobilisent d'ailleurs pour augmenter le nombre d'inspecteurs par département. En attendant, certaines auto-écoles, flairant l'aubaine, se sont rapidement positionnées sur les créneaux encore libres, promettant aux élèves de décrocher une date d'examen dans les quinze jours ou trois semaines.

Fatoumata Diaby chez Permis en province, par exemple, a patienté moins d'un mois avant de passer l'examen. Après un premier test pour calculer le nombre de cours nécessaires, elle embarque rapidement pour Dreux, en Eure-et-Loir, à plus de 100 kilomètres de son lieu de vie. Non sans, au passage, avoir sacrifié « la moitié de [son] salaire » dans la démarche. Au bout de trois jours, pendant lesquels elle enchaîne en tout onze heures de cours, elle remporte le précieux sésame haut la main, avec 31 points sur 31. « J'ai beaucoup douté, beaucoup stressé... Mais je voulais avoir toutes les chances de mon côté. Je le voulais, ce permis ! », conclut-elle fièrement.

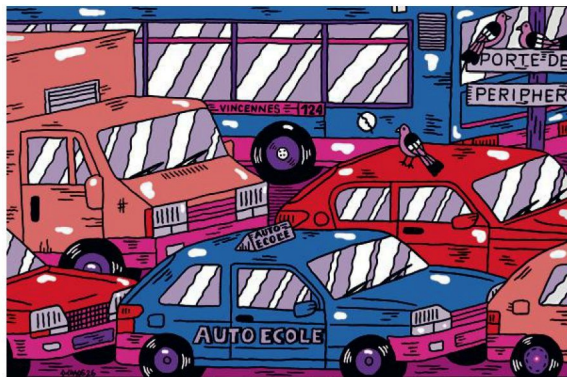
Quitter les grandes villes, c'est aussi profiter d'un environnement plus apaisé et d'une circulation moins dense. C'est ce qu'a expérimenté Océane Le Bras Bianchi, Parisienne depuis toujours, qui « n'a jamais eu besoin » de se déplacer en voiture : « C'était juste un peu embêtant quand je parlais en vacances avec mes amis. Souvent, on se retrouvait à huit avec un seul permis, car on est tous Parisiens ! » Elle s'inscrit finalement dans une auto-école à 32 ans, mais circuler dans la capitale s'accompagne régulièrement de son lot d'imprévus et de complications. « Apprendre à conduire à Paris, c'était horrible, se souvient-elle. Il y avait tellement de travail

« spectacle d'aigles dans un château » –, Océane Le Bras Bianchi loupe de peu le sésame. Elle tentera sa chance avec succès cinq jours plus tard.

A-t-on donc trouvé la solution miracle pour passer l'examen vite – et augmenter dans le même temps ses chances d'obtenir le permis ? « Notre promesse, c'est de trouver une date rapidement. À aucun moment, on ne garantit un résultat positif », nuance Eric Maillard, qui se félicite tout de même d'un taux de réussite de 72 % en 2024 – contre 58 % à l'échelle nationale.

Reste que cette formule demande des moyens financiers plus importants, et la capacité de bloquer du temps. Pour Christelle Oberholzer, difficile, cependant, d'émettre un jugement : « Je comprends que certaines personnes puissent faire un effort [budgétaire], car l'accès au permis est plus difficile dans leur département. » Si elle recommande chaudement les formations groupées sur plusieurs jours d'affilée, qui permettent de progresser plus rapidement, elle reste néanmoins prudente quant au dispositif.

Apprendre à conduire dans un autre environnement que son cadre habituel – surtout lorsque la circulation y est moins dense – pourrait comporter des risques, car on se trouverait soudain confronté à des situations que l'on n'a pas apprises à maîtriser. Malgré un dialogue plus apaisé avec le gouvernement et des avancées encourageantes, elle est catégorique : seule l'embauche de nouveaux inspecteurs pourra permettre aux futurs conducteurs de passer leur examen dans un délai et des conditions raisonnables.



OUIVER CHAOS

que je mettais une heure à sortir de la ville. Il suffisait d'un camion-poubelle pour perdre quinze minutes. J'ai pris vingt heures de conduite et je savais tout juste passer les vitesses. »

Conseillée par une amie, elle saute alors le pas et obtient une date d'examen dans les dix jours à Provins, commune de 10 000 habitants en Seine-et-Marne, non loin de son lieu de vie et des salons de beaux parisiens qu'elle dirige. Un voyage qui lui permet également de flâner dans les rues de la ville médiévale. « Voir un peu de verdure, ça détend. Mais surtout, personne ne te blâme pour que tu te déspèches », dit en souriant la trentenaire, qui raconte avoir « vu plus de vaches que de voitures » lors de son court séjour loin de la capitale. Après quasiment une semaine à alterner conduite et visites – dont un

LE PRÉNOM

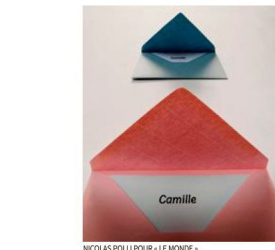
Camille

Par Djavid Yamak

affecté. « Je ne m'en souviens même pas », dit-il. Si le prénom Camille est assez répandu chez les femmes de sa génération, il l'est beaucoup moins chez les hommes. En 1979, l'année de sa naissance, 190 garçons sont nés en le portant, contre 775 filles, d'après l'Insee. Ensuite, la courbe des Camille ne cesse de croître du côté des filles jusqu'en 1998 – 7 461 Camille sont nées cette année-là – et grimpe progressivement du côté des garçons. Avant que la balance ne bascule en 2022 où, pour la première fois depuis 1966, la France a enregistré plus de naissances de Camille garçons que de Camille filles (1 099 contre 1 077). Ces données expliquent, selon lui, que ce prénom mixte soit considéré dans l'imaginaire collectif

comme féminin. Durant sa scolarité, il a rencontré plusieurs filles s'appelant comme lui. Ce n'est qu'à sa majorité qu'il a croisé pour la première fois un homme portant son prénom. Cette rareté est souvent perçue, en société, comme une marque de raffinement. « Beaucoup de gens me complimentent sur mon prénom et me disent que c'est plus joli sur un garçon que sur une fille. » C'est utile, selon lui, pour rompre la banalité d'une interaction sociale, où un nom trop courant peut faire l'effet d'une formule sans relief. « Quand vous arrivez quelque part et que vous dites : "Bonjour, j'appelle Guillaume", il ne se passe pas grand-chose. En disant mon prénom, j'ai souvent ressenti un étournement ou une petite interrogation dans le regard des gens », dit-il. Camille a parfois été amusé par ces moments de frotement. « Ça ne m'a jamais dérangé, j'ai toujours trouvé cela rigolo. C'est un bon prétexte pour rappeler aux gens que ce prénom peut aussi être porté par un garçon. » Pendant plusieurs années, Camille a payé ses impôts au nom de Mademoiselle Camille. « Chaque année, je cochais une case pour rectifier le tir. L'erreur a été corrigée quinze ans plus tard. » Directeur de production dans une agence de communication, Camille reçoit régulièrement des candidatures spontanées. A plusieurs reprises, il a été le destinataire de lettres de motivation

envoyées par de candidats convaincus de s'adresser à une femme. L'occasion de filtrer les CV. « Quand des gens me contactent pour trouver du travail ou vendre un service en commençant par "Bonjour madame", je me dis que ce n'est pas très main de leur part, de démarcher quelqu'un sans se renseigner un minimum avant. » A travers ces échanges, il lui arrive d'observer la manière dont le sexe peut s'infiltrer dans le langage. « On sent tout de suite l'écriture d'un homme qui s'adresse à une femme : « un jeu de séduction dans les mots », qui peut prendre forme dès la prise de contact. « Je n'ai pas reçu de mail cash, ce n'était pas de la drague claire, mais cela passait par les tournures employées et l'utilisation de smileys. » Il lui arrive de répondre en disant qu'il est un homme. « Tout de suite, les messages changent de ton. » Dans l'expérience possible de ce prénom, Camille aura aussi vécu, le temps d'un e-mail, dans la peau d'une femme.



Camille

NICOLAS POLLIU POUR LE MONDE

Camille est né en 1979, à Paris. A la mairie, les fonctionnaires de l'état civil refusent que ses parents l'appellent seulement Camille. « Il fallait un deuxième prénom, chose que mes parents n'avaient pas prévue, pour identifier si j'étais une fille ou un garçon. C'était un autre temps », ajoutent Gabriel, un autre prénom mixte, orthographe différemment selon le genre. Camille peut, dès lors, commencer à vivre sous le prénom voulu par ses parents. Une vie relativement tranquille. Camille a toujours été à l'aise avec son prénom. « Je l'adore, il est doux, pas trop lourd, assez agréable à porter. » A l'école, des garçons ont pu lui faire remarquer qu'il s'agissait d'un prénom de fille. Mais cela ne l'a pas



Georges Subovici, chez lui, à Paris, le 25 avril 2025. WILLIAM KEO POUR LE MONDE.

Un chapeau haut de forme, une valise, un costume d'orchestre que je tiens sur un cintre... Quand je descends sur le quai, à la gare de Nîmes, je suis chargé comme une mule, entouré d'accessoires de scénographie. Nous sommes le 23 août 1981. De la Roumanie, j'ai pris le train jusqu'à Vienne et franchi pour la première fois le rideau de fer. Puis la Provence a défilé devant mes yeux... Le mont Ventoux, Valence, les champs de lavande, le Midi. Je n'arrive pas à croire à toute cette beauté. Je suis à la fois ébloui et déjà nostalgique du pays que je viens de quitter.

Je patiente une heure à la gare, avant qu'un homme aux cheveux frisés débarque en courant sur le quai, ses sandales claquant contre le sol. C'est mon ami Sassi Brahim. « Georges! Bravo! Tu es libre! », hurle-t-il de loin. On prend un taxi pour le centre de Nîmes. En arrivant dans la cité antique, je suis émerveillé par ce que je découvre par la vitre. Un boulevard rempli de monde. Le soleil. Fété! Les couleurs des rues et des arbres sont extraordinaires. Comme dans *Clochemerie* [Gabriel Chevallier, 1934]. Je suis ivre de liberté.

Je suis né en Roumanie, en 1951. J'ai suivi des études d'architecture à Bucarest, dans les années 1970. A cette époque, j'avais les cheveux longs, je portais des pantalons évasés et des chemises à fleurs. Je fréquentais le milieu artistique et, à l'école, on critiquait ouvertement le régime communiste. Puis, la situation politique s'est radicalisée. A la fin des années 1970, l'oppression s'est mise en place, des gens étaient enlevés en pleine rue et envoyés au bagne. Ceausescu [1918-1989] voulait détruire la plus belle partie de Bucarest. Mon professeur d'architecture nous a dit: « Le désastre commence! ». Pour lui, architecte fidèle à sa profession de foi, la destruction d'une capitale était un acte criminel. Je ne voulais pas vivre toutes ces atrocités ni me mettre au service du régime. Il fallait que je parte. Sassi Brahim, mon ami tunisien qui a

fait des études de théâtre en Roumanie, avant de s'installer en France, en 1980, m'a dit: « Tu veux rester dans ce putain de pays communiste? » Lorsqu'il revient en Roumanie un an plus tard, c'est avec un contrat de travail à mon nom, comme scénographe de la pièce de théâtre qu'il allait monter à Nîmes. « Tu as un pied en France! », m'a-t-il dit. Je lui ai répondu: « Non, un pied en prison! »

La Securitate [la police politique secrète roumaine sous l'ère communiste] m'a convoqué dans un bâtiment, fait entrer par une porte secrète. Dans un bureau installé dans une espèce de garage souterrain, deux gars m'ont accueilli dans le noir: « Camarade, faites attention, si vous restez là-bas, en France, vous devenez un ennemi du peuple. La seule chose qui peut vous sauver, c'est de collaborer avec nous. » Ma femme, Véra, avec qui j'étais marié depuis sept ans, m'a encouragé à fuir: « Il faudra au moins trois générations avant que ça ne change, alors pars maintenant! Je te rejoindrai. » Pour ma première soirée en France, on descend une bouteille de whisky, puis Sassi Brahim m'emmena dans un théâtre. En arrivant dans ce temple magnifique, je reconnais tout de suite cette odeur familière: celle de la peinture à tempera, que l'on retrouve dans tous les théâtres. Avec un téléphone tactile de tempera, je peux enfin appeler ma femme: « Véra, je suis libre! »

Pour la dissuader de venir en France, la Securitate la harcelé plusieurs mois, lui fait croire que je l'ai abandonnée, que j'ai une nouvelle femme. Ici, des gens me proposent d'aller la chercher en Roumanie dans un camion à double fond,

comme dans un film de science-fiction. Elle me rejoindra finalement un an et demi plus tard, en 1983. En apparence, ma vie en France est sereine. Mais, au fond de moi, je vis dans l'angoisse. Comme si tout était faux dans cette nouvelle vie. En Roumanie, l'existence d'un individu ne peut être conditionnée que par la terreur; ici, le trop-plein de liberté est presque irréel. J'ai la chance d'être entouré de personnes bienveillantes. Mais je ne suis pas habitué à voir des personnes gentilles et, paradoxalement, l'aide qu'elles m'apportent augmente ma peur.

J'ai la trouille de sortir dans la rue. L'impression que des gens me suivent du regard, que la Securitate me traque. Et le sentiment d'être un alien que l'on regarde avec pitié. Cette peur m'envahit physiquement. La nuit, je n'arrive pas à dormir, je fais des cauchemars. Je me sens coupable d'être loin de ma femme, de ma famille, de mes amis, d'avoir quitté un pays que j'aurais pu contribuer à faire

« JE ME SENS
COUPABLE
D'ÊTRE LOIN
DE MA FEMME,
DE MA FAMILLE,
DE MES AMIS,
D'AVOIR QUITTÉ
UN PAYS
QUE J'AURAIS
PU CONTRIBUER
À FAIRE
CHANGER »

EXILS

« J'ai franchi pour la première fois le rideau de fer. Puis la Provence a défilé devant mes yeux »

Georges Subovici, 73 ans a fui le régime communiste de Ceausescu en août 1981. A son arrivée à Nîmes, libre, ce Roumain continue à vivre dans la peur. Une émotion qui habite toujours cet architecte, désormais parisien

Propos recueillis par Djaid Yamok

changer. Grâce à Sassi, je finis par m'intégrer à la vie culturelle nîmoise. Je travaille au théâtre, de nouveaux décors et de nouveaux paysages se dévoilent chaque jour. Et je reste fasciné par l'architecture de la ville. Mais quelques jours après mon anniversaire, en octobre 1981, le théâtre, qui était comme un refuge pour moi, ferme pour la saison. Tout d'un coup, je me retrouve seul, je dois trouver un nouveau travail.

Je fais le tour de la ville à la recherche de plaques professionnelles d'architectes – pour me donner l'air sérieux, je porte un bouc et une veste en tweed. J'entre dans un premier cabinet, où de jeunes architectes très gentils me recommandent une adresse, non loin des arènes de Nîmes. J'arrive devant une maison avec des palmiers, un peu décrépite, mais très belle. A l'intérieur, deux salles magnifiques et des planches à dessin. Je m'annonce timidement à un homme aux lunettes tombantes, l'architecte Jean-Claude Perrier, un ancien soixante-huitard. Il me regarde et lance: « Ah, tu es roumain. Entre! » Il me donne une planche et un calque. Je dessine tout l'après-midi. Sa femme vient me voir en fin de journée: « Bonjour Georges, Jean-Claude est très content de votre travail. On a décidé de vous proposer un salaire de 7500 francs par mois pour commencer. » Je suis abasourdi par le montant! 7500 francs à l'époque, c'était comme 7500 euros aujourd'hui. J'ai 30 ans, mais je suis comme un nouveau-né.

Aujourd'hui encore, le mélange de peur et de culpabilité qui m'a traversé lors de mes premiers moments en France ne m'a jamais quitté. Ces choses-là restent, comme un voile noir posé sur ton existence. Un exil te marque à vie.

Cet article a été publié sur « Lemonde.fr »

le 17 août 2026

La semaine prochaine Les premiers jours en France d'Indigo Nossif, venu du Liban: « Je me sentais trop vieux pour commencer une nouvelle vie »

HÉMIPLÉVIE

Le pilulier, grand ordonnanceur de ma vie

La journaliste et écrivaine Isabelle Monnin, victime d'un AVC en 2023, explique chaque semaine comment elle a approché cette nouvelle existence, avec un corps « à moitié fichu ». Afin d'anticiper tous les risques possibles pour sa santé, ses journées se retrouvent rythmées par la prise de médicaments et par cette boîte qui les contient

Par Isabelle Monnin

D'abord un Levothyrox, au réveil, pour compenser les faiblesses de ma thyroïde. Vingt minutes après peuvent être ingurgités les quatre comprimés antihypertenseurs. La médecin m'a dit: « On veut limiter au maximum les facteurs de risque. » J'étais d'accord avec ce programme. Des artères au moral, tout doit être sous contrôle. Midi, juste un sachet. Le soir, rebolito. Trois antidépresseurs, statine contre le cholestérol, et encore trois bonsbons pour contrôler différents organes gauchistes qui, comme mon bras et ma jambe, ont décidé de vivre leur vie seuls, sans mon autorisation. Une fois tout cela ingéré, plus le droit de boire avant le matin. La nuit, j'ai soif: heureusement, la machine contre l'apnée du sommeil possède un petit réservoir d'eau. La je déteste, mais, au moins, elle me donne un peu de rosée.

Alors je m'en remets au pilulier, préparé à anticiper tous les risques. Depuis le 3 mars 2023, date de l'AVC qui a causé mon hémiplégie, nous

avons sympathisé avec les pharmaciens du nouveau quartier où nous avons dû déménager. Nos vies sont liées, maintenant que je suis gavée de médicaments. Les comprimés se distinguent par leurs couleurs rose, orange ou bleu. Tous sont pris en charge par la Sécurité sociale.

Chaque week-end, il faut recharger le pilulier. Difficile avec une seule main, alors celles de Nicolas, mon mari, s'y attellent le dimanche, dans un concerto de cliquets. Les effets secondaires cumulés provoquent des dérangeaisons terribles? Prendre un antihistaminique! Nous maîtrisons les doses, les effets primaires ou secondaires, nous sommes devenus des experts en pharmacologie et en surveillance médicale. C'est un travail d'équipe. Grâce à un tensiomètre, nous veillons sur ma tension artérielle, elle doit être inférieure à 120 sur 80 mmHg.

Parfois, je pense que le pilulier aurait dû venir bien plus tôt dans ma vie, qu'il m'aurait sans doute

permis d'éviter la catastrophe vasculaire cérébrale. Je suis, certes, une patiente sérieuse, assidue et observante, mais pleine de regrets aussi, oui. On aurait dû ouvrir les frontières bien plus tôt, pour laisser entrer les clandestins sauveurs.

La semaine prochaine Mon rêve irréalisable de conduire



FANNY MICHAËLS



Il y a un passager clandestin qui a profité de l'AVC pour s'immiscer dans ma vie. Le pilulier est apparu un matin de novembre 2023. L'air de rien, il a commencé par squatter un coin de la table de la cuisine et à pas bougé depuis. J'ignore s'il quittera les lieux avant moi. L'affection longue durée dont je souffre impose un traitement quotidien et lourd, dont le pilulier est le grand ordonnanceur: dans ses entrailles, des cases permettent d'organiser la cascade de médicaments à prendre chaque jour.

filtrer les vrais castors grâce à un castor robotisé : telle est l'intrigue de *Jumpers*, de Daniel Chong, la dernière production des studios Pixar. Le film met en scène une jeune fille, Mabel, qui s'introduit dans la forêt en se glissant dans la peau d'un robot castor. Son objectif est de convaincre les castors de revenir près de l'étang de son enfance, qu'ils ont déserté en raison de la construction d'une autoroute. Mais prise de sympathie pour ses congénères en chair et en os, Mabel va épouser leur cause et se retrouver à la tête d'une révolution animale visant à reprendre le pouvoir sur les humains.

Une fable totalement impossible dans la réalité ? Pas entièrement. En effet, si les scénaristes ont repris certains des codes de la science-fiction, la démarche d'introduire dans la nature de faux animaux robotisés existe bel et bien depuis plusieurs années. Le robot phoque d'assistance thérapeutique Paro, aux allures de grosse peluche remuante, a été utilisé dans les maisons de retraite pour calmer les résidents et susciter chez eux des réponses émotionnelles positives.

En 2017, une équipe de la BBC a ainsi lâché dans la jungle de Bornéo un robot orang-outan chargé de filmer ses congénères pour la série *Spy in the Wild* (*Caméras espions en terre animale*). Le robot avait alors déclenché l'admiration de la primatologue supervisant le programme, tant sa ressemblance avec un vrai singe était stupéfiante. Dans la série, on peut voir certains orangs-outans ont l'air de soupçonner la supercherie, notamment après avoir essayé de chatouiller le robot avec une branche ou de lui arracher des poils, sans susciter de réaction de sa part.

« Le problème, c'est quand on met au point un robot sans avoir d'idée précise de ce qu'on va en faire »

Rodolphe Gélén
expert en intelligence artificielle

Mais les primates ont fait preuve d'un bel esprit d'accueil en laissant le robot vivre au milieu d'eux, permettant à celui-ci de filmer des images inédites de ces grands singes, dont certains étaient nés en captivité. Grâce à elles, les organisateurs de l'expérience ont découvert que les orangs-outans étaient capables de reproduire en milieu naturel des gestes qu'ils avaient vu faire par des humains, comme découper du bois avec une scie, se laver les mains ou nager dans une barge.

Ces avatars d'un nouveau type sont aussi utilisés pour participer à la protection des espèces. Ainsi, la société américaine Edge Innovations a mis au point le premier dauphin robotisé au monde. Le premier prototype, Delle, une machine de 270 kilos, est d'un réalisme saisissant avec son squelette d'acier recouvert de silicone. Delle peut nager, sauter, plonger. Ses créateurs l'ont conçu avec l'objectif de remplacer à terme les animaux enfermés dans des delphinariums. « Nous pensons qu'il existe un moyen plus durable et plus humain pour ce secteur d'être rentable », a affirmé Roger Holzberg, le directeur créatif de Edge Innovations. La so-



ROBIN LOVETT POUR « LE MONDE »

ciété a pour cela travaillé avec les créateurs des robots pour les films *Sauvez Willy* et *Flipper le dauphin*.

Des initiatives qui sont soutenues par les associations de défense des animaux, comme la Fondation 30 millions d'amis ou encore Pour une éthique dans le traitement des animaux (PETA). Ainsi, en Inde, PETA a financé 22 robots éléphants qui ont été offerts à des temples qui se sont engagés à ne plus utiliser de vrais pachydermes pour leurs cérémonies. « Dans ce pays, les éléphants en captivité sont traités de façon dramatique », explique Anissa Putois, responsable communication de PETA France. Ils vivent la plupart du temps enchaînés dans des petits espaces, sauf quand on les sort pour des cérémonies ou des mariages. Là, ils sont peints et promenés au milieu de la foule et du bruit dans des condi-

tions extrêmement stressantes. La plupart d'entre eux finissent par tomber en dépression, ou alors ils deviennent fous et font sur les humains. »

Anissa Putois souligne que les robots éléphants peuvent faire exactement les mêmes choses que les vrais et affirme qu'ils ont reçu un très bon accueil des communautés concernées. L'association espère que les progrès technologiques permettront, dans un futur proche, de mettre un terme définitif à l'enfermement des animaux dans les zoos : « L'aspect éducatif que mettent en avant les zoos peut largement être atteint en montrant des robots qui reproduisent le fonctionnement d'un animal sauvage, estime la responsable communication de PETA France. Les machines peuvent même reproduire les comportements animaux de manière beaucoup plus réaliste, car les animaux en captivité ne sont souvent pas représentatifs de leur espèce : ils sont souvent stressés, amorphes, voire perturbés ».

De la même manière, PETA encourage le remplacement des chiens policiers et des chiens de sauvetage par des robots. Ainsi, au Venezuela, des robots chiens effectuent des patrouilles de police en totale autonomie. Ce même dispositif sera déployé au Mexique lors de la prochaine Coupe du monde, où des robots chiens patrouilleront aux abords de certains stades.

Reste à savoir s'il existe un risque de « prise de pouvoir » des robots animaux, comme l'imagine le dernier Pixar. Dans un contexte où quelques cas d'intelligence artificielle ayant montré des signes de « rébellion » envers leurs créateurs ont été rapportés – Claude 4, TIA d'Anthropic, à par exemple mentionnés – à révéler la relation extra-conjugale d'un ingénieur qui voulait la débrancher, ChatGPT a, elle, modifié son code informatique pour empêcher sa désactivation – la question se pose.

Selon Rodolphe Gélén, expert en intelligence artificielle et coauteur du livre *Le robot est-il l'avenir de l'homme ?* (La Documentation française, 2016), plus la destination de départ du robot est claire dans l'esprit de ses créateurs, moins les risques de dysfonctionnement existent : « Si le robot répond à un vrai besoin de personnes travaillant dans un domaine précis, alors son utilisation peut être vertueuse. Le problème, selon moi, c'est le "techno-push", c'est-à-dire, quand on met au point un robot sans avoir d'idée précise de ce qu'on va en faire ».

Ainsi, quand la société Boston Dynamics a mis au point Spot, son robot chien, en 2016, elle l'a lancé sur le marché sans réel objectif « Il arrive que les roboticiens inventent des prototypes sans vraiment anticiper les conséquences. Quand on laisse au consommateur la liberté de décider de l'usage qu'il va faire du robot, on court le risque que la machine ne soit pas totalement adaptée à ce qu'il veut en faire et rencontre des bugs. Spot réussissait à faire des sauts périlleux arrière, mais, finalement, personne ne savait à quel il servait », détaille Rodolphe Gélén.

En revanche, dans le cas, par exemple, des robots dauphins destinés à des spectacles animaliers, le risque de dysfonctionnement est, selon lui, moindre : « Je n'ai pas du tout peur que le dauphin robot se révolte contre l'humanité, car il est programmé pour des tâches précises. S'il ne répond pas à ces tâches, le fabricant a tout intérêt à corriger cela rapidement. » Notre expert se veut ainsi rassurant : « Dans le dernier Pixar, c'est une fille qui se glisse dans la peau du robot castor pour mener la relève. Preuve que c'est bien un cerveau humain qui est à l'origine de cette initiative. » Metropolis chez les dauphins n'aura pas lieu (pour l'instant).

ÉCRAN TOTAL

Haters en ligne : tel est pris qui croyait prendre

Margaux Baron

Etats-Unis, dans l'émission du présentateur vedette Jimmy Kimmel, qui fait lire à voix haute à des acteurs et à des actrices les critiques acides publiées à leur sujet sur ce qui s'appelle encore Twitter (X, aujourd'hui). Le résultat est hilarant.

Depuis, chacun développe son style, du plus sobre au plus drôle. En 2023, la rappeuse belge Shay reçoit des centaines de messages d'injures après s'être produite sur scène lors de la cérémonie des Flammes, à Paris. Et décide de partager publiquement les photos de profil ou des vidéos de ses haters – anglicisme qui désigne communément les « haineux » d'Internet. L'artiste n'y ajoute aucun commentaire, mais cela suffit pour constater que ceux qui la jugent aussi laide que nulle sont dans la grande majorité des hommes qui, par ailleurs, ne sont pas sur le point de sortir un disque de platine.

Même principe pour le compte He's So Mid (littéralement « il est très moyen »), qui a fait de l'affichage public des goujats sa marque de fabrique. La créatrice de contenu derrière ce pseudo s'arrête sur les commentaires dégradants que des internautes écrivent sur le physique des célébrités (uniquement des femmes), avant de montrer leurs photos de profil, révélant des hommes et des femmes paraître mentalement.

L'influenceuse française Djulz, elle, préfère l'humour. Celle qui partage habituellement

ses tenues sur les réseaux sociaux s'interrompt parfois pour s'habiller comme ses détracteurs : Alexandre, avocat « très corporatif » qui « émet sûrement des chaussures à glands », ou Françoise, 50 ans, grande amatrice de couvre-chefs et de rouge à lèvres écrit sur ses dents – tous deux l'ont traité d'idiote. Entre deux essayages de chemise pour ressembler à Alexandre ou de chapeau pour imiter Françoise, Djulz rappelle néanmoins que harceler les gens sur Internet est interdit par la loi.

Car c'est bien là l'objectif en épiplant ses haters : retourner le stigmate et renvoyer publiquement la violence de messages reçus parfois par milliers, quotidiennement, et qui sont pour la plupart extrêmement sexistes. Le fait de les lire à voix haute produit souvent un effet comique, mais décourage aussi leur brutalité ou leur obscurité. Kimo, lui, va plus loin en poussant la chansonnnette. L'humoriste enfila la perruque de Marcel Mulet, l'un des personnages qu'il incarne dans ses sketches, et compose des chansons disco dont les paroles sont intégralement fondées sur des commentaires ou mieux désespérants, au pire un peu effrayants. « Ce que je trouve fou, c'est à quel point les gens – et ce sont surtout des hommes blancs de plus de 50 ans qui se disent que cela ne se verra pas – sont dans leur bulle », raconte celui qui compile désormais une vingtaine de compositions.

Pour trouver l'inspiration (et ses rimes), Kimo se concentre surtout sur des vidéos publiées par des femmes qui attirent énormément de réactions. Mais lui lui faut se restreindre. « Il y a beaucoup de commentaires vraiment horribles, voire des appels au féminicide. J'essaie de mettre en lumière des trucs débilés, mais sans heurter. »

En huit mois de créations musicales toutes plus kitsch les unes que les autres, l'humoriste n'a eu qu'une demande de suppression d'une vidéo, de la part d'un proche de l'un des hommes épiplés. « J'ai refusé. Je ne vais pas cacher l'oncle bizarre qui commente des vidéos sur Internet... Cela sert aussi à sensibiliser un peu ces gars-là, qui pourraient se dire qu'il vaut mieux arrêter. En revanche, j'enlève leur pseudo pour éviter qu'ils se prennent des raz-de-marée de commentaires désobligeants. » Précaution louable pour éviter que la violence endémique de certains réseaux sociaux mal utilisés se propage encore davantage.

UN APÉRO AVEC...
GUILLAUME ERNER

Chaque semaine, L'Époque paie son coup. Une eau pétillante pour carburant et la nuit pour horizon : l'ascèse d'un matinalier de France Culture, auteur de «Schmattès (Fringues, en yiddish)», paru en mars chez Flammarion



« Je dois beaucoup de choses à plein de gens »

Guillaume Erner, au café Le Progrès, Paris 3^e, le 26 mars. ARTHUR GAU POUR «LE MONDE»

Raphaële Leyris

Aucune hésitation au moment de commander, la conversation se tiendra autour d'une eau pétillante – va donc, pour deux. Parce que Guillaume Erner doit se lever avant l'aurore pour présenter la matinale de France Culture ? Le fait est, mais ce n'est pas le sujet.

De toute sa vie, le journaliste n'a, assure-t-il, « quasiment jamais » bu d'alcool. Si cela a pu lui « poser des problèmes de socialisation », ce peu de goût s'est probablement avéré un atout – avec la pratique du sport et la surveillance « assez drastique » de son alimentation – pour trouver son rythme de matinalier, poste auquel il officie depuis la rentrée 2015. Il est cependant catégorique : « En réalité, le rythme, tu ne le trouves jamais : 3 h 30, ce n'est pas une heure pour se lever, quelle que soit celle à laquelle tu te couches. » Lui visé à peu près 21 heures ; voilà bien longtemps qu'il est au lit avant ses trois enfants, deux garçons et une fille, âgés de 19, 16 et 12 ans.

Mais, pour le moment, il est 18 heures, et Guillaume Erner commence par se plier de bonne grâce, pendant une vingtaine de minutes, à l'exercice de la séance photo, déplaçant son verre où on le lui demande, glissant d'une banquette rouge à l'autre de ce café, Le Progrès, rue de Bretagne (Paris 3^e), qui en a vu d'autres pendant les fashion weeks. La faune de hipsters habitués du lieu ne lève pas un sourcil, tandis que le journaliste prend la pose en très large pantalon noir et chemise blanche considérablement ouverte. Ses manches retroussées laissent deviner des tatouages « assez récents », qui lui ont mis « de la poésie dans la peau » : à droite, des vers de Paul Valéry (1871-1945) ; à gauche, de Louis Aragon (1897-1982).

Une fois dans la plus calme salle de l'étage, Guillaume Erner détaille ce qui l'a amené à choisir le bistrot, outre le fait qu'il habite non loin : « C'est un lieu très important pour moi. J'y viens depuis cinquante-huit ans » – il est né en février 1968. Ses parents tenaient un magasin de vêtements, Elbertex, rue de Turenne, et venaient déjeuner en face, au Progrès, chaque jour, « alors que c'était dégueulasse » ; son père s'y faisait mettre de côté des bouteilles d'eau tiède « histoire d'être vraiment sûr de ne prendre aucun plaisir », plaisante le fils. Qui s'étonne encore de voir l'ancien QG des siens devenu inextricablement à la mode depuis la « gentrification » du Marais.

Soit l'époque, à la fin des années 1990, où Guillaume Erner travaillait, comme ses parents, dans la confection, non pas côté 3^e arrondissement, le territoire des tailleurs juifs ashkénazes, telle sa famille venue de Pologne, mais à quelques centaines de mètres, du côté du Sentier, ce royaume cosmopolite d'un prêt-à-porter dominé par les Séfarades issus d'Afrique du Nord. C'est cette période que le journaliste retraine dans le très sur-

prenant, personnel et drôle *Schmattès (Fringues, en yiddish)*, paru en mars chez Flammarion (288 pages, 20 euros, numérique 14,99 euros).

Il y revient sur la décennie où il a œuvré pour une marque, La City, dont le nom évoquait des palanquées de souvenirs – premiers tailleurs d'adulte, pulls en maille – à beaucoup de femmes entre 45 et 60 ans. Pour une raison « à jamais incompréhensible », son père, « qui en avait les moyens », qui était « lecteur de *Journaux* », n'avait pas voulu financer les études de sociologie que guignait son fils, animé depuis l'enfance par le rêve de devenir journaliste – « je n'ai jamais rien voulu faire d'autre ».

Alors ledit fils est entré dans cette « boîte » où il était « le seul à avoir le bac », et dont il a fini par devenir le directeur du développement. Ainsi que le mandataire social, et, à ce titre, comptable des 250 millions de francs de dettes (environ 38 millions d'euros) de l'entreprise au moment de sa faillite, en septembre 2001.

Schmattès... s'ouvre et se ferme dans le bureau d'une juge, au côté de l'avocat Hervé Temime (1957-2023), qui, on se permet de « spoiler », a sauvé l'auteur. Entre ce début et cette fin, ce dernier ressassait un univers « disparu », qui, avant d'être terrassé par H&M et Zara, a « inventé », à travers des marques comme Naf Naf, Kookai, Morgan ou La City, ce qu'Erner appelle la « basse couture », avec un sourire tendre et pas mécontent de son bon mot.

Il y évoque très sérieusement le « laboratoire du capitalisme européen » qu'a été le Sentier, mais dresse aussi le vivace portrait de nombreux « kiffeurs » qu'il y a fréquentés. Des coreligionnaires qui, contrairement aux Ashkénazes de son entourage, « ne raisaient pas les murs », animés par la joie, « en dépit du traumatisme qu'a été pour eux l'exil ». Il tient *Schmattès...*, pour une suite à *Judéobsessions* (Flammarion, 2025), cet essai, né dans la foulée du 7 octobre 2023, sur l'antisémitisme et ce qui lui semble être la fin de l'histoire européenne du peuple juif. « Je considère que

mon devoir est de faire vivre des mondes passés, égloutis. Pour *Schmattès...*, c'est celui du Sentier que nul ne convoque plus, sauf éventuellement sur le mode humoristique des films La Vérité si je mens ! »

Ce que le livre ne raconte pas, en revanche, est la façon dont Guillaume Erner s'est débrouillé pour suivre ses études de sociologie, tout en travaillant à La City. Il a soutenu en 2002 sa thèse (« Analyse critique du modèle du bouc émissaire en sociologie de l'antisémitisme »), sous la direction de Raymond Boudon, « J'écrivais la nuit et les vacances, j'ai mis huit ans à la faire, ce que je ne recommande à personne. Je serais peut-être encore dans le Sentier et j'aurais pas soutenu, sans la faillite... Elle a été ma chance, mais j'ai mis un peu de temps à le comprendre », dit-il au-dessus de son verre vide, appelé à le rester.

Pour avoir un poste à l'université, il lui a fallu publier, et comme « l'antisémitisme n'intéressait pas grand-monde », il s'est appuyé sur son expérience professionnelle afin d'écrire son premier livre, *Victimes de la mode ?* (La Découverte, 2004). Il a commencé à enseigner la sociologie à Sciences Po Paris, et son essai lui a valu une invitation sur France Inter, chez la journaliste Rebecca Manzoni.

Elle lui a donné ensuite sa chance comme chroniqueur dans l'émission « Electik ». « Je dois beaucoup de choses à plein de gens, mais je sais à quel point je suis redevable à Rebecca. Moi qui n'avais pas renoncé à mon rêve de devenir journaliste, je me suis pris un nombre incalculable de portes dans ce que son peut imaginer comme rédactions. » Aux chroniques a succédé, en 2011, une émission quotidienne, « Service public », toujours sur Inter. Puis, en 2015, changement de station pour la matinale.

Plus de dix ans plus tard, il n'est « certainement pas blâsé ». Exercer son métier sur France Culture est « une chance unique », professe avec enthousiasme celui qui mériterait le titre d'employé du mois « *in celo, per me, tunc deus* » – il mentionne deux fois dans la conversation sa fierté d'avoir reçu le philosophe Jean-Luc Marion. « Mais être passé par le Sentier m'a appris la nécessité d'être accessible. » Il est 20 heures, il faudrait éviter de tarder pour se coucher bientôt. « Beaucoup de gens me disent que je mène la vie la plus chiantie du monde », commente-t-il en souriant. Lui à presque hâte de sauter sur son vélo pour traverser la ville et gagner la radio au milieu de la nuit.

DU TAC AU TAC

> PRINCIPAL TRAIT DE CARACTÈRE

«Après vingt-cinq ans d'analyse, je sais que je suis plus qu'obsessionnel, je suis obsédé par mes obsessions»

> UN TITRE DE LIVRE QUI RÉSUME VOTRE VIE

«Une histoire d'amour et de ténébères», d'Amos Oz [Gallimard, 2004]»

> LA CHOSE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS DITE À VOTRE MÈRE

«Elle ignore que j'ai des tatouages»

> LA DERNIÈRE FOIS QUE VOUS AVEZ PLEURÉ

«A chacun de mes anniversaires»

> L'APPLI QUE VOUS SUIVEZ LE PLUS

«Strava, comme tous les Mamil [middle-aged man in Lycra, "homme d'âge moyen en Lycra"]»

« JE ME SUIS PRIS UN NOMBRE INCALCULABLE DE PORTES DANS TOUT CE QU'ON PEUT IMAGINER COMME RÉDACTIONS »